



## DIROTTAMENTI

# Rimangono 95 ostaggi sul Boeing italiano bloccato a Bangkok

BANGKOK. Sono rimasti in 96 sul Boeing 747 dell'Alitalia, fermo all'estremità di una pista dell'aeroporto Duong Muong di Bangkok, dopo essere stato dirottato sul cielo di Nuova Delhi da un cittadino di Sri Lanka. L'uomo, che si è identificato come «signor Sepala» e che pare in possesso di molto esplosivo, ha deciso di liberare 148 passeggeri e otto membri dell'equipaggio, tenendo ancora in ostaggio 95 persone.

All'aeroporto di Bangkok, al momento del rilascio, si attendeva l'arrivo da Roma di Anna Rovandi, moglie italiana del dirottatore, che ne aveva chiesto la presenza nella capitale thailandese. La Rovandi è partita da Fiumicino con il figlio alle 15,30 di ieri, era attesa a Bangkok per le due della notte.

La richiesta di liberare la moglie, detenuta secondo lui nelle carceri italiane, era stata la prima richiesta del dirottatore, insieme al pagamento di tre milioni di dollari. In seguito, a quanto pare, la richiesta è stata modificata, e il «signor Sepala» ha chiesto che gli venisse affidato il figlio. Il condizionale, come si dice, è d'obbligo: i contatti tra i funzionari italiani, thailandesi e di

Sri Lanka, e l'interno dell'aereo sono molto difficili, mentre le autorità e gli stessi funzionari sono molto riservati nel fornire notizie.

Per lungo tempo, quanto successo a bordo del volo di linea Roma - Tokio, con scali a Nuova Delhi, Bangkok e Hong Kong è rimasto un mistero. Incerto è rimasto a lungo il numero esatto dei passeggeri imbarcati sul Boeing, visto il rifiuto dell'Alitalia a fornire precisazioni: si è parlato prima di 243 persone, poi di 261, per approdare poi alla cifra definitiva di 263.

Non è ancora ben chiaro neanche se il dirottatore abbia o meno dei complici, come nei primi momenti sembrava sicuro. Si era arrivati a specificarne il numero, sette. Di certo in merito si sa solo che il dirottatore e i suoi eventuali complici siano saliti sull'aereo a Nuova Delhi, insediando, subito dopo la partenza, la propria azione. Le trattative con il «signor Sepala» sono tenute dall'ambasciatore italiano a Bangkok, come da precisa richiesta del ceylonese.

Dopo una certa confusione sulle effettive richieste dell'uomo, si è capito che chiedeva la presenza a Bangkok della moglie,



Ministero degli Affari Esteri  
 DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
 E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale..... *AISE* .....  
 del.....pagina.....

RILIEVI DEL CONSIGLIO DI STATO ALLA BOZZA DI  
 DECRETO PER L'INDENNITA' DI DISOCCUPAZIONE AI  
 FRONTALIERI

\*.\*.\*.\*.\*

*1.7*

Roma (aise) - La sezione del consiglio di stato, chiamata ad esprimersi sulla bozza di decreto del presidente della repubblica con il quale viene concessa la corresponsione di una indennita' speciale di disoccupazione ai lavoratori frontalieri, ha opposto alcuni rilievi al testo fattole pervenire dal ministero del lavoro. Tali rilievi saranno illustrati in una lettera di accompagnamento con la quale il consiglio di stato rinvia la bozza di provvedimento al ministero.

Sulla base di esse lo stesso ministero del lavoro potra' fare le proprie controdeduzioni.

E' opinione diffusa, negli ambienti ministeriali, che si tratti soltanto di dover fornire alcuni chiarimenti e che i rilievi non si riferiscano contenuti sostanziali del decreto.

SARANNO RINNOVATI IN SETTEMBRE GLI INCARICHI PER  
 L'EMIGRAZIONE ALL'INTERNO DELLA DC

\*.\*.\*.\*

*1.7*

Roma (aise) - Gli incarichi per l'emigrazione all'interno delle strutture direzionali della dc saranno rinnovati soltanto in settembre. In fatti, i due uffici, quello dei problemi dell'emigrazione, compreso nel dipartimento internazionale, e quello dell'organizzazione dc all'estero, del dipartimento organizzatore, sono tuttora retti in regime di prorogati rispettivamente da Giancarlo Casini e da Paolo Bettamie. Lo slittamento degli incarichi e' conseguenza del rinvio della nomina del responsabile del dipartimento internazionale, per quanto riguarda l'ufficio problemi dell'emigrazione, mentre il responsabile del dipartimento organizzatore Sanese si e' finora astenuto dal conferire l'incarico per l'organizzazione dc all'estero.



# A SCOLARISATION DES MIGRANTS

ous les pays du nord de l'Europe occiden-  
connaissent aujourd'hui un même phéno-  
e : une forte proportion de leurs effectifs  
risés (qui peut dépasser 10%) provient  
étranger, essentiellement de l'Europe du  
Les pays les plus représentés sont, dans  
re : la Turquie (700 000 ressortissants scola-  
en Europe), l'Algérie (près de 300 000), le  
Maroc (150 000). Si l'on  
te les Pakistanais scolarisés en Grande-  
tagne ou au Danemark, on aboutit à un phé-  
nène nouveau en Europe, « l'islamisation »  
la population scolaire, c'est-à-dire le choc  
deux cultures dans les classes : une mino-  
musulmane plus ou moins « noyée » dans  
majorité de tradition chrétienne.

(250 000)

## EN EUROPE

Cet afflux d'enfants de migrants dans les  
écoles de l'Europe du Nord pose des problèmes  
multiples : accueil des « primo arrivants » ; ensei-  
gnement de la langue du pays d'accueil ; ensei-  
gnement de la langue maternelle et de la  
culture d'origine ; formation des enseignants  
au multiculturalisme ; établissement de sala-

tions d'un type nouveau avec les parents étran-  
gers. Etant données la vitalité démographique  
des pays du sud et la baisse de la natalité  
observée dans les pays du nord, l'accueil des  
enfants étrangers ou issus d'une seconde géné-  
ration de migrants va devenir la pierre de  
touche de toute l'institution scolaire en Europe  
du Nord.

berg, depuis 1977, on autorise la  
création de classes (primaires et  
secondaires) où l'enseignement  
est donné en grec. Le Land  
compte environ trois cents en-  
seignants grecs recrutés pour  
cette mission. En Rhénanie du  
Nord-Westphalie, où l'on dénom-  
bre mille deux cents maîtres  
étrangers en fonctions, les élèves  
migrants sont pour la plupart  
admis dans le réseau normal,  
avec la possibilité d'un ensei-  
gnement complémentaire en lan-  
gue maternelle. Les autres sont  
accueillis dans des classes pré-  
paratoires pendant deux, quatre,  
voire six ans. Un programme  
d'éducation religieuse destiné aux  
enfants musulmans (turcs, you-  
goslaves, marocains, etc.) a été  
conçu dans les écoles publiques  
du Land afin de les mettre à  
égalité avec les élèves allemands,  
qui reçoivent presque tous un  
enseignement religieux intégré à  
l'horaire hebdomadaire.

Les autorités scolaires alle-  
mandes recrutent les enseignants  
de langue maternelle indifférem-  
ment sur place (parmi les  
immigrés), ou après accord avec  
un gouvernement étranger. Les  
enseignants étrangers détachés  
par leur gouvernement sont gé-  
néralement rappelés chez eux au  
bout d'une période de cinq ans,  
notamment les Grecs et les  
Turcs (huit cents), ce qui nuit  
à leur intégration dans l'école  
allemande.

Outre les cours de perfection-  
nement dispensés aux ensei-  
gnants étrangers, les instituts  
pédagogiques allemands donnent  
une formation spécifique à leurs  
nationaux qui, comme leurs col-  
lègues français, sont de plus en  
plus amenés à rencontrer des  
migrants dans leur classe.

## Préparer tous les enseignants

### FRANCE

On a recensé, pour l'année sco-  
laire 1980-1981, neuf cent douze  
mille élèves étrangers scolarisés  
en France, de la maternelle à la  
terminale. En pourcentage, cela  
représente 10,3% des effectifs du  
premier degré et 6,8% des effec-  
tifs du second degré. Si, depuis  
1974, un coup d'arrêt a été donné  
à l'immigration, on observe ces  
dernières années une évolution au  
sein même de la population sco-  
laire d'origine étrangère. C'est  
ainsi que les effectifs marocains  
turs ont fortement progressé  
depuis cinq ans, alors que les élè-  
ves portugais — en très forte  
progression au début des an-  
nées 70 — n'augmentent presque  
plus en nombre et régressent  
même en pourcentage au  
sein de la population scolaire  
étrangère. Parallèlement, le nom-  
bre d'enfants espagnols ou ita-  
liens accueillis dans les établisse-  
ments français diminue.

Ces transferts de nationalités  
au sein de la population scolaire  
contribuent à une redistribution  
des influences culturelles. Ajour-  
d'hui en France, plus de la moi-  
tié des élèves étrangers sont de  
culture islamique (dont quatre  
sur cinq sont de langue  
arabe). Les élèves de culture  
latine sont moins de trois cent  
mille. Ce « poids » de  
la civilisation arabo-musulmane  
entraîne les enseignants d'au-  
jourd'hui à revoir leur pédagogie,  
à adapter leurs programmes (no-  
amment ceux du genre « Nos  
ancêtres les Gaulois ») et à re-  
viser totalement leur système  
d'évaluation des aptitudes.

Pour aider les instituteurs à  
maîtriser cette mutation, onze  
centres de formation et d'infor-  
mation pour la scolarisation des  
enfants de migrants (Cefisem)  
se sont créés entre 1975 et 1980.  
Originaire de Lyon, cette initia-  
tive a finalement été officielle-  
ment reconnue par le ministère  
de l'éducation nationale, et les  
onze Cefisem, aujourd'hui, sont  
intégrés dans les écoles normales  
d'instituteurs (Paris, Lyon,  
Metz, Douai, Grenoble, Marseille,

Bordeaux, Besançon, Caen,  
Strasbourg et Toulouse).

Ces centres accueillent un  
millier d'enseignants par an,  
en stage de formation continue.  
Ils forment notamment les maî-  
tres de classes d'initiation (un  
millier de classes pour quatorze  
mille élèves) et les professeurs  
de classes d'adaptation, les deux  
structures d'accueil pour élèves  
non francophones.

Depuis 1975, d'autre part, le  
Centre de recherche pour l'ensei-  
gnement et la diffusion du fran-  
çais (Credif), dont les locaux  
sont groupés à l'Ecole normale  
supérieure de Saint-Cloud, orga-  
nise des stages à l'intention des  
personnels (éducation nationale,  
coopération, relations extérieures)  
initiés aux techniques modernes  
d'éducation, avec une option  
« scolarisation des enfants de  
travailleurs migrants ».

En lançant les zones d'éduca-  
tion prioritaire (ZEP), le nou-  
veau gouvernement s'est engagé  
à fournir des moyens supplémen-  
taires (en hommes et en maté-  
riels) aux établissements scolaris-  
és implantés dans les quartiers  
défavorisés, donc à fort taux de  
population immigrée. Des accords  
conclus de gouvernement à gou-  
vernement permettent, en outre,

la France de recruter des ensei-  
gnants étrangers pour initier les  
enfants qui le souhaitent à la lan-  
gue et la culture de leur pays  
d'origine. On dénombre ainsi près

de cinq cents enseignants portu-  
gais en fonctions en France (ins-  
tituteurs surtout) et cent dix  
enseignants italiens. Les institu-  
teurs algériens, qui sont environ  
cent cinquante actuellement,  
vont voir leurs effectifs doubler  
aux termes de l'accord conclu en  
décembre dernier.

### ALLEMAGNE FÉDÉRALE

C'est avec la France, le pays  
qui reçoit le plus d'enfants étran-  
gers. Les autorités turques éva-  
luent à cinq cent quarante mille  
leurs ressortissants scolarisés en  
R.F.A. et à Berlin-Ouest. Quant  
au professeur Johannes Lähne-  
mann, de l'université de Nurem-  
berg, il estime que, en 1985, « un  
écologiste ouest-allemand sur dix

sera musulman » et que, dans  
les grandes villes, « 40% et plus  
des enfants scolarisés seront issus  
de familles musulmanes ». Les  
autres forts contingents viennent  
de Grèce, de Yougoslavie, d'Ita-  
lie et d'Espagne.

Il n'existe en R.F.A. aucun  
organisme central de perfection-  
nement des maîtres pour l'ac-  
cueil des enfants étrangers. Cha-  
que Land s'organise comme il  
l'entend, en s'efforçant de suivre  
les recommandations de la  
Conférence permanente des mi-  
nistres de l'éducation des Länder  
(notamment celles de 1964, 1971  
et 1976). D'une manière générale,  
les maîtres qui enseignent l'al-  
lemand aux élèves étrangers sont  
des enseignants de classes « nor-  
males », où sont en principe ad-  
mis tous ceux qui peuvent sui-  
vre. Pour les autres sont prévues  
des « classes préparatoires », où  
l'on enseigne alternativement  
l'allemand et la langue mater-  
nelle (jusqu'à cinq heures par  
semaine). En Bavière fonction-  
nent des classes où, de la pre-  
mière à la quatrième année, tout  
— sauf l'allemand — est ensei-  
gné en langue maternelle (grec  
ou turc). Dans le Bade-Wurtem-

### SUÈDE

C'est le pays qui, proportion-  
nellement, fait l'effort le plus  
important en faveur de ses mi-

norités ethniques. La formation  
d'instituteurs bilingues (suédois-  
finnois) a commencé en 1975,  
mais c'est une loi de 1976 qui  
garantit à tous les immigrants  
de Suède, jeunes et adultes, un  
enseignement bilingue. Depuis  
cette date, tout établissement  
scolaire qui accueille des élèves  
dont le suédois n'est pas la lan-  
gue maternelle (y compris les  
sujets suédois de langue finnoise)  
doit prévoir un enseignement en  
langue maternelle, qui peut se  
prolonger tout au long de la sco-  
larité.



Dans les régions où les migrants sont peu nombreux, les municipalités recrutent dans les communautés ethniques des adultes faisant fonction d'enseignants à temps partiel. Dans les zones urbaines, où ils travaillent à temps plein, ces enseignants doivent recevoir une formation de deux années. La Suède s'oppose à « l'importation » d'enseignants détachés par les gouvernements étrangers, afin d'éviter de transposer à l'école les conflits politiques (Turcs et Kurdes, nationalités yougoslaves, réfugiés d'Amérique latine, etc.).

Les enfants de migrants représentent environ 7% de la population scolaire suédoise. Une petite moitié d'entre eux (40%) sont de langue finnoise. Les autres se répartissent entre Yougoslaves (10%), Allemands (5,5%), Danois (5,2%), Norvégiens (2,3%), etc. Le nombre d'enseignants de langue maternelle est passé de huit cent trente-cinq en 1974 à plus de deux mille en 1977, dont la moitié de langue finnoise. Cette soudaine augmentation a contraint le gouvernement suédois de mettre sur pied, en 1977, une formation spécifique pour les enseignants de langue maternelle. La gamme des langues enseignées est très vaste : plus de vingt.

### PAYS-BAS

Avec la décolonisation de l'Indonésie et des Antilles néerlandaises, les Pays-Bas ont connu, entre 1950 et 1970, l'afflux de Moluquois et de Surinamiens qu'il a fallu intégrer dans les écoles comme les autres sujets hollandais, avec un effort particulier pour l'enseignement du néerlandais, plus ou moins acquis antérieurement à l'arrivée aux Pays-Bas. Puis sont venus les contingents « méditerranéens », dont près de la moitié de Turcs, suivis par les Marocains, les Espagnols, les Italiens, les Yougoslaves, les Portugais et les Grecs. Ceux-ci ne parlaient pas un mot de néerlandais.

Depuis 1974, le gouvernement des Pays-Bas a mis en route une politique de « discrimination positive » en faveur de enfants de migrants. Le ministère de l'éducation et de la science autorise les écoles à modifier l'emploi du temps afin de pouvoir dispenser aux élèves étrangers des cours spéciaux de néerlandais ainsi qu'un enseignement de la culture d'origine. Surtout, il autorise les établissements scolaires à recruter des maîtres en surnombre lorsque le taux de migrants le justifie. Ainsi, en 1975, le ministère a-t-il créé cent trois postes supplémentaires pour les écoles maternelles.

En règle générale, les écoles hollandaises préfèrent l'intégration immédiate des migrants dans les classes normales, sans passer par des classes de transition ou d'adaptation. Cepen-

dant, certaines municipalités ou administrations scolaires privées ont mis sur pied un enseignement de la langue et de la culture d'origine intégré à l'horaire. Actuellement, quelque six cents enseignants migrants exercent cette fonction, dont cent cinquante à plein temps. Ils doivent posséder les titres requis dans leur pays d'origine pour enseigner dans le premier degré.

Certaines écoles « parallèles » ont vu le jour, notamment dans les communautés moluquoises et espagnoles. Financées par des associations ou des gouvernements étrangers, elles échappent au contrôle des autorités néerlandaises. En revanche, les enseignants étrangers du réseau financé par l'Etat (public ou confessionnel), dont les trois quarts ont été recrutés après leur immigration aux Pays-Bas, bénéficient des mêmes salaires et des mêmes prestations sociales que leurs collègues néerlandais.

### BELGIQUE

C'est le pays qui, proportionnellement, compte le plus d'élèves étrangers (de 10% à 16% selon les cycles), si l'on excepte le Luxembourg. Mais le taux d'enfants de migrants est beaucoup plus élevé dans la Belgique francophone que dans la Belgique néerlandophone. Comme en France, il arrive que la proportion d'élèves migrants dans une école atteigne 30%, 50% voire 100%. Certains établissements passent dans la langue courante pour l'école des Marocains ou l'école des Turcs.

ROGER CANS.

(Lire la suite page 143.)

Le plus fort contingent de migrants est constitué par les Italiens — de très loin, suivis par les Espagnols et les Turcs (en nombre égal), puis par les Grecs et les Marocains.

Les écoles normales, depuis une dizaine d'années, forment des enseignants étrangers qui, pour l'Italien, sont déjà de la deuxième génération. Mais les cours de langue maternelle, selon la loi belge, ne peuvent être donnés pendant l'horaire normal des classes, à l'exception de quelques expériences autorisées par les ministres de l'éducation nationale. Dans les écoles où le taux d'enfants étrangers dépasse 50%, des groupes de soutien peuvent être formés avec des enseignants employés en qualité d'agents du « cadre spécial temporaire », le plus souvent des enseignants belges au chômage.

Les gouvernements étrangers peuvent, par l'entremise de leur ambassade, organiser à leurs frais des cours en langue nationale. C'est notamment le cas de l'Espagne (60 professeurs), de l'Italie (200 enseignants) ou intervenants divers) et de la Grèce (45 instituteurs et 11 professeurs en 1979). Des classes spéciales expérimentales sont parfois lancées à l'échelon local pour socialiser des migrants en groupes. La Communauté européenne parraine pour sa part plusieurs expériences « biculturelles » (néerlandais/turc, néerlandais/grec et néerlandais/italien).

### LUXEMBOURG

Champion européen de l'accueil aux enfants de migrants, le Luxembourg compte 35% d'étrangers dans ses écoles maternelles (14% d'Italiens et 9,5% de Portugais), 30% dans ses écoles primaires et 15% dans ses établissements secondaires. Pour les « primo arrivants » existent des classes d'accueil où, pendant un an, on s'efforce de mettre les élèves à niveau en français ou en allemand. Dans les localités à faible taux de migrants, on se contente d'un enseignement de soutien. Dans le cycle secondaire, des classes à régime linguistique spécial existent pendant les trois premières années.

Les jours de langue et de culture d'origine ne sont donnés qu'en dehors des horaires normaux. Des expériences sont en cours, cependant, pour intégrer cet enseignement dans l'horaire.

### SUISSE

Après une période où les autorités scolaires se contentaient de donner un enseignement d'appoint en français ou en allemand, la Conférence suisse des directeurs cantonaux de l'instruction publique a édicté, en 1978, des recommandations pour éviter les classes spéciales et prévoir des actions de soutien. Pour l'enseignement de la langue et de la culture d'origine, la Conférence préconise, « au minimum », deux heures intégrées à l'horaire normal dans le cycle primaire, et facultatives dans le cycle secondaire.

### DANEMARK

Quelque dix mille élèves étrangers sont, actuellement, scolarisés au Danemark, originaires surtout de Yougoslavie, de Turquie et du Pakistan. Ils sont intégrés dans les classes normales mais reçoivent un soutien en danois et peuvent bénéficier de cours en langue maternelle (de trois à cinq séances par semaine).

### GRANDE-BRETAGNE

C'est le pays où la situation est la plus difficile à saisir. D'une part, parce que le système scolaire est très décentralisé; d'autre part, en raison du caractère particulier de l'immigration au Royaume-Uni: la plupart des migrants sont originaires du Commonwealth, donc pas complètement étrangers (ni sur le plan légal ni sur le plan linguistique). Globalement, la grande masse des migrants est de culture islamique, qu'il s'agisse des Pakistanais, des Bengalis ou des ressortissants d'Afrique noire. L'autre pôle est antillais (Jamaïque notamment).

De manière significative, ce n'est pas le ministère de l'éducation, mais celui de l'intérieur qui a en charge l'intégration des migrants. Une loi de 1966 autorise les collectivités locales comptant plus de 2% de migrants à demander le remboursement à 75% des frais de rémunération des enseignants et des travailleurs sociaux chargés de l'accueil des immigrants. Et c'est une organisation bénévole, la National Association for Multicultural Education (NAME), qui est à la pointe de l'action menée pour adapter le système d'éducation britannique à l'afflux des migrants.

ROGER CANS.



## LE SOIR (Bruxelles) 250 000 immigrés à Bruxelles

**P**OINT d'intersection entre les deux grandes communautés culturelles nationales (néerlandophone au nord et francophone au sud), foyer important de la construction européenne, et à ce titre siège de nombreuses institutions du Marché commun, Bruxelles a également exercé son attrait, surtout depuis une quinzaine d'années, sur une masse importante d'ouvriers immigrés. Deux phénomènes de moindre ampleur compléteront ce tableau schématique de la population bruxelloise : l'arrivée, ces dernières années, de latino-américains, réfugiés politiques pour la plupart, et la passage dans les universités de la capitale de plusieurs milliers d'étudiants originaires du tiers-monde.

En une décennie, Bruxelles a connu une véritable révolution démographique d'autant plus frappante que de nombreux autochtones ont préféré quitter le noyau urbain et s'installer à la périphérie. Aujourd'hui, la capitale belge compte un million d'habitants, dont deux cent cinquante mille d'origine étrangère. A supposer qu'on arrête radicalement toute nouvelle immigration, la simple évolution démographique devrait accentuer à l'avenir le poids relatif de la population étrangère, qui devrait représenter la moitié de la population bruxelloise à l'aube du vingt et unième siècle, c'est-à-dire dans moins de vingt ans.

Quand on parle de la population étrangère bruxelloise, il ne faut pas perdre de vue son caractère disparate, puisqu'il n'y a pas moins de onze nationalités comptant des groupes de plus de trois mille personnes (le groupe le plus nombreux étant celui des Marocains, avec plus de cinquante mille habitants). La présence de population étrangère parmi les Bruxellois doit être désormais acceptée par les pouvoirs politique et économique comme une donnée structurelle. Cela implique une action à long terme de la part des pouvoirs publics pour faciliter un dialogue fructueux entre les différentes communautés, une compréhension réciproque et une intégration harmonieuse. Cette action est d'ores et déjà entamée...

L'expérience bruxelloise montre en effet que, laissées à leur propre sort, les communautés immigrées et les cultures dont elles sont porteuses se juxtaposent et ne se pénètrent pas spontanément. L'échange culturel, quand il intervient, s'opère à un niveau uniquement folklorique (vêtements colorés, tam-tam, couscous...) et se limite souvent à une activité marchande.

La raison en est double. D'une part, les immigrés ignorent souvent la langue du pays d'accueil. D'autre part,

les Bruxellois d'origine ignorent, eux, les us et coutumes des arrivants. C'est la raison pour laquelle les pouvoirs publics bruxellois compétents en matière de culture mènent leur action dans ces deux sens : organisation de cours de langue (parfois d'alphabétisation) pour les immigrés et mise sur pied de cycles de formation axés sur les problèmes spécifiques des immigrés à l'intention des Belges et spécialement des fonctionnaires de l'administration.

Pour que l'immigré puisse s'exprimer culturellement, il faut non seulement qu'il possède la langue (instrument de communication indispensable), mais aussi la liberté d'en faire usage. Un échange culturel qui ne soit pas basé sur le paternalisme suppose la reconnaissance de certains droits politiques. Depuis de nombreuses années, les organisations syndicales belges revendiquent une participation politique accrue des immigrés. Des conseils consultatifs élus par les immigrés existent dans plusieurs municipalités. C'est un début.

Enfin, pour sortir les différentes communautés immigrées de leurs ghettos et les faire entrer en contact les unes avec la population belge, il est indispensable de disposer d'un espace, d'un lieu de rencontre. Dans ce domaine également, les pouvoirs publics ont joué un rôle important en facilitant la création d'organisations culturelles immigrées et belgo-immigrées. Dans cette optique, un outil important fut créé l'année dernière : le Centre socioculturel des immigrés de Bruxelles, lieu d'information, de rencontre et de concertation des initiatives en matière d'accueil et d'insertion sociale.

Il ne faudrait pas croire pour autant, malgré l'existence d'initiatives certainement positives, que l'avènement d'une société pluriculturelle est imminent à Bruxelles. D'une part, il ne faut pas oublier que ces acquis sont le résultat de revendications et de luttes sociales menées par les immigrés, mais aussi par des organisations progressistes belges. D'autre part, certains secteurs politiques luttent aujourd'hui contre ce courant, discréditant la population immigrée aux yeux des autochtones à des fins purement électoralistes.

Quel panorama culturel offrira la capitale belge les prochaines années ? Dès à présent se fait jour ce qu'il est convenu d'appeler une « culture immigrée », nourrie des alluvions charriées des pays d'origine et des expériences vécues dans le pays d'accueil en vue d'obtenir l'émancipation politique et sociale. Un premier pas peut-être...

SATURNIN L. GOMEZ.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale... **INFORM** .....  
del..... **2782** ..... pagina.....

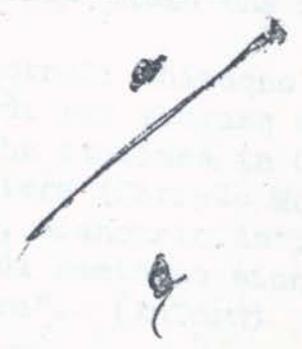
NUOVA PROPOSTA DI LEGGE SUI DIRITTI E GARANZIE PER GLI IMMIGRATI STRANIERI IN ITALIA PRESENTATA DALL'ON. FOSCHI ALLA CAMERA.-

**INFORM** - (Inform).- Alla vigilia dell'incontro-dibattito organizzato dall'UNICEF e da altri Uffici ecclesiali sulle proposte legislative italiane in proposito di stranieri in Italia, è stata distribuita alla Camera dei Deputati una nuova proposta di legge, relativa a "norme concernenti diritti e garanzie degli immigrati extracomunitari in Italia". La proposta di legge è d'iniziativa dell'on. Franco Foschi, porta la firma di altri quarantadue deputati democristiani, tra cui il Presidente del Comitato permanente per l'emigrazione della Camera on. Ferruccio Pisoni. Essa si aggiunge alle altre proposte di legge presentate alla Camera dall'on. Ramella e altri dall'on. Marisa Galli ed altri, mentre al Senato, oltre al disegno di legge governativo del Ministro del Lavoro Di Giesi c'è quello, sempre in materia di lavoratori stranieri immigrati in Italia, d'iniziativa del sen. Di Giesi ed altri.

Nella relazione che accompagna la nuova proposta di legge - incentrata sul problema dei lavoratori - si rileva dal titolo stesso su un sistema di diritti e garanzie per i lavoratori - viene osservato che il fenomeno ha assunto ormai una dimensione notevole e tale da richiedere una disciplina legislativa che vada oltre i problemi dell'ordine pubblico. Le sue dimensioni e la rilevanza dei problemi umani che ad esso vanno connessi sono tali da richiedere con urgenza una adeguata previsione delle garanzie di inserimento nella società italiana e nel mondo del lavoro di queste persone e delle loro famiglie. Tale regolamentazione, oltre ad essere prevista dalla legge di ratifica del 10 aprile 1981, n. 158, che ha dato esecuzione alla Convenzione OIL n. 43, risponde soprattutto ad un preciso dovere morale.

Dopo aver contribuito allo sviluppo dei principali paesi industriali ed aver sperimentato tutto il dramma dell'emigrazione, - rilevano pure i problemi - nel momento in cui un fenomeno del genere si presenta qui in Italia - abbiamo l'imperativo di prenderne coscienza anche per evitare fenomeni di xenofobia e per impedire lo sfruttamento dei lavoratori stranieri.

Per questo concreto, come noi svolgiamo una serie di azioni rivolte a creare ulteriori strumenti di tutela e di protezione per la nostra emigrazione che mirano a favorire la promozione sociale, professionale e culturale dei connazionali all'estero, dobbiamo prevedere una regolamentazione diversa da quella attuale ed accordi con i paesi di emigrazione, che servano a garantire le condizioni e i diritti di quelli che si trovano già in Italia ed a stabilire il livello di coloro che potrebbero e meno venirvi ma, a parità di condizioni, incentivando tutte le forme di lavoro nero e non gradito, contrarie agli interessi degli immigrati e dei lavoratori italiani.





Ministero degli Affari Esteri  
 DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
 E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale... INFORN  
 del... 27/82 ..... pagina.....

POLITICA DELL'INFORMAZIONE IN VISTA DELLE ELEZIONI EUROPEE E DISOCCUPAZIONE GIOVANILE ALL'ESAME DELL'APPOSITA COMMISSIONE DEL PARLAMENTO EUROPEO.

BRUXELLES - (Inform).- Le misure per combattere la disoccupazione giovanile riguardano spesso più i sintomi che le cause di questo preoccupante fenomeno. Lo ha affermato il Commissario Ivor Richard illustrando dinanzi alla commissione per la gioventù, la cultura, l'istruzione, l'informazione e lo sport del Parlamento europeo gli orientamenti della Commissione europea in questo settore. Il volume e la qualità degli impieghi non possono essere aumentati con semplici misure di aiuto o con una migliore formazione professionale. Occorre invece - ha sostenuto il Commissario - una strategia globale che stimoli l'economia e conduca alla creazione di nuovi posti di lavoro. La Comunità sta sviluppando varie iniziative nel campo della lotta contro la disoccupazione e la raccomandazione sul pensionamento anticipato. L'attenzione sarà dedicata alla formazione professionale che deve iniziare sin dal periodo della scuola d'obbligo e consentire ai giovani di essere personalmente responsabili nelle loro scelte.

La commissione parlamentare ha quindi ascoltato dal suo Presidente on. Beumer (PPE, ol.) una esposizione sulla politica dell'informazione in vista delle elezioni europee del 1984. Nella successiva discussione è emersa l'opinione prevalente che accanto ad un'informazione "politicizzata" svolta dai gruppi politici, occorre anche un'informazione "neutrale" condotta dai servizi della Commissione europea e dello stesso Parlamento, con un adeguato stanziamento di bilancio. (Inform)

I GIORNALI ITALIANI IN GERMANIA CHIEDONO URGENTI AZIONI DI SOSTEGNO PER LA STAMPA ITALIANA ALL'ESTERO IN ATTESA DELL'OPERATIVITA' DELLA LEGGE SULL'EDITORIA.-

FRANCOFORTE - (Inform).- Il "Corriere d'Italia", "Incontri" ed "Emigrazione oggi", giornali in lingua italiana editi in Germania, hanno indirizzato al Sottosegretario alla Presidenza del Consiglio on. Compagna e per conoscenza all'Ambasciatore d'Italia a Bonn, una lettera per far presente la drammatica situazione finanziaria della stampa italiana all'estero, aggravata dal ritardo con cui viene data applicazione, per la parte che riguarda tale settore, alla legge per l'editoria.

Nell'attesa che la legge diventi operativa, i tre giornali chiedono che, come già per i giornali italiani, vengano studiati i modi per erogare dei prestiti anticipi, ad esempio con accreditamenti presso banche italiane in Germania. "Siamo convinti - scrivono i firmatari della lettera (Corrado Mosna per il "Corriere d'Italia", Enzo Parenti per "Incontri", Giancarlo Astori per "Emigrazione oggi" - che queste operazioni urgenti di sostegno siano le uniche possibili, purché ci sia la volontà politica". (Inform)



Quattro commissioni tributarie si rivolgono alla Suprema Corte

## Anticostituzionale non poter detrarre le spese mediche effettuate all'estero?

Sul modello 740 sono deducibili soltanto quelle fatte in Italia

La deduzione dal reddito complessivo delle spese mediche è ammessa dalla legge a condizione che il contribuente indichi, nel modello 740, il domicilio o la residenza del medico nel territorio italiano. Quattro commissioni tributarie (quelle di primo grado di La Spezia, Catania e Bassano del Grappa e quella di secondo grado di Reggio Calabria) hanno avuto dubbi sulla legittimità costituzionale della legge e (tranne quella di Catania che è stata, come vedremo, più drastica) hanno rinviato il problema alla Corte Costituzionale. Quest'ultima dovrà, quindi, giudicare se le spese mediche effettuate all'estero debbano anch'esse essere deducibili, dichiarando così illegittima la disposizione che attualmente non lo consente.

I giudici catanesi hanno, invece, dichiarato direttamente e subito operante la disposizione della Costituzione che riconosce nell'articolo 32 la salute come un fondamentale diritto dell'uomo ed hanno ammesso la deduzione delle spese mediche anche se effet-

tuate all'estero.

Il discorso merita un approfondimento: le spese mediche sono integralmente o parzialmente ammesse in deduzione (e anche sulla deduzione parziale sorgono dubbi di incostituzionalità) in considerazione del fatto che esse riducono il reddito spendibile e di conseguenza il cittadino deve essere tassato solo sul reddito restante dopo questi esborsi considerati anche che le spese documentate sono sempre inferiori a quelle reali. Ora non si riesce a comprendere per quale motivo le spese mediche non dovrebbero essere deducibili se effettuate all'estero se le stesse servono a fini di salute, diritto tutelato dalla Costituzione.

Inoltre, la legislazione attuale italiana stabilisce una differenza fiscale non ragionevole (e viola quindi il principio di parità) tra coloro che si curano in Italia e coloro che effettuano le stesse cure o altre all'estero. Molti sono costretti ad espatriare per le cure su consiglio dello stesso medico curante o per l'insufficienza del nostro sistema

sanitario o per la percentuale di mortalità troppo elevata in Italia. Chi va all'estero a farsi curare non mira certamente a spendere di più, ma vi è costretto dalla situazione sanitaria italiana quanto mai precaria. Egli affronta disagi ed altre spese in ogni caso non deducibili per salvaguardare la propria salute.

Si è sostenuto che la deducibilità delle spese mediche estere non deve essere ammessa in quanto non è possibile allo Stato italiano controllare i redditi del medico o della casa di cura stranieri: tale affermazione potrebbe essere esatta solo se si concepisse il diritto alla salute in funzione della tassazione delle spese inerenti, mentre occorre far centro nella persona del contribuente che subisce la spesa.

Mentre la legislazione tributaria è oggi così severa, al contrario la prassi valutaria consente giustamente l'esportazione di valuta estera per la cura medica, specialmente quando quest'ultima non è effettuabile in Italia.

Gianfranco Gallo-Orsi

IL GIORNALE

### Licenza media: i «francesi» bocciati in massa

Si erano presentati in ventuno per sostenere gli esami di licenza media o l'ammissione alla terza: venti sono stati bocciati. La «strage» ha colpito i ragazzi iscritti alla scuola media francese di via Lavino, che hanno sostenuto le prove come privatisti alla media «Colorni» di via Paolo Uccello.

Le famiglie hanno preannunciato che ricorreranno al Tar e parlano di preconcetti nei confronti delle scuole straniere. Verso un incidente diplomatico?

p. 8



Il fenomeno al centro di un incontro col cancelliere Schmidt

# Il pericolo della xenofobia

## Quattro milioni e 600 mila stranieri nella RFT - Proposte del governo federale per il ricongiungimento dei figli coi genitori

A Bonn martedì 22 il cancelliere Schmidt ha avuto un incontro con i presidenti dei ministri dei *Laender* (Regioni), i rappresentanti delle Chiese, cattolica e protestante, i rappresentanti delle associazioni economiche e delle associazioni degli industriali e i sindacati su un problema che sta pericolosamente avanzando: la xenofobia. Già al congresso della SPD tenutosi in aprile a Monaco, il cancelliere intervenendo su questo tema ne sottolineava la pericolosità e avanzava l'ipotesi di iniziative di governo per far chiarezza e per frenare il fenomeno.

Nel colloquio sono emersi dati molto importanti documentati da Schmidt. Nel novembre del 1978 il 39% dei cittadini tedeschi si pronunciava contro la presenza degli stranieri nella RFT e per il loro rientro in patria, questa percentuale è salita nel febbraio del 1982 al 55% ed ora dopo varie iniziative sembra essere ancora aumentata. Su questo tema sono arrivate alla Cancelleria federale dalle 300 alle 350 lettere e di queste ben il 90% sono contro la presenza degli stranieri e per iniziative per farli rientrare.

Il cancelliere ha preannunciato che già il prossimo 21 luglio il governo federale emanerà un decreto sia sull'abbassamento del limite di età per il ricongiungimento dei figli ai genitori già residenti nella Repubblica Federale Tedesca (che dovrebbe passare dagli attuali 16 anni ai 6 anni), sia agli aiuti finanziari per favorire i rientri. Le due iniziative sono criticate largamente dalle associazioni degli stranieri; anche il cardinale Hoeffler ha sottolineato la posizione dei cattolici che sono invece favorevoli ai congiungimenti delle famiglie senza alcuna discriminazione di età, e quindi contrario a questa posizione del governo. Le associazioni sono invece contrarie anche alla seconda proposta del governo di favorire il rientro attraverso aiuti finanziari, perchè in questa maniera i lavoratori verrebbero a perdere tutti i diritti maturati durante il periodo di lavoro nella RFT.

Mentre in linea di principio secondo il cancelliere Schmidt si deve tendere a far ottenere la cittadinanza ad ogni cittadino emigrato che

lavora e voglia continuare, a restare nella Repubblica Federale, è tuttavia irrealista parlare di blocco delle immigrazioni anche perchè esistono accordi comunitari da rispettare, accordi che troveranno nell'anno 1986 ampliamento anche con la libera entrata dei turchi nella Repubblica federale.

Nel dibattito sono stati valutati i motivi di un aumento così pauroso della xenofobia. Questi vanno ricercati nel fatto che attualmente vivono in Germania con gli attuali quasi due milioni di disoccupati oltre quattro milioni e

seicentomila stranieri; e i tedeschi vedono in questi forti elementi concorrenziali sia nella ricerca di un posto di lavoro sia per la ricerca della casa e nello stesso tempo vedono difficoltà gravi nel problema di dare adeguata istruzione ai loro figli in scuole con forte presenza di bambini e giovani stranieri.

A giudizio dei presenti al dibattito, per risolvere il problema tutti i partiti democratici dovrebbero trovare un punto di accordo per ricercare una piattaforma comune onde modificare l'attuale stato di cose (g.m.).

Compagni in Gran Bretagna

Ad Amsterdam un Comitato per Comiso



## Impegno dei comunisti in Parlamento

### La riforma delle pensioni e i problemi degli emigrati

Alla Camera dei deputati è conclusa nei giorni scorsi la discussione generale della legge di riforma del sistema pensionistico. Il governo dopo continui rinvii (l'importante e atteso provvedimento ha avuto il primo approdo in Parlamento verso la fine del 1978) ha chiesto la sospensione per l'esame e l'approvazione degli articoli di legge.

Ora l'impegno del gruppo parlamentare comunista è quello di ottenere

non solo il rispetto dei tempi per l'approvazione della legge, ma soprattutto di salvaguardare i principi fondamentali per un riordino generale dell'attuale farraginoso sistema previdenziale.

Riteniamo anche che nella legge dovranno trovare soluzione almeno alcuni problemi che riguardano i lavoratori emigrati e più specificatamente la estensione della pensione sociale ai cittadini italiani residenti all'estero, la totalizzazione dei contributi assicurativi compiuti nei diversi paesi con i quali l'Italia ha realizzato accordi di sicurezza sociale e ciò ai fini della maturazione del diritto alla pensione (già nell'accordo aggiuntivo con la Confederazione svizzera è stato riconosciuto il diritto della totalizzazione dei contributi) e la ricostituzione delle posizioni assicurative e previdenziali all'INPS dei lavoratori rimpatriati dalla Libia.

L'altro e non meno importante problema della tutela dei diritti dei lavoratori italiani dipendenti da imprese operanti all'estero è già all'esame del Parlamento con un apposito provvedimento di legge.

Sui problemi tutt'ora aperti è nostro impegno presentare in Parlamento degli articoli aggiuntivi nella legge di riforma delle pensioni. In questa sede verificheremo la reale volontà dei partiti della maggioranza di voler almeno in parte dare attuazione agli impegni assunti anche in occasione del convegno dello scorso anno, promosso dal ministero degli Affari esteri, sui problemi previdenziali e di sicurezza sociale dei nostri emigrati.

**GIOVANNI MIGLIORINI**

## Per il voto degli stranieri in Belgio

In preparazione delle prossime elezioni comunali e per sentire le esigenze degli emigrati italiani, il deputato socialista Du Jardin, già firmatario alla Camera belga di una proposta di legge per l'estensione agli immigrati del diritto di voto comunale, ha tenuto un'assemblea nei locali della «Leonardo da Vinci» di Seraing.

## Importante assemblea a Peterborough

### Come discutono i nostri compagni in Gran Bretagna

La situazione internazionale dopo il conflitto anglo-argentino nelle Falkland, la crisi libanese-israeliana nel Medio Oriente, i risultati elettorali del 6 giugno e le condizioni di vita dei nostri lavoratori emigrati in Gran Bretagna questi i punti all'ordine del giorno dell'assemblea di Peterborough organizzata dalla Federazione del PCI della Gran Bretagna alla presenza del compagno Gianni Giadresco, vice responsabile della sezione organizzazione del Partito. All'incontro hanno partecipato anche i compagni di Londra, Bedford, Cambridge e Stoke-on-Trent.

Aperto da una relazione della compagna Lucia Angelelli, segretaria della Federazione, il dibattito è proseguito con l'intervento di molti compagni che hanno tutti sottolineato da una parte l'importanza della presenza dei lavoratori italiani nella vita democratica inglese e

dall'altra la necessità di proseguire con efficacia il lavoro di tesseramento e di reclutamento al Partito in modo da poter far fronte con maggior forza alla crisi economica e ai problemi dei lavoratori emigrati.

## Ad Amsterdam un Comitato per Comiso

Domenica 20 giugno, a conclusione di un seminario sulla pace, è stato costituito ad Amsterdam un Comitato contro l'installazione dei missili a Comiso. Hanno aderito Pax-Cristi, le chiese cristiane, vari gruppi femminili e giovanili olandesi, la FILEF (Federazione lavoratori italiani e loro famiglie) e le organizzazioni del PCI in Olanda.



IL PROBLEMA E' RISPLOSO DOPO LA RECENTE SCOPERTA DI UNA AGENZIA CLANDESTINA DI COLLOCAMENTO

# Una nuova legge contro la «tratta» delle Colf

Il collocamento clandestino delle colf ha subito nei giorni scorsi un duro colpo. E' stata infatti scoperta un'organizzazione che dietro l'ambigua etichetta di «Sindacato nazionale autonomo lavoratori domestici», nascondeva una vera e propria agenzia di collocamento delle lavoratrici domestiche, soprattutto delle straniere. La sede era in Via Magenta 24, in una delle due stanze dell'appartamento abitato da Angelo Carlotto di 55 anni, ora denunciato a piede libero.

L'indagine era stata avviata qualche tempo fa dagli uomini del III distretto, agli ordini del commissari Masone e Calicci. I funzionari hanno accertato che Carlotto, attraverso annunci economici pubblicati sui giornali, offriva lavoro soprattutto a giovani donne in quantità di collaboratrici familiari. A chi, in cerca di occupazione, si rivolgeva lui, il sindacalista, chiedeva una tassa di iscrizione di 20 mila lire, mentre da coloro i quali avevano bisogno di colf, pretendeva un contributo per «spese generali», oscillante tra le 40 e le 60 mila lire. Un'altra, dunque, di vera e propria mediazione che la legge non consente.

L'assunzione di una colf, infatti, può avvenire soltanto in due modi: direttamente se il datore di lavoro e il lavoratore entrano in contatto senza alcun mediatore, oppure per mezzo del patronato riconosciuto e autorizzato dal ministero del Lavoro e della Previdenza sociale. Di tutto questo il sindacalista Carlotto non ha tenuto conto. La polizia ha infatti sequestrato nel suo ufficio 500 schede di adesione al «sindacato» di aspiranti lavoratori. Se si pensa che queste sono state raccolte in un solo anno — dicono gli investigatori — si può avere un'idea della consistenza del suo volume di affari.

## Falso sindacato

L'anno scorso la polizia ha scoperto e chiuso una decina di agenzie di collocamento clandestine, tutte operanti con lo stesso sistema, quello, appunto, del falso sindacato. «Possano farsi chiamare come credono, anche sindacato se vogliono», afferma Eugenio Bettio, il magistrato che attualmente si occupa delle agenzie clandestine — ma di sindacato non hanno nulla: non partecipano alle contrat-

tazioni collettive, né difendono gli interessi dei lavoratori, anzi. Però queste agenzie preteperano. La loro forza, se possiamo usare questa espressione, è proprio nell'illegalità. Chi, si rivolge a loro infatti, lo fa per disperazione, perché è arrivato in Italia senza la necessaria documentazione, perché non ha il permesso di lavoro. E in questi casi non rimane altra strada che il collocamento clandestino.

«Un mercato talmente redditizio quello della mediazione, che fino a poco tempo fa era in attività in Italia perfino una multinazionale delle colf, si ramifica dall'agenzia New World, con sede centrale a Glasgow e filiali in un po' ovunque. Operando in un paese come la Scozia, dove le agenzie di collocamento sono legalmente riconosciute, la New World si collegava con un'agenzia, ad esempio delle Filippine, regolarmente autorizzata, agiva come intermediaria per il collocamento. Ricevuta la richiesta dalla famiglia italiana, si stipulava un contratto di mediazione, validando ed efficace, che si perfezionava in Scozia secondo le norme del diritto internazionale privato italiano.

In base a questo contratto, la multinazionale si metteva in contatto con la sua associata di Manila che le procurava la colf filippina. Si prevedeva così alla stipula del contratto secondo la legislazione italiana, includendo alcune norme richieste dalla legge delle Filippine. Scattava a questo punto la provvigione, richiesta, però, soltanto al datore di lavoro, questo sistema si è recentemente inceppato per intervento del ministero del Lavoro, perché nel contratto si faceva esplicito riferimento all'attività di mediazione che, come abbiamo già detto, non è consentita nel nostro Paese.

## La sanatoria

Attualmente a Roma ci sono più di ottomila domestici stranieri, per così dire, «tegnuti». In possesso cioè di tutti i documenti richiesti per poter vivere e lavorare in Italia. A questi vanno aggiunti tutti gli altri, i «clandestini», di cui nessuno conosce il numero esatto, calcolabile, comunque, nell'ordine delle migliaia. Di loro si sta attualmente occupando da molto tempo l'APICOLF, l'associazione profes-

sionale italiana delle collaboratrici familiari, di ispirazione cattolica. «Siamo un vero sindacato», spiega padre Crispina, consulente ecclesiastico dell'organizzazione — uno di quelli che si interessa realmente ai problemi della categoria che rappresenta.

L'APICOLF propone da tempo la sanatoria per tutte le lavoratrici domestiche che seppure immigrate clandestinamente abbiano ormai un'occupazione stabile, e il preavvicinamento al lavoro per quelle che, secondo la legislazione vigente, dovrebbero essere rimpatriate. Non solo, l'APICOLF ritiene anche necessario punire più severamente i responsabili del collocamento clandestino. «Ci auguriamo che le nostre proposte vengano accolte nella nuova normativa, che si sta discutendo al Senato in questi giorni e che riguarda appunto il lavoro degli stranieri in Italia», afferma ancora padre Crispina — sarebbe un bene per i lavoratori e servirebbe a stroncare la piaga umiliante e vergognosa del collocamento clandestino.

Corrado Ruggeri



Ministero degli Affari Esteri  
 DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
 E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale... *AISE* .....  
 del..... *5.7.82* ..... pagina.....

FAVOREVOLE AI DISOCCUPATI ITALIANI IN BELGIO UNA  
 SENTENZA DELLA CORTE DI GIUSTIZIA CEE - SODDISFA  
 ZIONE DELLE ACLI

\*.\*.\*.\*

Roma (aise) - Grazie ad una sentenza della corte di giustizia delle comunita' europee e' finito per molti italiani disoccupati l'incubo di dover rimborsare alle casse di disoccupazione del Belgio le indennita' percepite allorché beneficiavano anche di una pensione di invalidita' italiana (causa Baccini c/O.N.Em. n.79/81). Il risultato di questa importante causa e' opera del patronato ACLI del Belgio che, in collaborazione col sindacato cristiano C.S.C. A.C.V., aveva iniziato il procedimento dinanzi al tribunale del lavoro di Charleroi, l'aveva proseguito dinanzi alla corte del lavoro di Mons. e aveva convinto la magistratura belga a sottoporre alla corte europea, per una decisione pregiudiziale, lo spinoso problema della incompatibilita' in diritto belga fra assegno di disoccupazione e pensione di invalidita' che aveva riversi drammatici per molti disoccupati italiani. Va ricordato che, a causa dell'aggravarsi di questi ultimi anni della crisi economica e delle sue nefaste conseguenze sugli equilibri finanziari dei regimi di sicurezza sociale, gli uffici regionali dell'O.N.Em./R.V.A. del Belgio (uffici di lavoro) emettevano da diverso tempo provvedimenti di esclusione dal diritto alla indennita' di disoccupazione applicando rigorosamente un articolo di legge (art.141 del decreto reale del 20.12.1963), il quale stabilisce che "non ha diritto all'assegno di disoccupazione, per causa di inabilita' al lavoro, il lavoratore che beneficia di una indennita' in virtu' di un regime straniero di assicurazione contro le malattie e l'invalidita', per una incapacita' al lavoro che non risulti da infortunio o da malattia professionale, quando la percentuale di tale inabilita' raggiunge o supera il 60 per cento".

7.

In virtù di tale disposizione, erano minacciati di esclusione dal beneficio dell'indennità di disoccupazione tutti gli assicurati italiani che, dopo un periodo di lunga malattia, sono passati alla disoccupazione. E non era una minaccia teorica perché essa si è concretizzata in molti casi in decisioni di ritiro dell'indennità di disoccupazione e di recupero delle somme percepite "indebitamente". Il problema era sorto perché, mentre a un certo momento il medico della cassa mutua notificava una decisione di idoneità al lavoro mettendo fine al pagamento delle indennità di invalidità, l'istituto previdenziale italiani (INPS) continuava a pagare la quota di pensione spettante nell'assicurazione italiana in base ai regolamenti Cee. Va precisato che gli interessati non hanno mai richiesto direttamente la pensione d'invalidità italiana; questa è stata accordata in seguito all'istruttoria di una pratica in Regime Cee, istruttoria curata dalla competente cassa mutua belga e dall'INAMI (Institut national d'assurance maladie-invalidité) durante il periodo di lunga malattia che ha preceduto la messa in disoccupazione.

Nella sentenza pronunciata il 23 marzo scorso, la corte di giustizia ha affermato che "l'articolo 51 del Trattato di Roma e i regolamenti Cee di sicurezza sociale n.1408/71 e 574/72 devono essere interpretati nel senso che, quando in uno stato membro l'ammissione del lavoratore migrante al beneficio dell'indennità di disoccupazione dipende dalla sua idoneità al lavoro, se l'idoneità al lavoro è stata riconosciuta dalle autorità competenti di tale stato, queste stesse autorità non possono rifiutare al lavoratore interessato il beneficio dell'indennità di disoccupazione per il semplice fatto che egli riceve in un altro stato membro, una pensione di invalidità prorogata, determinata in base ai regolamenti comunitari.

(A.T.C.)

RIPRENDE DOMANI ALLA CAMERA IL DIBATTITO SUL DDL  
PER IL VOTO ALL'ESTERO

\*.\*.\*.\*

Roma (aise) - La commissione affari costituzionali della camera è stata convocata per mercoledì 7 luglio con all'ordine del giorno il proseguimento del dibattito sul disegno di legge unificato per il voto degli italiani all'estero. Come è noto, il progetto di legge è stato ricavato dall'unificazione delle diverse proposte di legge presentate sulla materia e prevede il voto per corrispondenza degli italiani che risiedono stabilmente o anche temporaneamente all'estero. Dopo una battuta di arresto dei lavori della commissione, che oltre un mese e mezzo fa approvo' il primo articolo, in alcuni ambienti politici, soprattutto della dc, si ritiene che, lavorando di buona lena, si possa terminare l'esame del provvedimento entro la fine di luglio. Tali previsioni ottimistiche, tuttavia, non sono condivise in altri ambienti politici, oltre che nel pci da sempre contrario a questo progetto di legge che prevede il voto per corrispondenza.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale... PANORAMA .....  
del... 5.7.82 ..... pagina... 75 .....

## Gli italiani della pampa

Un calabrese, Leopoldo Fortunato Caltieri, ha perso la guerra delle Malvine. Un altro italiano, il generale Reynaldo Bignone, di Savona, ha preso, per un po', il suo posto. Ma gli italiani d'Argentina non ne hanno troppo sofferto. Sono abituati ad avere presidenti cacciati via da un giorno all'altro. Arturo Frondizi, di Gubbio, fu destituito nel 1962. Roberto Viola, piemontese, dovette andarsene nel dicembre del 1981. Prima o poi altri italiani arriveranno al vertice dello Stato.

In Argentina italiani ce ne sono tanti, più di 15 milioni. Un milione e 200 mila hanno ancora il passaporto italiano e potrebbero votare per corrispondenza. Nelle guide telefoniche di Buenos Aires e di Cordoba, di Rosario e di Santa Fé, di Mendoza e della valle del Rio Negro, i cognomi italiani sono la maggioranza. Come dice una battuta che circola da anni in Sud America, « gli argentini sono degli italiani che parlano spagnolo e che si credono inglesi ».

Persino i grandi cantanti di tango, se si esclude l'immortale Carlos Gardel, sono italiani da Pasquale Contursi ad Anibal Troilo. Ernesto Sabato, il più noto degli scrittori argentini dopo Borges, è figlio di « tani » (così gli italiani sono chiamati a Buenos Aires).

All'inizio del secolo scorso, quando la capitale sul Rio della Plata era ancora una « gran aldea », un gran paesone, Luigi Barzini scrisse: « Se si vuole scoprire un italiano basta seguire i colpi d'un martello, l'odore della calce o del cemento, il rumore dell'officina ». Mentre gli spagnoli si erano buttati sulle terre, fondando le grandi dinastie dei latifondisti, gli « estancieros », gli italiani, poveri proletari, capaci di parlare soltanto il loro dialetto d'origine e non l'idioma nazionale, avevano scelto lavori manuali: l'artigianato, la piccola industria.

In più di cento anni l'emigrazione italiana ha costruito fabbriche e città, diventando la struttura portante dell'economia argentina. Ma da quando la crisi economica ha stroncato il settore industriale, sono stati proprio gli italiani a soffrire di più perdendo posizioni nel sistema imprenditoriale. Oggi i grandi nomi dell'economia privata argentina non sono più italiani, anche se nel Paese gli investimenti venuti da Roma sono grossi e quasi sempre occulti. Dal 1950 l'Italia ha impiegato in Argentina secondo i dati ufficiali, una media di 2 miliardi di dollari.

Ma la pampa è anche la destinazione segreta dei grandi esportatori di valuta. Secondo alcuni

esperti finanziari di Buenos Aires, consultati da *Panorama*, almeno un terzo dell'esportazione claustrina di capitali, più di 9 miliardi di dollari, è arrivato in Argentina. Gli speculatori venuti da Roma hanno comprato aziende agricole (a Mendoza ci sono agenzie di intermediazione che hanno il filo diretto con l'Italia) e hanno giocato sui cambi. E accanto alle attività illegali dei trafficanti valutari, vi sono le iniziative del tutto lecite delle grandi aziende industriali: la Fiat argentina, la Montedison, la Pirelli, la Ferruzzi, una grossa holding dei cereali. Operano in Argentina grossi gruppi come l'Eni, la Condotte d'acqua, Impregilo, la Finmeccanica, l'Italimpianti, impiegata nella costruzione della seconda centrale elettrica nucleare nella regione di Cordoba. La bilancia dei pagamenti italiana trae grossi benefici dalle buone relazioni con il governo di Buenos Aires.

L'interscambio è di un miliardo e 200 milioni di dollari l'anno. Gli argentini hanno importato dall'Italia gli aerei Macchi Mb-324 e Mb-332, utilizzati con successo nella guerra contro gli inglesi. Sventolano cifre e bandiere (il 40 per cento dei caduti e dei dispersi alle Malvine è di origine italiana), la grossa lobby italiana durante la guerra ha spedito a Roma una delegazione per convincere il governo a ritirare le sanzioni.

Sino a quel giorno gli italiani d'Argentina si erano sentiti « soli, abbandonati dalla madrepatria ». Poi, dopo la revoca dei provvedimenti d'embargo, si sono lasciati andare. « Abbiamo messo il tricolore alla finestra, con orgoglio e passione » ha detto a *Panorama* l'avvocato Adolfo Mazinghi, ex sottosegretario agli Esteri, uno dei 200 mila che hanno firmato petizioni e lettere indirizzate al Quirinale e a palazzo Chigi.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

IL MESSAGGERO

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale... U.A.? .....  
del..... pagina.....

Vuole essere  
italiano

Sono un cittadino egiziano, nato a Tanta, dove dirigevo una fabbrica di mattonelle di proprietà paterna e mi occupavo di edilizia. Sono laureato in ingegneria ma, per motivi politici, mi doveti allontanare dal mio paese e dal 1972 mi trovo in Italia.

Attualmente sono rifugiato politico, e già dal 1976 iniziai presso il Ministero degli Interni le pratiche per ottenere la cittadinanza italiana. In realtà è già tutto pronto da molto tempo eppure, inspiegabilmente, il ministero non provvede a farmi questa concessione. Purtroppo la mancanza della cittadinanza — qui in Italia io mi sono già formato una famiglia — mi impedisce di lavorare come ingegnere, lavoro che io amo e per il quale ho

studiato. Alcune trattative si sono bloccate proprio per la mancanza della cittadinanza italiana. Fino a oggi mi sono adattato svolgendo lavori saltuari, ma ciò non mi rende tranquillo e non mi permette soprattutto di mantenere mia moglie e il mio bambino.

Ho scritto e cercato disperatamente di mettermi in contatto con il Presidente Pertini che pure ha vissuto in passato questo dramma del rifugiato politico e che sicuramente potrebbe aiutarmi a risolvere questo mio grave problema che però a questo punto mi sembra sia un mio diritto. Purtroppo non ho mai ricevuto risposta. Attendo comunque anche io un po' di giustizia fiducioso in quella che vorrei fosse la mia nuova patria.

Elgazzar Moshin Elsaid

-5. LUG 1982

CORRIERE DELLA SERA

-5. LUG 1982

p. 17

TRUFFAVANO I PROFUGHI A OSTIA

## Arrestati 10 stranieri Fornivano visti falsi

Manette per nove cittadini iracheni e un palestinese. Quattro di essi si erano specializzati in passaporti falsi per truffare i profughi che volevano trasferirsi in America; gli altri avevano il compito di derubare i clienti provenienti dal Medio Oriente dopo avere offerto loro bibite al sonnifero. Gli arresti sono stati compiuti ieri dagli agenti del commissariato di Ostia.

I primi a finire in carcere sono stati Ali Radhi, 39 anni, Tobia Samir, 21 anni, Shama Sami, 31 anni, tutti iracheni, e Ezat Hussien, 31 anni, profugo palestinese. Sulle loro tracce, la polizia è arrivata dopo la scoperta di numerosi passaporti contraffatti.

In pratica, la banda si era specializzata nel procurare falsi «visti» a ospiti del campo profughi di Ostia che volevano lasciare al più presto l'Italia per recarsi in qualche stato americano. I «visti» avevano naturalmente un costo abbastanza alto: 1000 dollari, di cui la metà alla prenotazione

e la rimanenza alla consegna. Generalmente, gli acquirenti non hanno dovuto aspettare a lungo. Ma una volta ottenuto il sospirato «visto» e arrivati alla frontiera hanno però avuto tutti la sgradita sorpresa di essere arrestati perché il documento risultava contraffatto. Dai racconti delle vittime del raggio, la polizia è quindi arrivata al quattro finiti ieri a Regina Coeli.

Durante le indagini, sempre nell'ambiente dei profughi presenti a Ostia, gli uomini del commissariato hanno scoperto anche nei laboratori specializzati nel somministrare bibite o altre bevande corrette al «Kolpaol», un potente sonnifero. Sceglievano le vittime e poi con la scusa di passare una allegra serata le convincevano a bere le loro pozioni.

Sono stati arrestati Adel Tobia, 20 anni, Hassam Hamed, 22 anni, Erter Albazi, 28 anni, Kharmis Halm, 19 anni, Thamis Salim, 20 anni, e Sali Saki, 20 anni.

## Sarà estradato in Italia il pirata dell'aria cingalese

NUOVA DELHI — (ANSA) Sembra sicuramente destinato alla estradizione in Italia Sepala Ekanayake, autore del dirottamento del «jumbo» dell'Alitalia, arrestato ieri sera dopo che al suo arrivo da Bangkok aveva preso alloggio nel migliore albergo di Colombo.

Molte ore prima dell'arresto, il ministro degli esteri dello Sri Lanka, Shahul Hameed, aveva anticipato che il suo governo stava «esaminando favorevolmente» l'opportunità di concedere l'extradizione del pirata dell'aria. Poi con il ministro aveva parlato anche l'ambasciatore d'Italia a Colombo, Franco Micieli De Biase che aveva deplorato «l'immoralità» di lasciare libero e lussuosamente alloggiato il criminale.

L'extradizione è certa anche perché lo Sri Lanka non possiede leggi adeguate per punire i responsabili di atti di pirateria aerea.

-5. LUG 1982

CORRIERE DELLA SERA

p. 8



QUALE NORMATIVA PER GLI STRANIERI IN ITALIA?: L'INCONTRO-DIBATTITO ORGANIZZATO A ROMA DAGLI UFFICI ECCLESIALI ITALIANI.-

ROMA - (Inform).- "Quale normativa per gli stranieri in Italia?: questo il tema dell'incontro-dibattito organizzato a Roma, presso l'Augustinianum, dagli organismi ecclesiali italiani più direttamente interessati al problema degli stranieri in Italia: Uffici nazionali per il lavoro e i problemi sociali, della cooperazione missionaria tra le Chiese, delle comunicazioni sociali e la Caritas italiana, con il coordinamento dell'UCEI.

La prolusione è stata tenuta dal Cardinale Ugo Poletti, Vicario di Roma, il quale ha affermato, tra l'altro, che il dovere di accoglienza è un dovere dei cristiani e di tutti gli uomini. Riferendosi in particolare alla situazione di Roma, ha aggiunto che ancora c'è molto da fare e che non si riscontra ancora un impegno per dare un pane e un tetto a tanta gente. Sappiamo - ha concluso - che questi stranieri ripongono molta speranza nella Chiesa e noi non possiamo deluderli perché deluderemmo Cristo che in loro si presenta.

Il Vice Direttore dell'UCEI, padre Marino Perghem, ha quindi riassunto i termini del problema dell'immigrazione straniera in Italia, ricordando anzitutto che proprio alcuni giorni fa il Ministro degli Esteri Colombo ha annunciato che l'Italia toglie la riserva geografica alla Convenzione di Ginevra sui rifugiati, riserva che ha limitato sinora l'impegno del nostro paese ai profughi dall'Est europeo, pur con alcune eccezioni per i cileni e quelli provenienti dal Sud-Est asiatico. Fatta una distinzione tra i rifugiati, gli studenti e i lavoratori, padre Perghem ha indicato i diversi disegni e proposte di legge attualmente all'esame del Parlamento: dal disegno di legge Rognoni sul "controllo degli stranieri", al disegno di legge Di Giesi sulla "disciplina dell'occupazione di lavoratori stranieri extracomunitari" e alle varie proposte di legge d'iniziativa parlamentare del sen. Berti e degli on.li Ramella, Galli e Foschi, dal disegno di legge del Ministro Bodrato sugli studenti esteri a quelli, sia d'iniziativa governativa che parlamentare, sulle nuove norme per la cittadinanza.

Il senatore Grazioli, relatore dei disegni di legge Di Giesi e Berti alla Commissione Lavoro del Senato, ha annunciato il prossimo inizio - situazione politica permettendo - dell'esame dell'articolato, dopo il completamento delle audizioni previste. Il sen. Grazioli ha aggiunto che è in programma anche il coordinamento con il lavoro svolto dalla Commissione Affari Costituzionali che ha all'esame il disegno di legge Rognoni.

L'on. Ramella ha quindi esposto i principi ispiratori del suo progetto di legge (che ha una identità sostanziale con quello del sen. Berti successivamente presentato al Senato). Egli ha fatto riferimento alla sottolineatura data al problema lavoro come elemento di libertà dell'uomo. In questo senso vanno lette alcune soluzioni proposte. Il problema - ha detto - è quello di inserire anche l'immigrato all'interno di un elemento di governo del mercato del lavoro. Noi - ha pure affermato - prevediamo la parità di diritti sul lavoro e sociali ma non apriamo il discorso sulla parità dei diritti politici perché riteniamo che su questo tema in Italia si sia ancora sul piano del dibattito.

L'on. Marisa Galli ha detto di essersi indotta a presentare la sua proposta di legge dopo che l'Italia ha ratificato la convenzione n. 143 del-

8.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio del Giornale.....

del.....pagina.....

In sintesi, nella proposta di legge si prevede l'istituzione presso il Ministero del Lavoro di una Consulta per i problemi dei lavoratori immigrati e delle loro famiglie, al fine di rimuovere gli ostacoli che si frappongono all'effettivo esercizio da parte dei lavoratori stranieri dei loro diritti e di promuovere le iniziative idonee con la partecipazione dei diretti interessati. Contemporaneamente si prevede l'istituzione presso il Ministero del Lavoro del Servizio per i problemi dei lavoratori immigrati e delle loro famiglie, che collabora con la Consulta e ne attua gli orientamenti in materia di diritto all'informazione, di censimento dei posti di lavoro, di formazione professionale, di facilitazione all'inserimento nella nuova realtà, di addebi- tamento, di lingua, di scuola, di cultura, di associazionismo, di assistenza sociale, nonché di diritti sindacali, fiscali, di rimesse valutarie, di in- validità, di previdenza, di infortunistica, di tutela legale e di quant' al- tro sia ritenuto idoneo ad affermare diritti e doveri, in condizioni di mas- sima parità rispetto ai lavoratori di cittadinanza italiana.

La regolarizzazione delle posizioni pregresse viene prevista per tutti i lavoratori stranieri dipendenti e autonomi, i rifugiati "de facto" e le famiglie che a qualsiasi titolo risiedono o dimorano in Italia al momento della pubblicazione della legge. Si prevede anche il censimento delle offer- te di lavoro risultate inevase presso gli uffici di collocamento e, dopo aver accertato l'indisponibilità di lavoratori italiani e comunitari a ricor- rere, la messa a disposizione dei lavoratori stranieri. Il Servizio per i problemi dei lavoratori immigrati dovrebbe anche provvedere alla formazione di una graduatoria dei lavoratori stranieri, residenti all'estero, che han- no fatto richiesta di emigrare in Italia. Per gli studenti esteri viene prevista la possibilità di chiedere l'autorizzazione a prestare attività la- vorativa a tempo parziale durante i loro studi.

Ai lavoratori stranieri verrebbero rilasciate autorizzazioni al lavoro di validità biennale, rinnovabili per i due anni successivi, dopodiché ver- rebbe concessa un'autorizzazione a tempo indeterminato. La proposta di leg- ge prevede pure la promozione di corsi di lingua e cultura italiana per i lavoratori stranieri e le loro famiglie nonché particolari sostegni per i fi- gli dei lavoratori immigrati che frequentino le scuole italiane. Specifiche sanzioni penali sono previste infine per chiunque compia attività di inter- mediazione e ammende per i datori di lavoro che occupino lavoratori stranieri sprovvisti dell'autorizzazione. (Inform)



**SABATO SCADE IL TERMINE PER I VERSAMENTI**

# Come si calcolano ferie e contributi delle Colf

**Pesanti sanzioni a carico dei ritardatari - Contrasto fra il codice civile e il contratto sui giorni di vacanza**

Sabato 10 luglio scade il termine per versare i contributi dovuti per il lavoro delle colf in servizio nel trimestre aprile-giugno '82. Circa 100 mila famiglie romane sono attese all'appuntamento contributivo con l'INPS. Si tratta di compilare il particolare bollettino di conto corrente, andare alla posta, presumibilmente fare la consueta fila e versare la somma dovuta. A raccontarla così sembra una operazione semplice. Non è così, perché la condizione pregiudiziale — la determinazione dell'esatto contributo — non è poi tanto facile. Anche perché molto spesso il datore di lavoro dimentica di segnare sul taccuino o sul calendario appeso in cucina le ore in cui la colf ha prestato servizio nell'arco dei tre mesi.

Vediamo allora di superare l'ostacolo facilitando i calcoli. Innanzi tutto c'è da ricordare la misura del contributo INPS per ogni ora di lavoro. E' di 358 lire se la paga data alla collaboratrice non supera le 1.600 lire orarie; sale a 512 lire per paghe superiori, fino a 2.400 lire; è di 767 lire per paghe ancora più alte. Stabilito questo fondamentale parametro bisogna determinare l'esatto numero di ore lavorate o comunque retribuite nel trimestre. Si moltiplicano le due cifre e si ottiene l'importo da versare alla posta. A questo punto la famiglia sperimenterà che il caro-contributi ha toccato anche il lavoro domestico. Basti pensare che solo 12 ore di lavoro alla settimana costano dalle 56 mila lire per tutto il trimestre (se la paga oraria è quella più bassa) alle 120 mila (per la paga più alta). Cifre sensibilmente più alte se le ore di lavoro sono più di dodici. Se poi la colf è a servizio intero e si debbono calcolare 60 ore di lavoro alla settimana la cifra contributiva sfiora le 600 mila lire.

Non conviene saltare il termine, perché anche il ritardo costa caro: gli uffici applicano sanzioni civili al tasso annuo del 29,75%. Si ricorda che se la colf ad ore lavora presso diverse famiglie, ogni datore di lavoro è tenuto a versare il contributo singolarmente.

**QUANTO SI PAGA PER IL TRIMESTRE**

Ore di lavoro settimanali	Paga oraria effettiva		
	Fino a 1.600 lire	Da 1.601 a 2.400 lire	Oltre 2.400 lire
12	55.848	79.872	119.652
18	83.772	119.808	179.478
24	111.696	159.744	239.304
30	139.620	199.680	299.130
40	186.160	266.240	398.840

Non è in altri termini ammesso «consorzio» per versare i contributi per la medesima collaboratrice domestica.

L'altro importante problema da ricordare — dato che siamo nel mese di luglio — è quello delle ferie. La colf ha diritto alle ferie alla stessa stregua dei lavoratori dell'industria e del commercio. E durante le ferie ha diritto alla normale paga. Quanto e come? Qui occorre affrontare alcuni problemi di ordine giuridico. Ai sensi del codice civile la colf — qualunque sia l'orario di lavoro — ha diritto ad otto giorni di ferie all'anno. Per le colf che lavorano almeno quattro ore al giorno presso la stessa famiglia le ferie sono regolate da una legge speciale (339 del 2 aprile 1958). C'è infine il contratto collettivo nazionale il quale — molto più munifico — determina le ferie in:

**1** 20 giorni lavorativi per anzianità di servizio presso lo stesso datore di lavoro fino a tre anni;

**2** 25 giorni lavorativi per anzianità superiori ai tre anni. Come si vede c'è molta differenza tra la legge e il contratto. Quale delle due norme applicare? Il contratto collettivo ha natura privatistica e perciò la famiglia, se non appartiene al gruppo che ha siglato il contratto, non è tenuta ad applicarlo. Occorre però aggiungere che le leggi, anche se non abrogate, sono ormai cadute in disuso. La realtà più seguita è proprio quella del contratto di categoria. E così la pensa la magistratura nel caso in cui la

colf ad essa si rivolge per vedersi riconosciuto un periodo più ampio di ferie.

Una volta stabiliti i giorni di ferie (non si contano le domeniche e le altre festività) si deve determinare la somma da pagare. Quali sono i calcoli? Se la colf viene pagata a mese si prende la retribuzione del mese precedente, si divide per 26 e si ottiene l'importo del salario giornaliero. Il risultato, moltiplicato per le giornate di ferie (20 o 25) offre la somma da pagare alla colf. Se la paga viene data a settimana il calcolo è sempre identico; solo che in questo caso si prende la retribuzione settimanale e si divide per 6 per poter stabilire il salario giornaliero.

Se la colf è fissa e vive con il datore di lavoro anche durante le ferie va concesso il vitto e l'alloggio. Ovviamente in forma sostitutiva, sotto le sembianze di una indennità che è di 1.500 lire al giorno. Anche sul salario dato per ferie si versano i contributi. Ma questo è argomento che interesserà i romani solo al prossimo appuntamento del 10 ottobre, allorché si verseranno i contributi di luglio, agosto e settembre, periodo nel quale sono per tradizione concentrate le ferie. Fin d'ora però forniamo una anticipazione: i contributi saranno ancora più alti. Infatti anche il lavoro domestico è toccato dalla legge 297 che nel concedere gli ultimi benefici pensionistici ha elevato le aliquote contributive a carico delle aziende.

**Bruno Benelli**



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale

del.....6.7.82.....

La Gazzetta del Mezzogiorno

pagina.....13.....

Simpatica manifestazione a Sidney

# Orecchiette e calzone in Australia

Consegnata ufficialmente la bandiera italiana all'«Associazione Puglia» che è presieduta da un molfettese

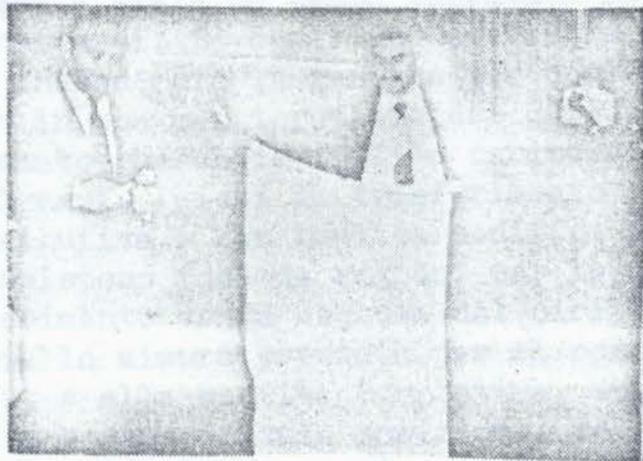
**MOLFETTA (M.D.S.)** — Consegnata ufficialmente la bandiera italiana all'«Associazione Puglia» di Sydney (Australia), presieduta dal molfettese Sergio Arciuli, da parte del Console generale d'Italia dr. Agostino Mathis.

La manifestazione ha avuto luogo alla presenza di 300 soci del sodalizio pugliese presso il Club Apia che per la prima volta — come scrive il quotidiano «Globo-Sydney» — aveva ottenuto, in base ad una recente regolamentazione, il permesso di ammettere in sala anche i bambini. «Vivissimi applausi — scrive ancora il giornale australiano — hanno sottolineato il semplice ma pur tanto significativo gesto. Per restare in atmosfera regionale è stato offerto agli ospiti d'onore un saggio delle prelibate specialità della cucina pugliese. Fra esse figuravano: il calzone, le cozze 'arraganate', le 'fencchiedde', le melenzane alla campagnola, le orecchiette, le dolci carted-

date e i taralli. Artefici di tante leccornie le dame dell'Associazione: le signore Crismale, De Palo, Adamo, Diana, La Notte, Marzella e la signora Roselli».

L'Associazione Puglia (Sergio Arciuli, presidente; Giovanni Diana, segretario; Gianni Carelli, tesoriere; G. La Sorsa, A. De Giroiamo, A. De Bari e V. Mastrangelo, consiglieri) ha varato un nutrito programma per il 1982. Esso ha avuto inizio il 13 febbraio col «Carnevale pugliese», «Festival house» e proseguirà con diverse altre manifestazioni, tra cui il «Maggio pugliese» in programma il 15 maggio, l'assemblea generale (23 luglio), il ballo annuale (25 settembre), lo «Sports day» (7 novembre), il picnic natalizio (19 dicembre).

*Nella foto il presidente dell'Associazione Puglia, Sergio Arciuli, visibilmente commosso, mostra la bandiera italiana.*





INFORM 6-7-82

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

LA SVIZZERA CONTRO I DIRITTI PREVIDENZIALI DELLE MOGLI DEGLI EMIGRATI?

Sono state manifestate spesso delle perplessità circa il trattamento previdenziale riservato alle mogli che lavorano di connazionali emigrati in Svizzera. Su tali perplessità, che interessano una collettività molto numerosa, conviene soffermarsi distinguendo tra legislazione svizzera e accordi bilaterali tra Italia e Svizzera.

La legislazione elvetica dispone che le rendite di vecchiaia per coniugi spettano agli uomini sposati che abbiano compiuto il 65° anno di età, le cui mogli abbiano almeno 62 anni o siano invalide al 50%. Se la moglie non ha una posizione contributiva, la rendita del marito viene maggiorata del 50%. Se la moglie ha versato dei contributi, questi vengono conteggiati, fino a concorrenza del massimale stabilito, a quelli del marito e diventano in tal modo rilevanti al fine di determinare l'importo della rendita. E' ovvio che la rilevanza sarà ridotta qualora la contribuzione del marito risulti vicina al massimale stabilito o addirittura lo superi. Ciò, tuttavia, avviene in forza di un principio solidaristico, cui si impongono tutti i sistemi previdenziali, al quale in questo caso non deve essere attribuita una connotazione punitiva nei confronti delle mogli che lavorano. Deve essere semmai lamentato il fatto che nei formulari in uso per quanti presentano la domanda di rendita svizzera in Italia, nessuna voce sia stata riservata all'accertamento della situazione sanitaria della moglie, omissione dalla quale può derivare la mancata rivendicazione del diritto alla rendita per coniugi.

Di portata ben più grave è il caso della moglie che, a differenza del marito, trasferisce in Italia i contributi versati in Svizzera, avvalendosi della facoltà introdotta dall'art. 1, comma I, del primo accordo aggiuntivo, ai sensi del quale ciascun coniuge può chiedere individualmente il trasferimento dei propri contributi. Purtroppo il valore di questa innovazione viene pregiudicato dalle restrizioni che seguono: "Quando sia stato effettuato il trasferimento dei soli contributi della moglie, il marito ha diritto soltanto a una rendita semplice della assicurazione vecchiaia, superstiti e invalidità, con esclusione della rendita complementare per la moglie... cittadini italiani i cui contributi sono stati trasferiti alle assicurazioni sociali italiane..., così come i loro superstiti, non possono più far valere alcun diritto nei confronti dell'assicurazione vecchiaia, superstiti e invalidità, con esclusione della rendita complementare per la moglie".

Da parte italiana è stata da tempo lamentata la sperequazione che in tal modo viene a determinarsi. E' opportuno precisare che col termine "rendita complementare" si intende sia la rendita per coniugi sia la rendita complementare, che consiste in una maggiorazione del 30% della rendita di vecchiaia concessa al pensionato che abbia figli a carico o una moglie in età compresa tra i 55 e i 62 anni. Poiché il trasferimento dei contributi riguarda la posizione contributiva e non implica modifica alcuna della situazione anagrafica, non sussistono fondate ragioni per le quali la moglie che ha effettuato il trasferimento venga esclusa dal diritto alla rendita per coniugi, naturalmente nella misura prevista per il coniuge non titolare di posizione contributiva, e alla rendita completa, sulla quale è del tutto influente l'esistenza o meno di tale posizione. Non è privo di significato ricordare che anche eminenti giuristi svizzeri hanno ritenuto questa disposizione convenzionale lesiva del fondamentale principio dell'equiparazione ai fini previdenziali dei cittadini dei due Stati: la restrizione operata nei confronti delle mogli dei nostri emigrati deve ritenersi inammissibile perché si tratta di diritti maturati in forza della contribuzione del marito e non di quella della moglie.

Finora le autorità elvetiche non si sono mostrate disponibili per avviare a soluzione il problema. Sarà perciò necessario ricorrere alla magistratura di quel paese perché i diritti delle donne migranti trovino adeguata

*Ministero degli Affari Esteri*

Ritaglio del Giornale.....

DIL, ribadendo poi che il disegno di legge Rognoni è nell'ottica della polizia e va ritirato perché in contrasto con i principi della convenzione. La sua proposta di legge si prevede l'istituzione di un comitato per il collocamento e l'assistenza dei lavoratori stranieri, organismo molto semplice e snello. Tra i punti qualificanti della proposta di legge quello contenuto nell'articolo 12: quando il lavoratore straniero ha un contratto a tempo indeterminato il permesso di soggiorno non va vistato dalla questura ma dal comune di residenza; questo ha un particolare significato per l'inserimento del lavoratore e la sua integrazione nel tessuto sociale.

L'on. Franco Foschi ha quindi indicato il motivo fondamentale della presentazione di una proposta di legge sui diritti e garanzie degli immigrati. Essendo per mia scelta seguito da lunghi anni i problemi dell'emigrazione italiana e continuando a seguirli - ha detto - mi sono convinto che non si può chiedere agli altri quello che non si è capaci di dare. Non si tratta - ha aggiunto - di una legge organica ma di alcune prime norme centrate oltre che sui problemi del lavoro su quelli delle famiglie dei lavoratori (casa, salute, cultura, scuola). C'è anche un motivo ulteriore di carattere politico che ha spinto l'on. Foschi a presentare una proposta di legge: che essendo stato Ministro del Lavoro non ritiene il ddl Di Giesi completamente rispondente al lavoro di preparazione svolto precedentemente. Per ciò che concerne il ddl del Ministero dell'Interno, ha espresso l'augurio che non sia oggetto di coordinamento ma che venga ritirato perché attiene a norme di polizia che - ha detto - stravolgono o rischiano di stravolgere completamente il senso dell'atteggiamento dell'Italia di fronte a questo problema.

Dopo un intervento della senatrice Jervolino, presentatrice di un disegno di legge sulla cittadinanza, che ha messo al corrente dell'esame da parte della Commissione Affari Costituzionali del Senato di nuove norme che dovrebbero consentire alle donne italiane che hanno sposato cittadini stranieri di trasmettere la propria cittadinanza al marito e ai figli, il direttore dell'UCEI mons. Silvano Ridolfi ha esposto alcune osservazioni agli Uffici della Chiesa italiana interessati al problema degli stranieri. - ha affermato - non ci sentiamo chiamati a sostituire né il legislatore né il sindacato né le altre forze sociali; ma, in virtù della nostra fede cristiana, dei nostri impegni ecclesiali e del nostro coinvolgimento di cittadini, ci sentiamo obbligati ad intervenire per permettere un dibattito, e proporre opinioni, per stimolare interventi che siano un servizio agli immigrati in un'ottica di umanità, di giustizia, di fede.

Un'altra osservazione riguarda il disegno di legge Rognoni; non accettato per il suo carattere poliziesco, rifiutato da sindacati e da altre forze sociali ma ancora e sempre presente. Si abbia il coraggio di esprimersi in merito con chiarezza, assumendo le proprie responsabilità.

I vari disegni e proposte di legge appaiono carenti sotto alcuni aspetti specifici, come i diritti alla famiglia, all'istruzione, alla partecipazione, la difesa del lavoro autonomo, la chiarezza sulla sanatoria.

Nel successivo dibattito si sono avuti interventi, tra gli altri, di mons. Nervo della Caritas, di Sergi della CISL, di Vercellino della CGIL, di mons. Musaragno dell'UCEI, di p. Tassello del CSER. Sergi, in particolare, ha espresso la convinzione che in Italia non ci siano attualmente più di 400-450 mila stranieri irregolari. La tendenza ad aumentarne il numero non fa che aumentare anche i timori. Ha pure avanzato una proposta: facciamo ricevere tutti dal Ministro dell'Interno Rognoni o dal Sottosegretario Senza o dal sen. Murmura Presidente della Commissione Affari Costituzionali del Senato, per dire che al disegno di legge sul controllo degli stranieri non basta proporre delle modifiche ma che dev'essere ritirato.

Vercellino, a sua volta, ha spiegato perché, a suo giudizio, la nuova legge dev'essere incentrata soprattutto sull'aspetto lavoro: la vogliono così anche i sindacati - ha detto - per regolamentare gli afflussi e legalizzare gli illegali. Però non è vero che non ci possano entrare anche altri aspetti come quelli sociali, culturali e familiari. Dev'essere chiaro che noi non vogliamo incentivare l'immigrazione in Italia senza garanzie di lavoro e condizioni di parità con gli altri lavoratori. Non vogliamo incentivare una immigrazione in Italia che creerebbe altre discriminazioni e disoccupazione, vogliamo una legge che legalizzi coloro che sono in Italia, che tenga conto della nostra esperienza in campo emigratorio e che condensi i dati utili contenuti in ciascuna proposta di legge. Vari elementi possono essere inseriti in modo equilibrato, pur essendo sempre necessarie una legge per i profughi, una legge sui diritti degli stranieri in Italia e una legge sugli studenti.

Padre Tassello ha posto in rilievo l'esigenza di quantificare il fenomeno: si dovrebbe scindere il problema della sanatoria attraverso un provvedimento amministrativo, così si potrebbe regolarizzare la situazione degli stranieri clandestini e conoscerne il numero. Per quanto riguarda i rifugiati, anche l'Italia dovrà prevedere una legge per la loro accoglienza, tanto più che il loro numero sembra destinato a salire notevolmente nei prossimi anni. Un ultimo aspetto evidenziato dal rappresentante del CSER riguarda i luoghi di culto: sembra giunto il momento perché il problema vada studiato dalla Chiesa italiana, particolarmente per quanto riguarda l'assistenza religiosa agli immigrati cattolici. A Roma non ci sono parrocchie etniche per gli immigrati dal terzo mondo, ci sono invece per gli stranieri dei paesi ricchi. (Inform)



**In conformità ad una direttiva della CEE**

# Iniziativa dell'INPS per i nostri emigrati

**Sarà istituito un archivio dei lavoratori italiani all'estero con l'attribuzione, a ciascuno di essi, di una matricola unica nazionale**

In conformità ad una delle tante decisioni assunte dalla Commissione esecutiva della Comunità Economica Europea, gli organi di amministrazione dell'INPS hanno recentemente gettato le basi per l'impianto, ci auguriamo a breve scadenza, di un archivio dei lavoratori italiani all'estero e l'attribuzione: a ciascuno di essi della matricola unica nazionale.

La decisione è stata salutata con favore dal Comitato di Presidenza dell'AITEF e dall'Ufficio emigrazione del PSDI i quali hanno avanzato la proposta di attribuire la matricola unica nazionale per tutti i lavoratori, fin dal 1977.

L'obiettivo era e rimane - per l'AITEF e per il PSDI, e, riteniamo per l'INPS -

quello di avere un'unica posizione assicurativa personale sulla quale registrare l'intera contribuzione versata in favore del singolo per l'attività lavorativa svolta in Italia e all'estero.

Nella stessa occasione, gli amministratori dell'INPS hanno affrontato in modo radicale il problema della gestione e liquidazione delle nuove domande di pensione al cui diritto e calcolo concorrono periodi di assicurazione in Italia ed all'estero: domande che, attualmente, sono circa 65.000 l'anno e che sono destinate ad aumentare notevolmente man mano che i connazionali che usufruiscono delle varie convenzioni internazionali e che sono emigrati negli anni cinquanta matureranno l'età pensionabile.

Per il momento, prendiamo atto con rammarico che quasi 60.000 domande di queste pensioni sono giacenti in attesa o in corso di istruttoria. Il che ha formato oggetto di giustificate lamentele e di severe critiche da parte di tutte le forze sociali nei confronti del massimo istituto previdenziale italiano il quale, per abbreviare i tempi di liquidazione, ha messo a punto anche un programma di calcolo automatico delle prestazioni, per ora limitato ai lavoratori emigrati nell'ambito CEE.

Con le procedure programmate, anche le pensioni già in pagamento, la gestione delle domande e il pagamento degli Assegni familiari usufruiranno delle nuove tecnologie e saranno gestite con programmi automatizzati.

Cio' dovrebbe significare la eliminazione degli attuali intollerabili ritardi per gli adempimenti periodici: rinnovi annuali, tutte le altre modifiche degli importi in pagamento che possono intervenire a vario titolo; applicazione degli indici di scala mobile.

Infine è stata programmata la realizzazione nel corso dell'anno di collegamenti diretti, in tempo reale, con i Consolati italiani, che così potranno avere accesso al sistema informativo dell'INPS.

Questi collegamenti, dovrebbero essere impiantati in una prima fase con alcuni Consolati tra i piu' interessati

Adempiuto il dovere di informazione, non resta che compiacerci con l'alta dirigenza politico-sindacale e funzionale dell'INPS

N.G.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale..... (N.A.R.).....

del..... 6. LUG. 1982 ..... pagina.....

1.500 INSEGNANTI IN ATTESA DELLA LEGGE

# I «precari» all'estero sono ancora emarginati

Domani la Commissione Bilancio della Camera esaminerà il disegno di legge 2.776 relativo al «precarizzato» degli insegnanti italiani all'estero per dare in merito il proprio parere. Le altre commissioni interessate si sono già espresse e manca ora solo questo atto perché il provvedimento possa essere varato e, presumibilmente, approvato in tempi molto brevi dato che sostanzialmente tutte le forze politiche sono d'accordo sulla sua non più rinviabile necessità.

Il disegno di legge interessa circa 1.500 docenti che lavorano nelle istituzioni scolastiche e culturali italiane nei vari paesi esteri: all'inizio il suo iter procedeva di conserva con quello per i «precari» in Italia che presentava ben altre difficoltà e problemi di molto maggiori dimensioni. Tuttavia i precari «metropolitani» sono stati sistemati e quelli «esteri» ancora aspettano, nonostante la funzione di grande utilità che svolgono nei confronti dei figli dei nostri emigrati e quella di prestigio culturale che dovrebbero avere ma che non

sempre riescono ad espletare in maniera adeguata.

Oltre a dare sicurezza a questo personale, che da quasi trent'anni è praticamente ignorato dai nostri legislatori, il provvedimento (ed è forse questo il suo aspetto più rilevante) detta norme per la revisione della disciplina sulla destinazione del personale di ruolo dello Stato in queste istituzioni.

## CRITICO IL PCI SULLA RIFORMA DELLA SCUOLA

— Nel corso di una conferenza stampa tenutasi ieri mattina a Roma (tenuta dagli onn. Giovanni Berlinguer, Giorgio Napolitano, Franco Ferri, Giovanna Bosi Maramotti, Imma Voza Barbarossa) è stato rilevato che pur approvando «lo spirito complessivo della legge» il progetto di riforma delle scuole secondarie superiori all'esame della Camera andrebbe rivisto sui seguenti punti: obbligo scolastico di 10 anni, rapporto fra area culturale comune ed esigenze curriculari, rapporto fra scuola superiore e istruzione professionale, insegnamento della religione.

IL TEMP

p. 2

## Il direttore generale dell'«Alitalia» aggredito a Bangkok

Bangkok, 5 luglio

Il direttore generale della compagnia «Alitalia», Vincenzo Ursino, che ha partecipato la settimana scorsa a Bangkok ai colloqui intesi a risolvere il dirottamento del Boeing 747 dell'Alitalia ad opera del cittadino dello Sri Lanka Sepala Ekanayaka è stato percosso oggi al viso nella capitale thailandese.

L'aggressione è avvenuta in circostanze per ora imprecise e in particolare la polizia di Bangkok non ha potuto stabilire se essa sia da collegare alla vicenda dell'aereo. Attualmente il responsabile del dirottamento si trova a Colombo capitale dello Sri Lanka, in stato di fermo, in attesa della preannunciata richiesta di estradizione da parte dell'Italia.

## AVVENIRE

p. 6

## Fra Turchia e Italia una tratta di lavoratori bianchi

PESCARA — L'Interpol, la polizia italiana e quelle turca e jugoslava sono impegnate in un'indagine internazionale su una presunta tratta di bianchi fra Turchia e Italia, scoperta all'attracco della motonave Tiziano che collega Pescara con la città jugoslava di Spalato.



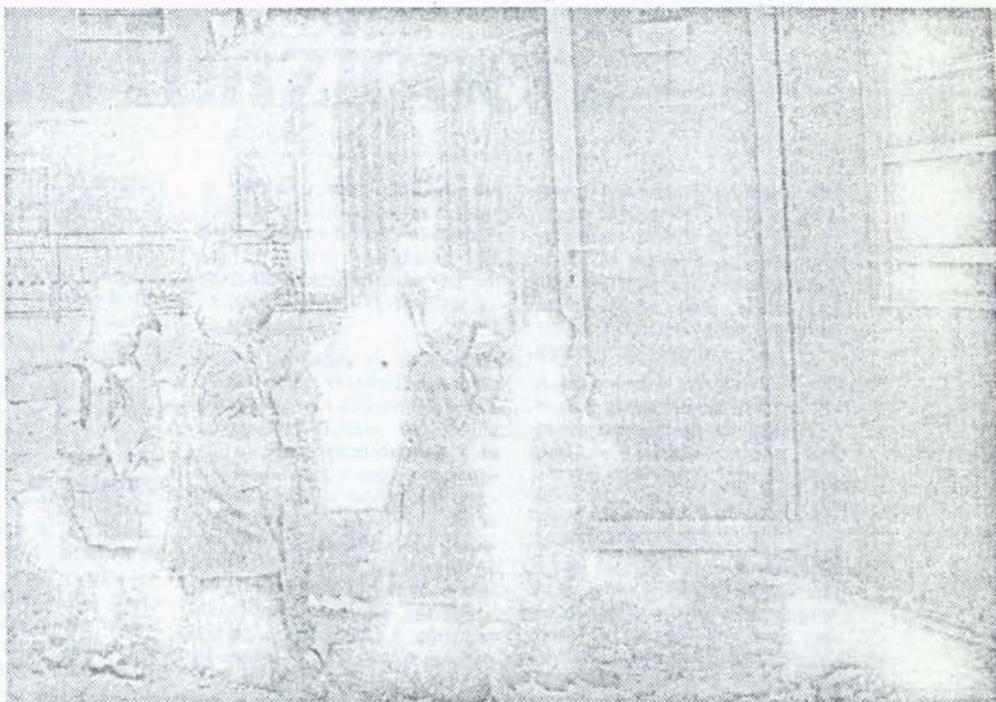
SARANNO COSTRUITE NUOVE AULE NELLE ZONE TERREMOTATE

## Miliardi USA alle scuole

Aumentato ulteriormente un precedente finanziamento di quarantadue milioni di dollari - L'assessore regionale alla Pubblica Istruzione Mario Sena assicura l'impegno della Regione

NAPOLI - Una spinta dagli Stati Uniti per contribuire alla costruzione di nuove scuole nelle zone terremotate. Un impegno, da parte del governo americano, ad aumentare di altri quindici miliardi il precedente finanziamento che era di 42 milioni di dollari. Quando Richard Dangler, il rappresentante dell'Aid (l'ente americano che coordina la costruzione, finanziata appunto dal governo USA), ha ribadito quelle che sono le iniziative che si vogliono portare a termine, Rosanna Repole, sindaco di Sant'Angelo dei Lombardi, ha ricordato come sia importante, in questo momento, accompagnare a questi progetti anche tutte quelle possibilità che offrono le strutture per fare uscire dall'isolamento i ragazzi che sono costretti a trascorrere la seconda estate ed il terzo inverno nei prefabbricati. Le scuole indubbiamente rappresentano un anello importantissimo della ricostruzione, ma alle scuole si devono accompagnare le palestre, le piscine e possibilmente quegli spazi che potrebbero dare la possibilità ai ragazzi di estraniarsi, almeno loro, da quelli che sono i problemi, purtroppo ancora insoluti, del terremoto.

Il programma è interessan-



Una delle tante scuole-containers nelle zone terremotate

te e prevede l'apporto, in termini sostanziali quali la creazione di tutte le opere di urbanizzazione, della Regione Campania. Mario Sena, assessore regionale alla Pubblica Istruzione, ed il coordinatore di questo assessorato Giovanni Vincenti, erano presenti all'incontro che si è tenuto al Consolato americano, un incontro che ha visto la partecipazione oltre che del sindaco Repole, anche dei tecnici del Comune di Avellino e di tutti quei comuni che sono interessati al programma USA. E proprio Mario Sena ha tenuto a sottolineare come la Regione certamente non si tirerà indietro per la realizzazione di queste opere che, secondo programmi elaborati con i tecnici delle zone, dovrebbero essere terminate entro il 1984. Ed intanto già sono stati appaltati i primi lavori. Riguardano un edificio di 18 au-

le a Siano da adibire ad istituto professionale per il commercio e liceo linguistico ed un altro di 20 aule a Nocera, che funzionerà come istituto professionale per l'Industria e l'Artigianato.

Primi appalti ma anche prime polemiche. La ditta che si è assicurata i lavori li ha garantiti ad una cifra nettamente inferiore a quella prevista. «Potrebbe essere un fatto positivo - ha tenuto a sottolineare Richard Dangler che comunque s'è mostrato meravigliato dell'offerta - in quanto la differenza potrebbe essere spesa per la costruzione di quelle strutture a cui ha fatto riferimento il sindaco di Sant'Angelo dei Lombardi».

Il piano congiunto USA-Regione Campania prevede inoltre la costruzione del conservatorio musicale e scuola media di Avellino, 15 aule per il liceo scientifico e 10 per l'a-

grario di Calitri, 25 aule per Grottaminarda, da dividersi tra il tecnico industriale e l'elettronico, una scuola media a S. Angelo dei Lombardi, 10 aule per il Conciario e 10 per il chimico di Solofra, 25 aule per Vallata, da suddividersi tra lo scientifico e l'agrario ed infine 18 aule da destinare ai licei di Buccino.

Un programma, quindi, che aiuterebbe non poco le zone terremotate ad uscire dall'emergenza scolastica. Già nei giorni immediatamente successivi al terremoto, in molti paesi si organizzarono, grazie ad iniziative di alcuni privati, delle aule mobili. Asili, elementari, medie e superiori ripresero l'attività sotto tendoni. «Era importante, ha ricordato Rosanna Repole, dare la sensazione che la vita riprendeva e la scuola era il primo anello da rimuovere».

Gianni Ambrosino



Pensioni. Contingenza, base pensionabile, «tetto»

# La nuova normativa: come e da quando funzionerà

di VITO TREVISI

La trimestralizzazione della perequazione automatica delle pensioni, le nuove modalità di determinazione della retribuzione pensionabile, l'aumento del massimale retributivo di pensionabilità e la copertura degli oneri conseguenti per la gestione pensionistica dei lavoratori dipendenti costituiscono gli importanti aspetti previdenziali toccati dal terzo dei maxiarticoli di cui consta il provvedimento sulle liquidazioni, approvato recentemente dal Parlamento.

Le innovazioni, che per un verso anticipano alcuni punti della più generale riforma pensionistica e per altro verso, con l'inserimento in una normativa propria del trattamento di fine lavoro, vogliono mostrare una sorta di continuità tra attività lavorativa e pensionamento, sono state ampiamente poste in risalto dagli organi di stampa e tuttavia non appare inopportuna un'adeguata analisi per rilevare gli effetti conseguenti alla loro introduzione.

Trimestralizzazione della perequazione automatica. Avrà vigore a partire dal prossimo 1983, venendosi così a completare, dopo la semestralizzazione e la quadrimestralizzazione, la parificazione, per

questo aspetto, tra lavoratori in attività e pensionati. Si tratterà, fermi restando gli aumenti spettanti dal 1° gennaio di ciascun anno calcolati sulla base degli specifici indici già previsti (dinamica salariale per le pensioni al minimo dei lavoratori dipendenti, dinamica salariale reale e punti di contingenza per le pensioni superiori al minimo dei lavoratori dipendenti, costo vita per le pensioni dei lavoratori autonomi e le pensioni sociali), di anticipare al 1° aprile, al 1° luglio e al 1° ottobre di ogni anno ciò che risulta in termini di aumento del costo vita, confrontando il valore medio dell'indice compreso tra l'ottavo ed il nono mese anteriori a quello da cui avrà effetto l'aumento pensionistico da un lato e l'indice medio compreso tra l'undicesimo e il nono mese dall'altro. La differenza risultante determinerà un incremento in percentuale per le pensioni dei lavoratori dipendenti al trattamento minimo, per le pensioni dei lavoratori autonomi e per le pensioni sociali; e un aumento in misura fissa, in relazione al numero dei punti di contingenza «scattati», per le pensioni superiori al minimo dei lavoratori dipendenti.

Anche le pensioni del setto-

re pubblico beneficeranno, dal 1983, della trimestralizzazione della perequazione automatica, attraverso variazioni, con periodicità trimestrale, dell'indennità integrativa speciale loro spettante.

Nuove modalità di determinazione della retribuzione pensionabile. A differenza della normativa attuale, in cui la retribuzione pensionabile è la risultante della media dei migliori tre anni retributivi compresi negli ultimi dieci, per le pensioni liquidate con decorrenza successiva al 30 giugno 1982 saranno prese in considerazione le ultime 260 settimane, attribuendo a ciascuna di esse il valore medio retributivo relativo all'anno solare in cui si collocano. Tuttavia, prima di giungere all'effettiva determinazione della retribuzione pensionabile, che risulterà dalla considerazione dei valori attribuiti alle 260 settimane valutabili, agirà il punto più qualificante dell'innovazione, vale a dire la loro indicizzazione, in misura corrispondente alla variazione dell'indice annuo del costo della vita intervenuta tra l'anno solare cui si riferiscono le settimane retributive considerate e quello precedente la decorrenza della pensione. In sostanza, essendo rimasta tuttora in vi-

gore la tabella C allegata alla legge 30 aprile 1969, n. 153, proprio a mezzo dell'indicizzazione si tenderà ad ottenere, con 40 anni di contribuzione, la pensione pari all'80 per cento effettivo della retribuzione pensionabile.

Aumento del massimale retributivo di pensionabilità. Al vigente massimale di pensionabilità, fissato in lire 18.500.000 annue per le pensioni liquidate con decorrenza successiva al 31 dicembre 1980, si applicherà, dal 1983 e con effetto dal 1° gennaio di ogni anno, l'adeguamento annuale nella stessa misura prevista per la perequazione automatica delle pensioni dei lavoratori dipendenti di importo superiore al trattamento minimo.

Copertura degli oneri. Per far fronte agli oneri derivanti dal complesso dei miglioramenti, è previsto l'aumento dell'aliquota contributiva dovuta al fondo pensioni dei lavoratori dipendenti per lo 0,20 per cento dal 1° luglio 1982 e per un ulteriore 0,30 dal 1° gennaio 1983. Tale contribuzione farà carico ai lavoratori non in immediato, ma per detrazione dall'ammontare della quota del trattamento di fine lavoro relativa al periodo cui si riferisce la contribuzione.



REPUBBLICA

1.5

### I maestri degli emigrati

C'è un'altra Italia fuori dell'Italia con un numero quasi pari di connazionali: gli emigrati all'estero. Il compito della scolarizzazione dei loro figli e della diffusione della lingua e cultura italiana è affidato quasi solo a 1500 (docenti e non docenti) pessimamente retribuiti operanti fra difficoltà inimmaginabili. Essi sono spesso l'unico punto di riferimento per i connazionali in difficoltà.

Sandro Pertini ha affermato in un'intervista al settimanale tedesco *Der Spiegel*: gli insegnanti italiani che si occupano della scolarizzazione dei figli dei nostri emigrati devono avere gli stessi diritti dei loro colleghi in Italia.

Perché il Presidente s'è sentito in dovere di fare tale affermazione che sembrerebbe ovvia?

In realtà i 1500 precari costituiscono l'unica categoria di statali che aspettano da quasi 30 anni l'immissione in ruolo.

Eppure sono quasi tutti provvisti di abilitazioni conseguite per esame (e non con i corsi abilitanti), hanno svolto una lunga attività di insegnamento in Italia e all'estero e si sono fatti una dura, ma preziosissima esperienza che costituisce un'ulteriore qualificazione professionale.

Il D.D. di legge 2776, che avrebbe dovuto finalmente immettere in ruolo insieme ai 120.000 neo-laureati ora sistemati con la legge 2777 (precariato in Italia) sembra ora in pericolo perché il governo Spadolini non ha trovato la copertura finanziaria (circa 3 miliardi). Ma questa spesa non è doverosa nei confronti di quell'altra Italia degli emigrati, senza la cui rimessa la bilancia dei pagamenti sarebbe ancora più deficitaria?

Docenti e non docenti della Repubblica federale di Germania

### LA STAMPA

1.7

In aumento, dopo il calo del '78-'80

## Trentamila stranieri negli atenei d'Italia

ROMA — Gli studenti esteri iscritti alle università italiane sono stati 29.447 nell'anno accademico 1980-81: una cifra che fa registrare un'inversione della tendenza alla diminuzione emersa nei due anni precedenti; gli universitari stranieri erano infatti passati dai 26.220 del 1978-79 ai 25.670 del 1979-80.

Sono dati raccolti dall'Ufficio centrale studenti esteri (Ucsei), dai quali risulta in particolare che 17.172 sono gli studenti provenienti da altri Paesi europei (16.120 l'anno precedente), 7430 quelli provenienti da Paesi dell'Asia (5093 l'anno precedente), 1553 dagli Stati Uniti (1682 l'anno precedente), 1627 dall'Africa (1258 l'anno precedente), 1381 dall'America Latina (1159 l'anno precedente), 150 dal Canada (93 l'anno precedente), 74 dall'Australia (60 l'anno precedente), 41 da altri Paesi (160 l'anno precedente), 39 apoliti (45 l'anno precedente).

Se agli universitari si aggiungono gli altri stranieri

iscritti alle scuole e istituti di vario grado, che sono stati, sempre nel 1980-81, 18.372, si ha che il numero complessivo degli studenti esteri è di 47.819 unità, contro i 41.370 del 1978-79.

Dai dati dell'Ucsei risulta inoltre che solo il 39 per cento degli universitari stranieri in Italia proviene dal Terzo Mondo, mentre dai Paesi già tecnologicamente sviluppati proviene il restante 61 per cento.

Un altro dato: sono state assegnate 1275 borse di studio a studenti europei e solo 556 a studenti provenienti da Paesi in via di sviluppo. «Ai giovani del Terzo Mondo», commenta l'Ucsei, «bisogna offrire l'opportunità di acquisire cultura scientifica e preparazione tecnica, in misura maggiore di quanto non consentano le attuali norme italiane. E' questo il modo migliore di contribuire allo sviluppo dei popoli, uno sviluppo autonomo di cui essi stessi dovranno esseri i protagonisti».



## Un'inchiesta sul lavoro italiano all'estero

# Il nuovo emigrato ha il camice bianco

ROMA — Sono circa 80.000 i lavoratori all'estero alle dipendenze di grandi, medie e piccole aziende italiane che hanno rapporti con altri paesi. Rappresentano il flusso di emigrazione tecnologica che si è affiancato, in questi anni, alla tradizionale presenza di manodopera di casa nostra oltreconfine, e che è destinato a crescere nel prossimo decennio, in sintonia con quanto già avviene nelle nazioni occidentali più industrializzate. Le previsioni fanno presumere che, soprattutto per i giovani meglio preparati, vi siano possibilità di lavoro per almeno altre 40.000 persone.

Sono queste le conclusioni alle quali è giunta una inchiesta promossa dall'Isper, Istituto per la direzione del personale, e condotta da una équipe diretta da Costante Benigni, responsabile del progetto Ape (aziende personale all'estero). I dati sono stati raccolti attraverso un questionario inviato alle 1500 imprese italiane che agiscono ufficialmente in altre nazioni.

Le risposte sono state 220 equamente distribuite tra macro e piccole unità e hanno fornito un campione sufficiente, secondo l'Isper, per tracciare un quadro dell'esistente ed estrapolare delle proiezioni verso il futuro.

La ricerca ha messo in luce, anzitutto, una realtà molto più composita di quella normalmente conosciuta. Non operano all'estero soltanto le grandi imprese edili che costruiscono dighe ed infrastrutture stradali, ma si presenta sui mercati stranieri tutta l'industria italiana, dalla manifatturiera in senso lato a quella dei servizi. Il prodotto esportato è sempre ad alto livello tecnologico, dagli impianti chiavi in mano, al know how industriale e organizzativo anche nei settori più sofisticati come l'informatica e l'elettronica.

Il volume degli affari-estero può essere valutato attorno agli 80.000 miliardi l'anno. Il suo riflesso sull'occupazione interna è notevolissimo. Basti pensare che la sola attività delle imprese di lavori edili di grandi dimensioni dà occupazione nel settore edilizio interno, a migliaia di persone (per l'Isper a circa 500.000 addetti).

Questa emigrazione di nuovo tipo è indirizzata in prevalenza verso i paesi Opec e più di recente verso le aree Acp (Africa, Caraibi, Pacifico) che aderiscono alla convenzione di Lomè. Non mancano, tuttavia, numerosi esempi di contratti nelle zone ad alta intensità industriale.

Va da sé che questa presenza richiede personale altamente qualificato che dà origine, appunto, ad una nuova figura di emigrato. Il 4,95% di dipendenti italiani sulle piazze straniere è formato da dirigenti. I laureati nei compiti direttivi, superano il 52,7%, mentre ai livelli inferiori gli operai specializzati con funzioni di capi squadra sono il 58,%. Si tratta di un ventaglio di opportunità che do-

vrebbe attirare le forze lavoro più preparate, soprattutto tra i giovani. Nella realtà l'espatriato ha un'età media che si aggira sui 37 anni e le aziende faticano a trovare sostituzioni. Questo atteggiamento di disinteresse verso l'emigrazione tecnologica ha origine, secondo Carlo Remondino, ordinario di psicologia all'Università di Padova, tra i giovani diplomati o laureati da mancanza di informazioni sulle possibilità che il lavoro all'estero offre loro, ed anche da una ripulsa all'espatrio motivata dalle difficoltà di adattarsi a climi diversi, a situazioni di lavoro ritenute difficili, alla mancanza di «affetti». Ma vi è anche una carenza della scuola che Celso De Stefanis, studioso del settore, ha individuato attraverso un questionario a cui hanno risposto 236 presidi di istituti tecnici. Non vi è sufficiente preparazione per un lavoro all'estero ed è inesistente l'integrazione scuola-impresa.

Vi sono, comunque, vincoli ben precisi allo sviluppo dell'emigrazione tecnologica. Sono stati espressi, quasi all'unanimità, nelle risposte al questionario della ricerca. I principali sono esterni all'azienda e nascono dalla legislazione vigente in Italia. Sono leggi che si rifanno da una norma generale del 1919, completamente fuori del tempo. Ne derivano difficoltà pratiche che le imprese tentano di risolvere in maniera pragmatica ma dispendiosa per far fronte, alla carenza di tutela previdenziale, ai meccanismi fiscali non definiti e alle limitazioni valutarie. In più vi è l'alto costo della manodopera incrementato anche da una certa concorrenza sleale tra aziende che si strappano gli operai specializzati giocando al rialzo salariale. Ci sono stati, inoltre, sottolineati i problemi assicurativi e del credito generalmente insufficiente per le imprese che affrontano i mercati internazionali e che rendono pesanti i conti finali e, in parecchi casi, limitano le possibilità di lavoro.

Dall'ottobre dell'anno scorso è in discussione un disegno di legge che rivede le «norme per la tutela dei lavoratori italiani dipendenti da imprese operanti all'estero». Secondo Mattia Persini, ordinario di Diritto del lavoro all'università di Roma: «Se continuasse e addirittura si dovesse accentuare la tendenza ad applicare tout court al lavoro all'estero la disciplina dettata per il lavoro italiano è da prevedere che nessun lavoratore italiano andrà più all'estero, risultando preferibile e più conveniente, anche per le imprese di casa nostra, assumere mano d'opera locale e, quando ciò non è possibile, assumere mano d'opera di altri paesi».

Quest'ultima soluzione colpirebbe proprio la potenziale domanda futura di 40.000 posti disponibili all'emigrazione tecnologica giovanile.



Ritaglio del Giornale..... **INFO R 7**  
dal 7-7

STATO E REGIONI: UNO SFORZO DI CHIAREZZA PER DEFINIRE I RISPETTIVI  
RUOLI NEL SETTORE DELL'EMIGRAZIONE.-

ROMA - (Inform).- Dopo anni di rapporti spesso conflittuali, segnati dall'altro dai molteplici rinvii a nuovo esame di leggi regionali, sempraggiunto il momento per il Governo centrale e per le Amministrazioni regionali di chiarire e definire i rispettivi ruoli nel settore dell'emigrazione.

Da una parte le Regioni stanno predisponendo una ipotesi di normativa regionale per armonizzare gli interventi e coordinare tutta la legislazione regionale in materia. Un apposito gruppo di lavoro a livello tecnico, con il coordinamento della Regione Veneto, si è già riunito una prima volta a Venezia per tracciare le linee di questa sorta di "codice di condotta" o di autoregolamentazione cui far riferimento nell'attività legislativa e negli interventi in favore degli emigrati.

Dall'altra parte il Governo appare intenzionato a varare una legge-quadro che regoli in maniera univoca la materia, dia uniformità di indirizzo all'esplicarsi delle autonomie regionali e certezza di diritto all'attività di tutti gli organi pubblici in questo campo.

Di tali argomenti, che sono stati anche i temi centrali della recente conferenza di Venezia, si è parlato il 6 luglio alla Farnesina, nel corso di un incontro convocato su richiesta delle Regioni. Vi hanno preso parte il Sottosegretario agli Esteri on. Mario Fioret ed una delegazione composta da rappresentanti del Veneto, Toscana, Lazio, Puglia e delle Province autonome di Trento e Bolzano.

L'Assessore all'emigrazione del Veneto, Anselmo Boldrin, dopo aver messo al corrente il Sottosegretario dell'iniziativa delle Regioni di armonizzare le legislazioni regionali, ha ribadito l'urgenza, già espressa nel documento conclusivo della Conferenza di Venezia, della definizione di una legge-quadro per regolamentare i rapporti tra Stato e Regioni e delimitare i rispettivi campi di competenza. Le Regioni chiedono inoltre la costituzione del fondo nazionale per l'emigrazione, la riforma della legge 153, il censimento degli italiani all'estero, la rivitalizzazione del Comitato Interministeriale per l'Emigrazione (C.I.Em.) con il coinvolgimento delle Regioni. Un altro tema richiamato dall'Assessore regionale del Lazio, Enzo Bernardi, è quello dell'immigrazione straniera in Italia.

Nel sottolineare a sua volta l'esigenza di sincronizzare le iniziative eliminando sprechi e sovrapposizioni, il Sottosegretario Fioret ha precisato che la predisposizione della legge-quadro - indipendentemente dall'armonizzazione della legislazione regionale che è un problema da risolvere nell'ambito delle stesse Regioni - è un compito del Governo nel suo complesso e, per il Governo, del Ministero per le Regioni cui il Ministero degli Affari Esteri darebbe la sua essenziale collaborazione. Più che oggetto di un provvedimento settoriale, la delimitazione delle competenze dello Stato e delle Regioni nel settore dell'emigrazione potrebbe risultare dalla revisione delle norme attualmente in vigore che hanno dato vita all'ordinamento regionale e che sono ormai ritenute inadeguate.

l'on. Fioret ha pure espresso il suo pensiero sugli altri temi richiamati dai rappresentanti regionali. Per quanto riguarda il fondo nazionale per l'emigrazione, si è detto d'accordo sulla sua rapida costituzione con finanziamento misto dello Stato e delle Regioni, sottolineando l'opportunità di prevedere l'accesso ai fondi comunitari per assicurarsi ulteriori

finanziamenti. Per ciò che si riferisce alla riforma della "153", ha consegnato agli esponenti delle Regioni il contributo rappresentato dallo studio del senatore Valitutti, già portato a conoscenza dei rappresentanti delle forze politiche e sociali dell'emigrazione, precisando che la materia sarà oggetto nel novembre prossimo di un apposito convegno.

Circa il censimento degli italiani all'estero, Fioret è del parere che l'argomento non possa essere isolato da un contesto più ampio. In particolare, non si può fare il censimento senza aver risolto il problema della riforma delle norme attuali sulla cittadinanza, senza cioè avere le idee chiare su chi è italiano e chi non lo è. Cittadinanza, anagrafe, censimento e voto degli italiani all'estero sono problemi collegati tra loro che vanno risolti nell'ordine indicato o meglio ancora contestualmente per conseguire una migliore armonizzazione. Ad essi è collegato anche quello della meccanizzazione della rete consolare per consentire al personale in servizio all'estero di far fronte ai nuovi compiti.

Per quanto riguarda infine la "rivitalizzazione" del C.I.Em., l'on. Fioret ha detto di attendere le proposte delle Regioni in ordine al richiesto coinvolgimento. E' da rilevare che la legge istitutiva del Comitato già prevedeva all'articolo 3 consultazioni periodiche congiunte di rappresentanti delle Regioni e di altri organismi (sindacati, patronati, associazioni), ma forse le Regioni pensano ad un coinvolgimento più ampio.

A questa prima riunione, svoltasi su richiesta delle Regioni per rispetto della loro autonomia, ne farà seguito un'altra per l'approfondimento dei temi trattati che sarà convocata dal Sottosegretario Fioret. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

INFORM

Ritaglio del Giornale.....

del..... 77 ..... pagina.....

RIENTRI DEGLI EMIGRATI E REINSERIMENTO NELLE REALTA' REGIONALI: INTER-  
VENTO DEL PRESIDENTE DELL'ITAL-UIL GIANCARLO FONTANELLI.-

ROMA - (Inform).-- Il Presidente dell'ITAL-UIL Giancarlo Fontanelli è intervenuto ai lavori del Seminario di Urbino organizzato dalla Fondazione Friedrich Ebert sul tema dei rientri degli emigrati e del loro reinserimento nelle realtà regionali.

"L'aggravamento della situazione economica mondiale - ha detto Fontanelli - ha penalizzato maggiormente gli emigrati i quali subiscono in percentuale più elevate i danni della disoccupazione. A rendere ancora più difficile la loro posizione contribuisce la diffusione dei movimenti xenofobi che incominciano a far presa anche sulle classi lavoratrici autoctone, a cui vengono ingiustamente additati i lavoratori stranieri come i responsabili della disoccupazione".

"I rientri - ha affermato Fontanelli - sono oggi dunque un'imposizione, come del resto anche le partenze non erano certo avvenute per libera scelta. A questa pressante esigenza le Regioni debbono però far fronte non con proposte demagogiche e insufficienti, ad esempio accordando una serie di facilitazioni inconcludenti che non farebbero altro che creare illusioni. E' necessario creare nuovi posti di lavoro, garantire agli emigrati una parte di quelli disponibili ed in funzione di questo loro reinserimento economico programmare il rientro graduale dei nostri lavoratori all'estero venendo così responsabilmente incontro alle loro legittime aspettative".  
(Inform)

APPROVATO IL PROGRAMMA D'INTERVENTI DELLE ASSOCIAZIONI ITALIANE DELLA  
SVIZZERA FRANCESE.-

LOSANNA - (Inform). Il Consiglio direttivo dell'Intercantonale (Comitato intercantonale di coordinamento delle associazioni italiane della Svizzera francese), riunito il 30 giugno presso la Missione cattolica italiana di Losanna, ha ratificato all'unanimità le scelte prese in occasione della seduta del 2 maggio a Berna. ./.

Il Direttivo ha discusso, approvandolo, il programma d'interventi messo a punto dal nuovo presidente dell'Intercantonale, rallegrandosi per la perfetta riuscita dell'offerta fatta agli emigrati siciliani che questa estate possono rientrare in Sicilia con un volo diretto dalla Svizzera, ad un costo inferiore del 26% rispetto allo stesso prezzo scontato fin qui praticato. Il Direttivo ha pure espresso compiacimento per l'elezione, quale Vice Presidente dell'Uaies (Unione associazioni italiane in Svizzera), del suo consigliere Michele Amato, di Grand-Saconnex (Ginevra), delegato del COES per la Svizzera francese, ed ha discusso la linea che l'Uais sta portando avanti fra l'emigrazione responsabile anche in vista del rinnovo del Comitato Nazionale d'Intesa, approvandola all'unanimità.

Il Direttivo ha poi accolto due proposte: il condono delle quote sociali delle associazioni che si riconoscono nell'Intercantonale, fin qui; e la deliberata rinuncia dell'Intercantonale a sollecitare contributi dallo Stato per le sue attività di forza interassociativa di servizio sociale e di stimolo, per non sottrarre alle singole associazioni operanti nelle circoscrizioni consolari della Svizzera francese possibilità che ad esse vanno finalizzate.

Il Consiglio direttivo dell'Intercantonale ha infine approvato il ritorno della sede dell'organizzazione a Losanna; un passo ufficiale nei confronti dell'autorità italiana in tal senso verrà fatto con il rientro dalle vacanze estive. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale.... **INFORM** .....  
del..... **8-7** ..... pagina.....

UNA SERIE DI INIZIATIVE PER L'ATTUAZIONE DELL'ACCORDO CULTURALE TRA  
ITALIA E LA TUNISIA.-

TUNISI - (Inform).-- Vasto risalto hanno avuto in Tunisia, negli ambienti interessati ai problemi culturali e nella nostra collettività, i lavori della commissione mista incaricata di dare attuazione all'accordo culturale firmato nel settembre dello scorso anno.

Gli accordi conclusi dalle due delegazioni (quella italiana era guidata dall'Ambasciatore Sergio Romano Direttore Generale delle Relazioni Culturali del Ministero degli Esteri e quella tunisina dall'Ambasciatore Ahmed Ben Arfa Direttore Generale della Cooperazione Internazionale) prevedono scambi di esperti nel settore pedagogico, dell'insegnamento superiore, della ricerca tecnica e scientifica, storica e dell'informazione, nonché di delegazioni di scrittori per una migliore comprensione reciproca della cultura dei due paesi. Sono previsti scambi di archivisti ed esperti in documentazione nel campo pedagogico, dello sport e delle attività giovanili, in quello scientifico e storico.

Si promuoverà inoltre in entrambi i paesi la traduzione di opere letterarie italiane e tunisine. Per la collaborazione nel settore musicale e delle arti popolari, scrive al riguardo il "Corriere di Tunisi", è previsto l'invio di gruppi folkloristici italiani al festival di Cartagine e di un complesso tunisino di musica e danza ad uno dei festival italiani. Una compagnia d'arte drammatica italiana parteciperà al festival di Monastir.

L'accordo prevede inoltre il raddoppio del numero delle borse di studio. L'Italia assicurerà tra l'altro ogni anno trenta borse universitarie e post-universitarie di perfezionamento nel campo scientifico e tecnico (elettrotecnica, elettronica, meccanica, architettura, urbanistica, costruzioni). A queste vanno aggiunte le borse destinate ad esperti e professori universitari per "stages" nei vari campi di specializzazione.

Da parte italiana sarà inviato a Tunisi un professore di livello universitario per l'insegnamento di letteratura e civiltà italiana alla Burghiba School. A sua volta la Tunisia darà dieci borse di studio ogni anno per studenti italiani che intendano seguire corsi intensivi di arabo alla Burghiba School. (Inform)



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale... *VARI* .....  
- 8. LUG. 1982 ..... pagina.....

LA STAMPA *f*

### Adozione minori Il Senato vota la nuova legge

ROMA — La Commissione Giustizia del Senato ha cominciato a votare il testo del disegno di legge, elaborato in sede di comitato ristretto, che riforma l'adozione e gli altri istituti del diritto di famiglia relativi ai minori. Sono stati finora approvati tutti gli articoli che disciplinano l'affidamento dei minori.

«L'esame della commissione — ha dichiarato il sottosegretario alla Giustizia Raffaele Lombardi — procede su un testo condiviso dal governo che comprende le disposizioni sull'affidamento, sull'adozione dei minori degli anni 18, sull'adozione internazionale dei minori e quelle relative a disposizioni penali e transitorie. La scelta centrale è costituita dalla previsione dell'adozione legittimante (ex adozione speciale) come unico tipo di adozione per i minori, salvo tre casi eccezionali, e dalla limitazione dell'adozione non legittimante (ex adozione ordinaria) ai soli maggiorenni.

«La scelta fatta — ha concluso Lombardi — è in linea con la convenzione di Strasburgo e con le legislazioni europee più avanzate».

### IL POPOLO *p. 14*

Progetti IRI di cooperazione con Pechino

## Incontro fra Sette e delegazione cinese

ROMA — «Il mutato approccio da parte dell'IRI nel rivolgere la sua attenzione al sistema economico cinese non mira ad obiettivi meramente commerciali, bensì al loro superamento e alla realizzazione di più intense forme di collaborazione reciprocamente soddisfacenti». Lo ha dichiarato ieri il presidente dell'IRI Sette nel corso di un incontro con una delegazione governativa cinese guidata dal vice ministro per i rapporti economici e commerciali con l'estero Wei Yuming.

La delegazione cinese si trova in Italia per l'annuncio programma di intervento del Dipartimento per la cooperazione allo sviluppo del nostro ministero degli af-

fari esteri a favore della Repubblica popolare. Scopo dell'incontro la focalizzazione del progetto carbonifero Tunlan della regione mineraria di Chang XI, messo a punto dall'Italsider. A proposito di tale progetto, Sette ha detto che «il settore delle materie prime è tra i più interessanti per la fattibilità di collaborazione tra i due paesi».

Oggi in Cina esistono possibilità di stimolanti sviluppi in numerosi settori d'interesse dell'IRI: in campo siderurgico, progettazione e fornitura di attrezzature e macchinari; in campo meccanico, forniture per impianti idroelettrici; nelle telecomunicazioni, apparecchiature e centrali di traffico telefonico internazionale.



UN DISEGNO DI LEGGE GOVERNATIVO E UNA PROPOSTA DEL PCI

# Il lavoro degli stranieri, come regolarlo

ROMA - Della possibilità del ricorso a manodopera straniera si parlò per la prima volta in Italia intorno al 1970. Sono passati 12 anni ed adesso i lavoratori stranieri in Italia sono una realtà di cui si deve tener conto. Il fenomeno delle colf di colore ha preso piede fra le classi più abbienti (lo stipendio per le collaboratrici domestiche si aggira sulle 300mila lire al mese).

Da ieri la commissione Lavoro del Senato sta esaminando, in sede referente, il disegno di legge governativo e la proposta comunista. Vediamole nel dettaglio.

**IL DISEGNO DI LEGGE GOVERNATIVO** - Si richiama alla convenzione dell'OIL (Organizzazione internazionale del lavoro) n. 143. L'obiettivo è assicurare ai lavoratori stranieri lo stesso trattamento normativo ed economico di cui godono i lavoratori italiani. I ricongiungimenti familiari sono consentiti solo se si ha la disponibilità di un alloggio adeguato.

Il ministero del Lavoro ha il compito di fissare le direttive di carattere generale in materia di impiego e di mobilità professionale. Il ministero del Lavoro deve anche stabilire i criteri in base ai quali è regolata la programmazione dell'impiego di lavoratori stranieri.

I visti di ingresso in Italia vengono rilasciati dai consolati italiani solo ai lavoratori in possesso di autorizzazione al lavoro. L'autorizzazione viene rilasciata

ro, sempreché il lavoratore sia in possesso di una proposta di contratto di lavoro e non essendo disponibili lavoratori italiani o comunitari. In caso di disoccupazione è prevista l'iscrizione nelle liste di collocamento, ed il rimpatrio se dopo 12 mesi non sia ancora stato trovato un lavoro.

Sanzioni dure sono previste per l'intermediazione ed il reclutamento abusivo. Una circolare del ministero del Lavoro, nelle more dell'approvazione della legge, ha già messo in atto una sanatoria per i lavoratori clandestini, ed ha bloccato, fino all'approvazione della legge, l'immigrazione.

**LA PROPOSTA DEL PCI** - Il Pci propone il ricorso ad accordi bilaterali (secondo la convenzione 143 dell'Oil) in base alle effettive possibilità di lavoro. Rilevazioni periodiche dovrebbero essere fatte dalle Commissioni regionali per l'impiego. Dopo un mese i posti non occupati dagli italiani verrebbero messi a disposizione degli immigrati. L'assunzione nominativa sarebbe possibile solo per i domestici, per gli altri ci sarebbe un'apposita lista.

**COSA NE PENSA IL SINDACATO** - Dice Franco Salvatori, dell'ufficio internazionale della Cgil: «Le due proposte di legge vanno valutate positivamente, ma sono incomplete. Manca per esempio ogni riferimento al problema dei servizi, al problema degli alloggi, della Sanità, della scuola, delle pensioni».





RIUNIONE ALLA FARNESINA SUI PROBLEMI PREVIDENZIALI DEGLI EMIGRATI IN SVIZZERA.-

ROMA - (Inform).- Si è svolta al Ministero degli Esteri, presieduta dal Vice Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali, Ministro Cristofanelli, una riunione interministeriale intesa ad affrontare i problemi previdenziali della nostra collettività in Svizzera. Alla riunione, oltre a funzionari dei Ministeri della Sanità, del Lavoro, delle Finanze e degli Enti previdenziali, hanno preso parte come di consueto i rappresentanti dei Patronati.

Uno dei problemi più importanti era quello di dare attuazione soddisfacente alla convenzione per l'esenzione dalle doppie imposizioni fiscali, affinché i pensionati italiani in Svizzera possano essere esentati alla fonte. Purtroppo la complessità della legislazione italiana e le vigenti procedure amministrative non rendono ancora possibile il conseguimento di questo obiettivo in maniera continuativa. Allo stato delle cose, secondo precisazioni fornite dal Ministero delle Finanze, sarebbe possibile ottenere l'esenzione presentando una domanda corredata da un'apposita documentazione anno per anno. Ciò, evidentemente, complicherebbe ancora di più gli adempimenti che fanno capo all'INPS.

Da parte dei Patronati è stato rilevato che è necessario intensificare gli sforzi per pervenire ad una soluzione perché ora gli emigrati sono costretti a chiedere il rimborso delle imposte pagate in eccedenza ed il rimborso avviene con ritardi notevoli. C'è stato comunque l'impegno per trovare una soluzione sul piano amministrativo.

Per quanto concerne il perfezionamento dei formulari - atteso che quelli attuali hanno come conseguenza quella di pregiudicare i diritti - l'INPS si è dichiarato disposto ad accogliere le indicazioni che formulano i Patronati ed a farle presenti agli organismi previdenziali svizzeri. Il caso riguarda in particolare le mogli invalide dei lavoratori che chiedono la pensione.

Altri problemi giuridici, come quelli della validità dei versamenti volontari italiani oppure del diritto a rendite complementari anche nel caso in cui le mogli dei pensionati abbiano trasferito i propri contributi in Svizzera, stanno trovando o troveranno in seguito una soluzione definitiva in base alle pronunce della magistratura elvetica.

Precisazioni - riferisce l'Inform - sono state fornite in merito all'utilizzo in Italia dei contributi trasferiti dalla Svizzera: si tratta comunque di un problema assai complesso per la cui soluzione i Patronati saranno chiamati nel futuro a dispiegare un'adeguata informazione tra i lavoratori interessati.

Per gli assegni familiari il Ministero degli Esteri ha fornito assicurazioni del suo impegno ad intervenire presso le competenti autorità elvetiche affinché in sede di revisione delle legislazioni cantonali vengano eliminate le discriminazioni ancora vigenti (nozione di carichi familiari, importo delle prestazioni, limiti di età) tra cittadini svizzeri e cittadini italiani.

In materia di assicurazione malattia è stato affrontato il problema dei lavoratori stagionali che ritornano in Italia nel cosiddetto periodo morto, mentre si è preferito in quella sede non entrare nel merito della questione relativa alla riscossione dei contributi malattia dovuti dai lavoratori frontalieri. È stato inoltre espresso l'auspicio che nel futuro si perven-

ad un collegamento più organico tra i sistemi sanitari dei due paesi. Le parti sociali hanno espresso le loro rimostranze per la mancata approvazione di una normativa italiana che permetta di corrispondere l'innalzamento di disoccupazione ai frontalieri italiani rimasti disoccupati. Il rappresentante del Ministero del Lavoro ha precisato che la normativa predisposta dal proprio dicastero è attualmente al vaglio del Consiglio di Stato che ha richiesto un esame supplementare della stessa, ragione per la quale sono slittati i previsti tempi di attuazione. (Inform)

## Interventi alle Camere per i nostri emigrati

Il ministro del Lavoro ha parlato in Parlamento della situazione dei nostri emigrati in Italia e all'estero. Ha sottolineato la necessità di un collegamento più organico tra i sistemi sanitari dei due paesi. Le parti sociali hanno espresso le loro rimostranze per la mancata approvazione di una normativa italiana che permetta di corrispondere l'innalzamento di disoccupazione ai frontalieri italiani rimasti disoccupati. Il rappresentante del Ministero del Lavoro ha precisato che la normativa predisposta dal proprio dicastero è attualmente al vaglio del Consiglio di Stato che ha richiesto un esame supplementare della stessa, ragione per la quale sono slittati i previsti tempi di attuazione. (Inform)

Il ministro del Lavoro ha parlato in Parlamento della situazione dei nostri emigrati in Italia e all'estero. Ha sottolineato la necessità di un collegamento più organico tra i sistemi sanitari dei due paesi. Le parti sociali hanno espresso le loro rimostranze per la mancata approvazione di una normativa italiana che permetta di corrispondere l'innalzamento di disoccupazione ai frontalieri italiani rimasti disoccupati. Il rappresentante del Ministero del Lavoro ha precisato che la normativa predisposta dal proprio dicastero è attualmente al vaglio del Consiglio di Stato che ha richiesto un esame supplementare della stessa, ragione per la quale sono slittati i previsti tempi di attuazione. (Inform)

Il ministro del Lavoro ha parlato in Parlamento della situazione dei nostri emigrati in Italia e all'estero. Ha sottolineato la necessità di un collegamento più organico tra i sistemi sanitari dei due paesi. Le parti sociali hanno espresso le loro rimostranze per la mancata approvazione di una normativa italiana che permetta di corrispondere l'innalzamento di disoccupazione ai frontalieri italiani rimasti disoccupati. Il rappresentante del Ministero del Lavoro ha precisato che la normativa predisposta dal proprio dicastero è attualmente al vaglio del Consiglio di Stato che ha richiesto un esame supplementare della stessa, ragione per la quale sono slittati i previsti tempi di attuazione. (Inform)

## Nuovo accordo sul lavoro degli emigrati

Il ministro del Lavoro ha parlato in Parlamento della situazione dei nostri emigrati in Italia e all'estero. Ha sottolineato la necessità di un collegamento più organico tra i sistemi sanitari dei due paesi. Le parti sociali hanno espresso le loro rimostranze per la mancata approvazione di una normativa italiana che permetta di corrispondere l'innalzamento di disoccupazione ai frontalieri italiani rimasti disoccupati. Il rappresentante del Ministero del Lavoro ha precisato che la normativa predisposta dal proprio dicastero è attualmente al vaglio del Consiglio di Stato che ha richiesto un esame supplementare della stessa, ragione per la quale sono slittati i previsti tempi di attuazione. (Inform)

Il ministro del Lavoro ha parlato in Parlamento della situazione dei nostri emigrati in Italia e all'estero. Ha sottolineato la necessità di un collegamento più organico tra i sistemi sanitari dei due paesi. Le parti sociali hanno espresso le loro rimostranze per la mancata approvazione di una normativa italiana che permetta di corrispondere l'innalzamento di disoccupazione ai frontalieri italiani rimasti disoccupati. Il rappresentante del Ministero del Lavoro ha precisato che la normativa predisposta dal proprio dicastero è attualmente al vaglio del Consiglio di Stato che ha richiesto un esame supplementare della stessa, ragione per la quale sono slittati i previsti tempi di attuazione. (Inform)



Il contributo degli emigrati alla Conferenza nazionale di Torino

L'UNITA'

# La classe operaia in Europa

Che cosa possiamo fare per uscire dalla crisi - Ricerca unitaria della terza via - L'intervento di un operaio del Belgio

9. LUG. 1982

Fra gli oltre 2000 delegati alla Conferenza nazionale degli operai, tecnici e impiegati comunisti, tenutasi a Torino dal 2 al 4 luglio, c'erano pure 14 comunisti italiani emigrati in rappresentanza delle centinaia di migliaia di operai italiani che per motivi di lavoro si trovano all'estero.

Con la crisi economica e sociale che c'è in tutto il mondo gli emigrati italiani stanno vivendo il momento più difficile e preoccupante delle loro travagliatissima storia.

Dei loro angosciosi e difficili problemi si è fatto interpretare il compagno Giuseppe Messina, operaio e membro del Consiglio d'impresa nella fabbrica siderurgica «Gustav Boel» della Louvrière, in Belgio. Con il suo stringato, serio ed appassionato intervento, seguito con molta attenzione da tutti i delegati, Messina ha messo anche in rilievo, il contributo importante dato dai lavoratori italiani in Belgio e in Europa, alle lotte sociali e politiche che ci sono state, in molti paesi, nei primi mesi del 1982.

In Gran Bretagna come in Belgio, egli ha detto, i governi hanno scelto di far pagare il prezzo più alto della crisi alle masse popolari e alla classe operaia, riducendo i salari, congelando la scala mobile e lasciando lievitare in alto i prezzi dei generi di prima necessità. A queste misure inique si sono ribellati la classe operaia e i giovani, ha detto Messina, e in prima fila c'erano i comunisti italiani e i lavoratori emigrati.

I delegati provenienti dall'estero, alla Conferenza rappresentavano le varie realtà dell'emigrazione. Dal Belgio oltre a Messina c'era il compagno Luigi Maglioni, dirigente sindacale, dalla Svizzera c'erano i compagni operai Salvatore Zadda, Antonio Alfonso, Di Tria e Antonio Rizzo, segretario della Federazione del PCI a Losanna, dalla Repubblica federale tedesca c'erano Cipriano Infante e Giacomino Da Re, dal Lussemburgo, Giuseppe Farella e Vincenzo De Tommaso, dalla Francia Aldo Sredaddu e dall'Australia era venuto il compagno Franco Panucci, giovane dirigente del PCI, nato in quel lontano paese. Inoltre per assistere al discorso conclusivo del compagno Enrico Berlinguer, tra la sera di sabato e la mattina di domenica sono arrivate altre delegazioni in rappresentanza di numerose sezioni del PCI. In Svizzera: Bulach, Dietikon, Zurigo, Berna, Bienne, Munchenstein, gui-

date dal compagno Giovanni Farina, segretario della Federazione del PCI di Zurigo. Anche dalla Repubblica federale tedesca il compagno Giorgio Marzi, segretario della Federazione del PCI a Francoforte, era a capo di una numerosa delegazione di comunisti italiani in Germania.

Dell'intervento del compagno Messina si è parlato ampiamente nel resoconto dei lavori sull'Unità di domenica 4 luglio. Io voglio solo sottolineare che dal suo intervento emergeva chiara la consapevolezza dei comunisti italiani emigrati che per uscire dalla crisi e fare affermare in Europa la terza via, anche all'estero, è necessario che si siano forti e combattive organizzazioni del PCI affinché aiutino a costruire l'unità della classe operaia eu-

ropea per far svolgere all'Europa comunitaria un ruolo di pace, di distensione, di mediazione tra i due blocchi contrapposti. Inoltre è necessario che la CEE si impegni per una politica di cooperazione e di collaborazione sul piano economico, sociale, culturale e politico con i paesi del Terzo mondo e con quelli in via di sviluppo.

Nel concludere il suo intervento tra i calorosi applausi dei delegati, Messina ha detto: «Vi ringrazio compagni per il contributo che ci date con le vostre lotte e il vostro sacrificio; la vostra esperienza può servire e serve a noi emigrati e a tutto il movimento operaio europeo per far uscire l'Europa dalla crisi e per fare affermare l'unità dei lavoratori e la ricerca unitaria della terza via».

NESTORE ROTELLA

## Interventi alle Camere per i nostri emigrati

Manifestazione di protesta a Dortmund davanti alla sede del Consolato italiano di numerosi insegnanti italiani che non percepiscono lo stipendio dal mese di aprile. Di fronte a questo inammissibile fatto i compagni on. Conte, Giadresco, Migliorini e Pierino hanno presentato un'interrogazione parlamentare per sapere a cosa ciò sia dovuto e quali provvedimenti il governo intenda adottare per ovviare alle difficoltà in cui versano gli insegnanti italiani residenti nella circoscrizione consolare di Dortmund.

Contro gli speculatori che operano, violando spesso le norme valutarie, sulle rimesse dei lavoratori italiani all'estero, i parlamentari comunisti Giadresco e Conte hanno chiesto al governo nei giorni scorsi quali provvedimenti intenda adottare per garantire il rispetto delle leggi e, al tempo stesso, per assicurare gli emigrati del danno loro arrecato da intermediari senza scrupoli.

Il compagno Armelino Milani al Senato e i compagni Giadresco e Conte alla Camera hanno presentato un'interrogazione al ministro degli Esteri per sapere come mai numerosi ex emigranti, ora residenti in Italia — beneficiari di pensioni ottenute per il lavoro svolto in Argentina — non ricevono da alcuni mesi l'importo della pensio-

ne stessa, il cui importo sembra che risulti bloccato presso la sede del Banco di Napoli di Buenos Aires per decisione del governo argentino a seguito della guerra Falkland Malvine. Molti di questi pensionati, rilevano i parlamentari del PCI, sono spesso privi di altro reddito al di fuori della loro pensione: si chiede quindi un intervento del governo presso la direzione generale del Banco di Napoli a garanzia dell'importo delle pensioni in attesa che il governo argentino revochi l'ingiusto provvedimento.

## Nuova associazione della stampa dell'emigrazione

Il Comitato promotore per la costituzione di una nuova associazione della stampa dell'emigrazione si è riunito a Roma per esaminare e concordare le modalità del congresso costitutivo. Hanno partecipato all'incontro i rappresentanti delle associazioni nazionali degli emigrati FILEF, Istituto Santi, ACLI, UNAIE, ANFE, nonché la CISDE, il CSER e la FMSI (Federazione mondiale della stampa italiana all'estero).

Il congresso si terrà nei giorni 22, 23 e 24 ottobre.



Ferma al Senato da due mesi la legge sui Comitati consolari

# La colpa è di Fanfani?

Forse abbiamo scoperto chi è il responsabile del boicottaggio e dell'insabbiamento della legge sui comitati consolari, che da oltre due anni è ferma al Senato (dopo avere ottenuto il voto unanime di tutti i gruppi alla Camera). Ferma, dapprima, perché DC e PSI decisero di stravolgerne i contenuti, poi perché, nonostante l'avvenuto snaturamento, la maggioranza non ha ancora deciso quando parla in discussione per la definitiva approvazione. Non sapremmo dire se sia vero quel che non pochi parlamentari della maggioranza sussurrano, ma il Presidente del Senato in persona sarebbe impegnato nel boicottaggio.

Confessiamo; anche a costo di apparire degli ingenui, che la cosa ci sorprende. Certo che questa legge dei comitati consolari, così a lungo attesa dagli emigrati e così brutalmente biastata nel

dibattito al Senato, deve avere sollevato le ire di qualcuno abbastanza potente. Tanto potente da ignorare la volontà unanime di un ramo del Parlamento, l'o.d.g. approvato al Congresso della DC, la sollecitazione del Congresso del PSDI, oltre alle prese di posizione delle associazioni degli emigrati, la rivendicazione del PCI (il solo partito che continua ufficialmente a prendere posizione a favore della legge) e le manifestazioni svoltesi il 15 maggio di fronte alle nostre sedi consolari in tutta Europa.

Che sia Fanfani — come dicono — o qualcun altro poco importa. Quello che è certo è che la legge non fa un passo avanti. Eppure non costa un soldo e potrebbe essere approvata in meno di un'ora.

Noi non chiediamo che Fanfani smentisca una «voce». Il presidente del Senato non può certo abbassarsi a raccogliere tutti i pettegolezzi.

Ci mancherebbe altro. Tanto più che ha la possibilità, se vuole, di mettere a posto le cose, chiudendo la bocca ai critici e ai maldicenti. La legge è all'o.d.g. dei lavori dell'aula del Senato senza che sia stabilita la data per la discussione.

On. Fanfani, metta eccanto alla legge la data in cui il Senato sarà chiamato a discuterne e a votare, così avrà messo a tacere tutti coloro che lo coinvolgono in una operazione che gli emigrati non apprezzano. Stabilisca il giorno della discussione, tenendo conto del fatto che se si tira troppo la corda, cioè se si superano le ferie estive, c'è il rischio che venga la crisi, che si finisca alle elezioni anticipate e la legge dei Comitati consolari ritorni ancora una volta a zero. Una situazione di cui gli emigrati si ricorderebbero certamente il giorno delle elezioni.

p.c.

p. 7

L'UNITA'

LA STAMPA

p. 6

## La cittadinanza nei matrimoni con stranieri

GENOVA — La Corte Costituzionale dovrà occuparsi di una questione di legittimità degli articoli 1 e 2 della legge sulla cittadinanza, presentata dall'avvocato Antonio Sulfaro al giudice tutelare di Genova. La vicenda prende avvio dalla richiesta di una donna genovese, Franca Nastasi, di iscriverne sul proprio passaporto il figlio suo e del console messicano a Genova, Hector Blanco Melo. Ma per la legge italiana il figlio minorenne, Fabio, è cittadino messicano, poiché la cittadinanza paterna prevale su quella materna.

Il giudice tutelare di Genova ha trasmesso gli atti alla Corte Costituzionale.

IL TEMPO p. 22

I COLLOQUI DEL SOTTOSEGRETARIO COSTA A WASHINGTON

# Azione congiunta Italia - USA contro il traffico della droga

Washington, 8 luglio. L'Italia si prepara ad organizzare con sempre maggiore efficacia la lotta per stroncare il traffico internazionale di stupefacenti.

Oggi nella capitale statunitense l'on. Raffaele Costa, sottosegretario agli Affari esteri, si è incontrato al Dipartimento di Stato USA con l'assistente segretario Dominic Di Carlo, responsabile per la lotta antistupefacenti.

Nel colloquio, durato quasi tre ore, i due sottosegretari e le loro delegazioni hanno esaminato in profondità le molte forme di rafforzata collaborazione tra Italia e Stati Uniti. Tra que-

ste, il controllo del traffico di eroina verso gli USA, in buona parte attraverso l'Italia e in particolare la Sicilia; la costituzione di uffici d'investigazione italiani nei maggiori Paesi di produzione e traffico di stupefacenti, sul modello dell'ente speciale americano DEA (Drug Enforcement Administration); aiuti coordinati alle organizzazioni internazionali di sviluppo per favorire nei Paesi produttori colture alternative a quelle altamente remunerative di sostanze stupefacenti; e, infine, iniziative contro il costante e rapido aumento del traffico della cocaina che, dopo aver invaso i mercati

americani, si va diffondendo anche in Europa.

«Italia e Stati Uniti — ha detto Costa alla partenza da Washington — lanceranno inoltre un appello congiunto ai Paesi di tutto il mondo, e particolarmente a quelli della Comunità europea, affinché vogliano affiancarsi ad una azione congiunta contro il nemico comune».

La visita di Costa ha fatto seguito ad una mozione recentemente votata dalla Camera dei Deputati italiana che impegna il governo a destinare parte dei fondi per l'aiuto allo sviluppo appunto ad iniziative connesse con la lotta antistupefacenti.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale..... REPUBBLICA  
del..... 2..... 1982..... pagina..... 10.....

*Muta l'equilibrio demografico nel bacino mediterraneo. Quali conseguenze?*

# Italia, ormai è nascita zero Gli immigrati sempre di più

*In Europa sono le donne turche ad avere più figli. Il perché del calo demografico nel nostro paese. Un convegno a Strasburgo per una soluzione comune ai problemi posti dai cambiamenti della popolazione*

di DANIELA PASTI

ROMA — «È fra qualche anno si potrà, per tutta l'Europa, il problema della Turchia». Detta così questa frase, che è risuonata ieri mattina nella saletta dell'Istituto di ricerche sulla popolazione (Irp) ricordava minacciosamente il grido «Mamma li turchi!» che le popolazioni costiere pare si lanciassero come avvertimento quando le vedette avvistavano all'orizzonte le temibili navi nemiche. Ieri invece il significato non era allarmante anche se, in verità, conteneva anch'esso un avvertimento.

Il «problema Turchia» è stato esaminato più da vicino, nel convegno, perché il paese della mezzaluna ha un accordo speciale con la Cee che gli assicura la libera circolazione dei suoi lavoratori negli Stati membri. Ma la stessa situazione rispetto all'Europa si verificherà per tutti gli altri paesi che si affacciano sul bacino mediterraneo: quelli asiatici (Turchia, Cipro, Israele, Siria, Libano) passeranno infatti tra il 1980 e il 2000 da una popolazione di 61 milioni e mezzo a una di quasi 94 milioni, quelli dell'Africa del nord (Egitto, Libia, Tunisia, Algeria, Marocco) da 90 milioni e rotti a 152 milioni. E se queste ultime cifre sono derivate da proiezioni sul futuro andamento della popolazione (calcolate dalla Nazioni Unite) e quindi possono anche nascondere qualche errore (ma i demografi mostrano molta sicurezza al riguardo), quelle che riguardano il mercato del lavoro sono state calcolate sui bambini già nati e quindi hanno la certezza di diventare realtà.

alla sfiducia che hanno le giovani coppie nel mondo moderno, oppure sarà un atteggiamento che obbedisce a scelte, valori e comportamenti profondamente diversi da quelli di una volta e che quindi anticipa un tipo di società anch'essa profondamente diversa? Infine tutto il quadro demografico dell'Europa e del bacino mediterraneo pone dei problemi che sono di natura politica, e che investono direttamente l'Italia.

## Più controllati della Svezia

Il «problema Turchia» come hanno spiegato i demografi riuniti a convegno consiste nell'aumento vertiginoso della natalità in quel paese (che, è bene ricordarlo anche non essendo Europa, fa parte della Nato è associato alla Cee) che si contrappone alla drastica diminuzione registrata in tutti i paesi europei e soprattutto nei quattro più grandi: Italia, Francia, Germania e Inghilterra. Questo cosa significa? «Significa» spiega Antonio Golini direttore dell'Irp «che oggi i paesi europei a più vecchia industrializzazione (tutti tranne la Grecia, l'Italia, la Spagna e il Portogallo) hanno tutti insieme un incremento annuo di persone in età di lavoro di un milione e centomila unità, fra dieci anni questo aumento si sarà cambiato in una diminuzione di 300 mila unità. Negli stessi anni i quattro paesi europei di recente industrializzazione passeranno da un incremento di 637 mila unità a uno di 191 mila. Guardiamo invece la Turchia: da solo questo paese ha un aumento medio annuo della forza lavorativa (calcolato dalla differenza fra chi entra nell'età lavorativa e chi ne esce) di 749 persone, nel 1990 diventerà di 758 mila. Quindi tutta insieme l'Europa avrà una diminuzione della forza lavoro di circa centomila persone l'anno, contro il massiccio incremento turco».

Il convegno dell'Istituto di Ricerche sulla popolazione, che è un neonato organo del Cnr (ieri era al suo terzo giorno di attività) ha organizzato questo convegno in vista della terza Conferenza demografica europea che il Consiglio di Europa ha convocato a Strasburgo per il prossimo settembre. I dati che riguardano l'Italia, e che sono già stati ampiamente analizzati dalla stampa quando sono stati dati i risultati del censimento, questa volta sono stati inquadrati nell'ambito europeo, e il confronto ha suscitato qualche sorpresa. Sorpresa, per esempio, per le tabelle che indicano la fecondità (numero di figli per donna): tutti i paesi europei registrano una diminuzione, e si sapeva che in Italia era molto bassa. Ma chi avrebbe immaginato che siamo negli ultimi tre posti in Europa, subito sopra la Germania, quasi a pari merito con la Svizzera (un figlio e mezzo la donna italiana, contro 1,42 per la tedesca) molto al di sotto della severa e contenutissima Svezia (1,63)? Questo fenomeno, di cui i demografi non cessano di stupirsi (anche ieri mattina grandi esclamazioni di meraviglia), suscita domande che però rimangono senza risposta. Tipo: sarà un «comportamento congiunturale» dovuto alla crisi,

## Aumenterà l'immigrazione

I cambiamenti di equilibrio che si stanno producendo e che saranno più evidenti negli anni prossimi quando si avverteranno di più le conseguenze della diminuzione della nascite nel vecchio mondo avranno infatti una grande influenza sull'immigrazione di mano d'opera dai paesi in via di sviluppo (già ora si calcola che ci siano in Italia più di 700 mila stranieri, in massima parte clandestini) che copre e sempre più coprirà quei settori di lavoro disertati dagli italiani. Fra i lavoratori stranieri si formeranno, prevede Golini, due classi: quelli di serie A, che rientreranno nel contingente di immigrazione che il nostro paese ha fissato nel febbraio scorso, e quelli di serie B, clandestini destinati al lavoro nero, non tutelati, senza diritti. Nello stesso tempo l'aumento di popolazione in questi paesi può far prevedere una maggiore richiesta di beni e di servizi da parte loro e quindi un incremento degli scambi commerciali.

Problemi e domande si sono accavallati nel convegno, verranno riproposti alla conferenza di Strasburgo nella quale, è lecito prevederlo, risuonerà anche l'allarme per la decadenza della civiltà europea. Ma le civiltà si difendono non tanto con il numero di figli quanto con le soluzioni politiche e culturali che sanno trovare nelle situazioni nuove. Riuscirà l'Europa, almeno rispetto a questi problemi, a trovare una politica comune?



Ritaglio del Giornale... (INFORM)...  
 del... 9.7.82... pagina...

LA TUTELA DEI LAVORATORI MIGRANTI NELLA CEE: PROBLEMI E PROSPETTIVE  
UN SEMINARIO-TAVOLA ROTONDA DELL'ITAL-UIL E DELLA FONDAZIONE F. EBERT.

ROMA - (Inform).- I problemi concernenti la tutela degli emigrati nella Comunità europea sono stati il tema di un seminario-tavola rotonda organizzato dall'ITAL, l'istituto di patronato della UIL, e dalla Fondazione Friedrich Ebert. Buona parte dei lavori è stata dedicata all'esame di questioni attinenti la sicurezza sociale.

Su questi aspetti - segnala l'Inform - si è incentrata la relazione del Presidente dell'ITAL Giancarlo Fontanelli, il quale ha sottolineato che la situazione esistente a livello europeo in materia di sicurezza sociale subisce i riflessi negativi della congiuntura economica. In sostanza si verifica questo: in alcuni paesi gli istituti previdenziali usano tutti i mezzi pur di risparmiare, tra cui quello di interpretare restrittivamente le norme poste a tutela degli emigrati contenute in regolamenti comunitari.

Compito del patronato, presente là dove le comunità dei nostri lavoratori sono più numerose, è di impedire che ciò avvenga affinché, ha detto Fontanelli, non siano vanificati dalla prassi burocratica quei diritti così faticosamente conquistati. L'azione dell'ITAL per realizzare questo obiettivo è stata e continua ad essere molto decisa nel sollevare ogni questione d'interpretazione della legge o dei regolamenti a livello di giurisdizioni nazionali e presso la Corte di Giustizia della CEE che negli ultimi anni ha interpretato in senso più favorevole agli emigrati la normativa comunitaria.

Sono seguite le relazioni del dott. Leonardo Cuzzocrea, dirigente del reparto convenzioni bilaterali dell'INPS, che si è intrattenuto particolarmente sulle nuove possibilità nella prosecuzione volontaria dell'assicurazione generale obbligatoria per i lavoratori occupati nei paesi legati all'Italia da accordi di sicurezza sociale, e del dott. Samuele Greco, dirigente del reparto CEE dell'INPS, che ha svolto alcune osservazioni e considerazioni sui contenuti e sull'attuazione delle sentenze della Corte di Giustizia della CEE.

Sulla tutela dei lavoratori stranieri in Germania hanno parlato Holger Quiring, responsabile dell'Ufficio per l'Italia della Fondazione Ebert, Hans Bauer, direttore della Commissione tedesca in Italia dell'Istituto federale del Lavoro. Quiring ha in particolare esaminato il problema dell'integrazione (che è cosa ben diversa dall'assimilazione) degli emigrati delle loro famiglie. E' stata a questo proposito ricordata, come manifestazione di una concreta volontà di far partecipare gli emigrati alla vita politica del paese di residenza, la proposta dell'SPD di riconoscere il diritto di voto agli stranieri nelle elezioni amministrative dopo cinque anni di permanenza nella Repubblica federale tedesca.

Il tema del seminario, che si è svolto presso la scuola di formazione della UIL di Lavinio, è stato successivamente dibattuto in una tavola rotonda presieduta da Nestore di Meola, responsabile del settore emigrazione della UIL. Tra gli altri è intervenuto il Segretario regionale della UIL Franco Fatiga. (Inform)



INIZIATIVE DEL MINISTRO BODRATO PER MIGLIORARE  
L'INSEGNAMENTO DELL'ITALIANO IN FRANCIA

\*.\*.\*.\*

Roma (aise) - L'insegnamento della lingua italiana in Francia, che attualmente riguarda meno di duecentomila alunni occupando il quarto posto tra le lingue straniere piu' diffuse in quel paese, dovrebbe risultare intensificato e meglio distribuito nel prossimo futuro. L'argomento e' stato trattato a Parigi dal ministro della pubblica istruzione italiana, Guido Bodrato, e dal suo collega francese Alain Savary, nel corso di una recente visita dell'esponente di governo italiano in Francia.

I colloqui tra Bodrato e Savary hanno riguardato in modo particolare i meccanismi e gli accordi da realizzare per ampliare l'insegnamento del francese in Italia, attestato tuttavia su ottime posizioni con oltre due milioni di studenti subito dopo l'inglese, e dell'italiano in Francia.

Da parte sua il ministro Bodrato ha fatto rilevare che l'obiettivo prioritario del governo italiano e' quello di riuscire a coprire al meno l'insegnamento dell'italiano a tutti i figli dei nostri lavoratori emigrati che risiedono in Francia.

(AISE)

FORSE VOTERANNO NEL 1986 PER LA PRIMA VOLTA  
GLI IMMIGRATI IN OLANDA

\*.\*.\*.\*

Roma (aise) - Con una maggioranza di due terzi la camera alta, il senato, olandese ha approvato il disegno di legge di revisione per consentire la partecipazione dei lavoratori immigrati residenti alle elezioni amministrative. Il provvedimento era stato gia' approvato in precedenza dalla camera bassa. Con il voto del senato diventa cosi' operativa la legge che permettera' agli immigrati di partecipare alla scelta delle amministrazioni locali. Il provvedimento prevede che sia il ministero degli interni a varare le norme esecutive della legge e, stando alle valutazioni fatte dagli osservatori olandesi, la popolazione immigrata residente avente diritto potrebbe partecipare gia' alle prossime elezioni amministrative de l 1986. L'Olanda e' il terzo paese dopo Svezia ed Irlanda, a concedere il voto amministrativo agli immigrati.



Ritaglio del Giornale... *AISE* .....  
del..... *9.7.82* ..... pagina.....

LE OSSERVAZIONI FORMULATE DALLA CAMERA SUL  
DECRETO PER I CONTRIBUTI ALLA STAMPA ITALIA  
NA ALL'ESTERO

\*.\*.\*.\*.\*

Roma (aise) - Come annunciato nel notiziario di ieri, sia la camera che il senato hanno provveduto mercoledì scorso a formulare il parere, in entrambi i casi favorevole, sullo schema di decreto del presidente della repubblica per i contributi alla stampa italiana all'estero in base alla legge 416 dell'81 noto come riforma dell'editoria. Mentre era stato possibile conoscere subito l'unica osservazione fatta dalla commissione interni del senato, quelle espresse dalla commissione interni della camera si sono potute conoscere solo stamani.

Ecco il testo del resoconto della seduta di mercoledì dalle quali risultano appunto tali osservazioni:  
"Riferisce il deputato Anna Maria Vietti, relatore, proponendo la esternazione di un parere favorevole condizionato quanto all'art.1 alla sostituzione nel primo comma del generico riferimento alla "stampa italiana", con quello ai "giornali e riviste italiani", al tresì precisandosi la nomina della commissione ivi contemplata con apposito decreto del presidente del consiglio dei ministri, e la sua Presidenza da parte del sottosegretario di stato alla stessa Presidenza del consiglio dei ministri, provvisto di delega per i problemi dell'editoria; quanto al n.1 dell'articolo 2, alla introduzione della qualifica "italiani" dei giornali e delle riviste cui si fa riferimento, altresì precisandosene la possibilità di stampa anche in Italia; quanto all'articolo 3, alla sostituzione della ripartizione delle ultime due cifre ivi indicate (rispettivamente 100 e 200 milioni) in modo paritario (1/3 e 1/3); quanto all'articolo 6, alla soppressione dell'inciso "in regola con la legge sul bollo" e alla aggiunta, al termine del primo periodo del primo comma, della previsione di presentazione a mezzo posta, contemporanea alla precedente, delle domande ivi contemplate anche al servizio dell'editoria della presidenza del consiglio dei ministri; quanto alla tabella contemplata in allegato 2, alla previsione in essa di una parte specifica funzionalizzata ad appurare i modi e i canali di trasmissione degli stampati (quotidiani e periodici) all'estero, e gli stessi paesi esteri nei quali essi vengono inviati.

*6.1.*  
*2*

Dopo interventi dei deputati: Enrico Gualandi, il quale esprime l'esigenza di assicurarsi che i contributi di cui all'articolo 2 siano destinati ad editori italiani e non esteri; Nello Balestracci, il quale esterna il contrario avviso che la precisazione allo stesso articolo 2 teste suggerita alla commissione non debba essere intesa come limitativa della concessione dei contributi previsti dalla legge nei confronti anche di editori esteri di giornali e riviste in lingua italiana con le caratteristiche precisate nello stesso articolo al n.1); Marte Ferrari, che propende per la opinione del collega Gualandi e Peraltro sottolinea in particolar modo l'opportunità di introdurre la cautela rappresentata dalla modifica alla tabella allegato 2, teste prospettata, la Commissione approva all'unanimità il parere proposto dal relatore".

(AISE)

INTERVENTO DELLA CONFEDERAZIONE EUROPEA  
DEL SINDACATO CONTRO IL DILAGARE DELLA  
DISOCCUPAZIONE IN EUROPA

\*.\*.\*.\*.\*

Roma (aise) - Dopo aver largamente superato il tetto dei dieci milioni di disoccupati, la comunità europea continua a far registrare una costante tendenza all'incremento della popolazione senza lavoro. In questo quadro la confederazione europea dei sindacati è intervenuta nei giorni scorsi per chiedere dei cambiamenti sostanziali nella politica economica, in generale, ed occupazione, in particolare, dei governi nazionali della cee. Il comitato esecutivo dell'organizzazione dei sindacati europei, che raccoglie 36 sindacati nazionali di 14 paesi, ha diffuso una nota nella quale si rileva che i dati della disoccupazione europea dimostrerebbero sufficientemente le lacune degli impegni di numerosi governi e istituzioni europei che pretendono che le politiche che essi perseguono combattano la disoccupazione. In realtà - aggiunge la nota della Ces - non è in gioco soltanto il futuro di milioni di individui, ma anche quello stesso della nostra società".

(AISE)

AVANTI

Ritaglio del Giornale.....  
del.....10.10.1962.....pagina.....9



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

L'Incontro con gli italiani di Lilla, di Valenciennes, di Duau, di Denain, di tutta questa vasta regione della Fiandra, il Nord-Pas-de-Calais, ha anche concluso la visita di Pertini in Francia. Una conclusione ricca di significati. Lilla con la sua regione è una delle terre dove più numerosa è stata in passato l'emigrazione italiana, ma anche terra finiterra ottimamente socialista da quasi un secolo. Il primo sindaco socialista di Lilla venne eletto nel lontano 1896. Da allora, salvo l'interruzione dell'occupazione

LILLA, 9 — «In Germania, in America, dove vivono 25 milioni di cittadini di origine italiana, ovunque sono andato, nella stessa Algeria, e qui, a Lilla, dove oggi mi trovo, tutti quanti mi hanno fatto le lodi degli italiani. Io sono orgoglioso di questo, perché voi siete i migliori rappresentanti all'estero dell'Italia, gli ambasciatori più veri del nostro Paese, perché dimostrate ogni giorno agli stranieri, i quali talvolta ricamano delle leggende sul popolo italiano, che queste leggende sono false, e dimostrate che gli italiani sanno lavorare duro, sanno vivere onestamente, e sono di animo gioioso e allegro». E' questa la conclusione del breve discorso di ringraziamento pronunciato questa mattina da Sandro Pertini nella Prefettura di Lilla, dove pochi minuti prima era stato accolto dai fragorosi battimani di una delegazione di emigrati italiani in questa regione, con alla testa un gruppo di minatori delle miniere di carbone di Lens, che gli avevano donato una vecchia lampada da miniera.

territorio che la circonda sono socialisti. Ed è a questo che ieri sera, pronunciando a braccio un bel discorso pieno di affetto e di ammirazione nei confronti di Pertini, si è riferito l'ultimo sindaco lilliese, che è anche il primo ministro francese in carica Mauroy, insieme all'omaggio agli italiani che «hanno partecipato con il loro lavoro allo sviluppo e al progresso della regione. Essi hanno saputo guadagnare con il loro coraggio e con la loro grande capacità — ha ancora detto Mauroy — il rispetto e l'amicizia di Lilla».

Parliamo dunque ancora di questa comunità italiana, che, senza raggiungere le dimensioni di quella di Parigi, di Lione, di Marsiglia, è pur sempre una delle più numerose della Francia in questa regione di confine dove temperamento e atmosfera intrecciano l'impronta francese ai forti annunci del nord dell'Europa, con le sue case di mattoni rossi a vista, e dove le tracce del gotico diventano austere, con il carattere severo degli abitanti.

Conclusa a Lilla la visita del presidente della Repubblica in Francia

# Pertini tra i minatori

## “Ecco l'Italia migliore”

dal nostro inviato ALBERTO NINOTTI

Una comunità, quella italiana, giunta qui a due ondate nel due topoguerra, dapprima veneti e friulani, poi gente del sud, Abruzzi e Puglie soprattutto. Che ha saputo integrarsi in una regione che ormai, almeno nei confronti dell'Italia, non reca più tracce di razzismo. Lavoratori del settore tessile e delle miniere di carbone, oggi in crisi, ma gli italiani hanno sofferto meno di altri la piaga della disoccupazione, che li ha colpiti per una media del 4,7 per cento contro il 28 per cento che è l'allarmante media generale.

D'altra parte, la comunità italiana, che nel 1962 contava oltre 37 mila componenti, oggi è scesa a 26 mila. Molti sono stati assimilati, altri sono rientrati in Italia e non sono stati rimpiazzati.

Ho parlato con alcuni di questi emigrati. Una storia per tante. Quella di Enrico Michela, 75 anni, di origine piemontese, di Agliè, riparato qui nel Trenta per sfuggire al fascismo. Mi racconta di quando Nenni venne a Lilla, e il sindaco socialista di allora lo accolse. Io nutri, lo fornì di mezzi e lo accompagnò a piedi fino alla vicina frontiera belga, dodici chilometri, da dove Nenni intendeva raggiungere in quel momento altri esuli a Bruxelles.

Per gli italiani di Lilla e della regione circostante l'Italia è un sentimento, il punto di riferimento della loro identità più profonda, che di rado si spezzetta nella memoria della regione di origine. E' anche per questo che alcuni si lamentano di non poter avvicinare Pertini, e i socialisti di non potergli dire quanto sia importante per loro che in Italia ci sia un presidente socialista. Sentimenti che si accompagnano, come avviene anche altrove, alle lagnanze nei confronti delle autorità consolari, alle quali si chiedono probabilmente aiuti e assistenza che in otto o dieci, quanti sono i funzionari del consolato, non sempre possono essere assicurati. Ma il problema esiste, e la buona volontà non è sufficiente.

Ma al di sotto del malumore, e anche delle rivalità fra le diverse associazioni — qui ve ne sono

settantina, di cui venti nella sola Lilla — c'è il bisogno di Italia che è emerso dall'ondata di profondo affetto e di orgoglio che ha accolto Pertini, compresi, come sempre, i complimenti personali lanciati con stile diretto e col «tu»: «Pertini, sei formidabile».

Il filo di viaggio di Pertini in Francia è dunque chiuso, ancora una volta positivamente per il Presidente, che stamani, prima di incontrare la collettività italiana, ha visitato il museo delle Belle Arti di Lilla, ricco di opere di varie epoche, ma le migliori riguardano gli arazzi di Fiandra, e una stupenda collezione di ceramiche in gran parte della regione.

E, ancora, gli ultimi auguri, sia pure un po' tardivi, per il suo quarto anniversario al Quirinale. Fra gli altri, quello dei giornalisti al seguito: il loro omaggio, più affettuoso che scherzoso, è stato un pallone da foot-ball, firmato da tutti noi, come fossimo i campioni del Mundial. Pertini ha capito, ha sorriso. Anche la passione con cui segue questi campionati lo avvicina agli italiani.



## Fanfani: ecco perché è bloccata la legge sui comitati consolari

Riceviamo, e volentieri pubblichiamo, una lettera del sen. Fanfani in risposta ad un articolo apparso sull'Unità del 9 luglio in cui veniva denunciato il ritardo nell'approvazione della legge sui comitati consolari, ferma da due mesi al Senato.

*Onorevole Direttore,*

a proposito dei presunti ritardi nella discussione in Senato del disegno di legge sui comitati consolari, in un corsivo pubblicato dall'Unità di stamani ci si domanda, fin dal titolo, «La colpa è di Fanfani?»

Pur apprezzando la rinuncia del corsivista a chiedere che il Presidente del Senato smentisca una «voce» per non abbassarsi — come egli scrive — «a raccogliere tutti i pettegolezzi», desidero offrire ai lettori del quotidiano da Lei diretto elementi per un fondato giudizio, al fine di evitare che si convalidino dubbi sulla correttezza del funzionamento del Senato.

E le precise notizie che posso dare circa l'iter del disegno di legge sui comitati consolari sono le seguenti:

a) l'esame preliminare del provvedimento in questione, da parte della Commissione Affari Esteri del Senato, si è concluso il 10 marzo 1982;

b) l'apposita relazione

(S. 855/A) è stata presentata alla Presidenza del Senato il 27 aprile 1982;

c) nelle diverse riunioni che la Conferenza dei capigruppo del Senato — organo al quale compete la formazione dei programmi e dei calendari dei lavori dell'Assemblea — ha tenuto nel mese di maggio e nella prima metà del mese di giugno, nessun Presidente di Gruppo ha richiesto l'inserimento del disegno di legge nei predetti atti di programmazione dei lavori;

d) soltanto nella riunione dei capigruppo del 17 giugno 1982, il presidente del gruppo parlamentare della DC, senatore De Giuseppe, ha proposto l'inserimento del provvedimento nel programma dei lavori in corso. Essendo stata subito accolta tale proposta, il disegno di legge, da quella data, risulta regolarmente iscritto nel programma dei lavori del Senato; il suo inserimento in uno dei prossimi calendari quindicinali dell'Assemblea dipenderà dalle decisioni che la stessa Conferenza dei capigruppo del Senato riterrà di adottare avuto riguardo al quadro complessivo degli impegni politici e legislativi del Senato.

Cordiali saluti.

AMINTORE FANFANI



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale... U.A.R.I. ....

del.....pagina.....

### Emigrazione: riunione ambasciatori italiani in paesi Cee

BRUXELLES — Un migliore inserimento degli emigrati italiani nei paesi Cee di residenza sarà l'oggetto di un incontro, lunedì a Bruxelles, tra il sottosegretario agli esteri, Mario Fioret, e gli ambasciatori italiani nei paesi della Comunità.

Gli argomenti all'ordine del giorno vanno dal ruolo dei comitati consolari alla possibilità per gli emigrati di partecipare alle elezioni amministrative nei luoghi di residenza. Si esamineranno anche il problema dell'aggiornamento della legge 153/71, che regola l'assistenza scolastica ai figli degli emigrati, e quello delle possibili ripercussioni, in materia di migrazioni all'interno della Cee, dell'allargamento della Comunità alla Spagna e al Portogallo.

FIORINO

p. 3

### Quattro Br presi in Libano?

TEL AVIV, 9 — Quattro brigatisti rossi sarebbero stati catturati dai soldati israeliani nel campo profughi di Ein Hilweh nel corso delle operazioni militari in Libano. La notizia, riportata dall'Ansa, è stata diffusa da Radio Gerusalemme. Un alto ufficiale dei carabinieri sarebbe giunto in Israele per ottenere l'extradizione dei terroristi. Oltre ai quattro italiani, sarebbero stati catturati sei giapponesi appartenenti all'«Armata rossa», quattro irlandesi dell'Ira e quattro tedeschi della «Baader Meinhof». I portavoce militari israeliani hanno finora smentito le insistenti notizie sulla cattura di brigatisti.

LA STAMPA

p. 7

### Bloccata un'altra imbarcazione

## sono già 18 i pescherecci sequestrati dalla Tunisia 1000 marittimi disoccupati

MAZARA DEL VALLO — Un motopeschereccio Ciclamino, di 199 tonnellate di stazza, dell'armatore Vito Giannone, con undici uomini a bordo, è stato sequestrato da una motovedetta della Tunisia nel Canale di Sicilia, al largo dell'isola tunisina Kallitima, e scortato a Biserta. Il comandante, Nicolò Bonanno, e i dieci marittimi sono stati dichiarati temporaneamente in arresto, per pesca illegale nelle acque territoriali tunisine. Il «Ciclamino» sale a diporto il numero dei pescherecci della flotta di Mazara del Vallo sequestrati. Le autorità della Tunisia hanno chiesto il pagamento di riscatti che oscillano intorno a cento milioni di lire per unità. Intanto a Mazara del Vallo,

dove la forzata inattività dei diciotto motopescherecci ha lasciato senza lavoro più di trecento marittimi, si attendono con apprensione gli sviluppi delle trattative per la costituzione di società miste italo-tunisine per la pesca nel Canale di Sicilia.

REPUBBLICA

p. 9

LA GAZZETTA DEL MEZZOGIORNO p. 7

### Torna in Italia la moglie del dirottatore

COLOMBO — Anna Aldovrandi, la moglie del cittadino dello Sri Lanka protagonista del dirottamento dell'aereo dell'Alitalia diretto da Roma a Tokio, ha lasciato Colombo per tornare in Italia insieme al figlio.

Poco prima della partenza la donna si è recata a fare visita un'ultima volta in carcere al marito. Sepala Ekanayake aveva dirottato il «jumbo» italiano per ottenere di ricongiungersi con la famiglia, chiedendo un riscatto di 300.000 dollari.

L'ambasciatore italiano a Colombo ha dichiarato che la Aldovrandi ha cooperato con il ministero degli esteri per ottenere il rilascio degli ostaggi.



Ministero degli Affari Esteri  
 DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
 E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale..... **CORRIERE DELLA SERA** .....  
 del..... 10. LUG. 1982 ..... pagina..... 3.....

COME SI VIVE NELLE GRANDI AREE URBANE DEL MEZZOGIORNO

# Napoli, città delle contraddizioni

La realtà meridionale si affacciano nuove categorie sociali, soprattutto giovanili, che chiedono cultura, spettacoli e divertimenti - Ma intanto i più poveri e gli emarginati sono in cerca di «padroni» e «protettori» - In Irpinia, nei cantieri della ricostruzione, si incontrano operai jugoslavi e del Terzo Mondo e pochissimi disoccupati partenopei

**POLI** - La galleria...  
 to l'ex salotto na...  
 no, brulica ogni sera...  
 ccette nere - Marocchi...  
 nini - Altpinti - somali...  
 to più donne - che si...  
 appuntamento qui do...  
 la giornata di lavoro...  
 colf e cameriere, in mi...  
 di famiglie della città...  
 pinia dove l'occupazio...  
 ficiale è diminuita, so...  
 rrivati a lavorare nei...  
 eri della ricostruzione...  
 i jugoslavi, del nord...  
 del Terzo Mondo e po...  
 mi disoccupati napole...  
 ni quali circola la bat...  
 vogliono il posto, non il...  
 o. All'ufficio di collo...  
 to di Napoli (105 mi...  
 di sussidi a fondo per...  
 nell'81) per 1374 richie...  
 avviamento sono stati...  
 mati 2689 iscritti: 505...  
 o rifiutato l'occupazio...  
 ferta, 284 sono risultati...  
 osciuti all'indirizzo da...  
 stessi dato per iscriversi...  
 iste e ritirare il suss...  
 A San Giuseppe Vesu...  
 o, dove invece lavorano...  
 dai bambini ai vecchi...  
 n gigantesco -emporio...  
 nerso- delle confezioni...  
 na media di tre automo...  
 per famiglia. Stereo e...  
 isori a colori sono en...  
 anche in migliaia di...  
 si - del centro storico...  
 -mondiali - è apparso il...  
 registratore e lo scu...  
 eo con moto giapponese...  
 ta a rate non è più una...  
 ità. Nel Casertano si...  
 un panorama milane...  
 un'area di piccole e me...  
 industrie di trasforma...  
 e sulle grandi rotte auto...  
 dali.

IL MESSAGGERO

12. LUG. 1982

N. 4

## Fuorigrotta in Germania. L'ambasciatore: «Questa volta i più forti siamo noi»

**BONN** - «Niente da fare, abbiamo lottato, ma gli italiani hanno più tecnica, sono più forti». Questo il succo dei commentatori tedeschi della radio e della televisione sulla vittoria degli azzurri. E la superiorità italiana è stata riconosciuta anche dalla popolazione, che ha accettato senza protestare l'entusiasmo della collettività italiana che sta esplodendo in tutte le città.

A Colonia, il Zugweg, la strada dei ristoranti italiani, che già fin da sabato sera era stata trasformata in una via di Fuorigrotta con striscioni azzurri e un gran numero di televisori sul marciapiede, è esplosa subito dopo il gol della sicurezza di Altobelli. Poi, al fischio di chiusura, sono cominciati i caroselli. Gioia, commozione degli italiani, che per un giorno sono padroni della città e gridano, cantano. Nelle altre grandi città i punti spontanei di raccolta sono state le sedi diplomatiche. Davanti all'ambasciata di Bonn è stato offerto spumante e sekt tedesco a tutti quelli che si radunavano ad esprimere il proprio entusiasmo. «Siamo amici, ma una volta tanto siamo superiori noi» ha esclamato l'ambasciatore Ferraris ad un anziano sportivo tedesco che gli porgeva i complimenti per la squadra italiana.

A Bonn il ritrovo principale degli italiani è stato l'Italexpress di Bad Godesberg da dove è stato dato il via al corteo per le strade della città. Scene analoghe sono avvenute dappertutto. A Francoforte, il Consolato generale italiano è stato circondato da centinaia di persone che gridavano la loro gioia per la vittoria, mentre caroselli di macchine a clacson spiegato e con le bandiere tricolori sul tetto hanno percorso i principali quartieri della città. Quasi tutti gli italiani che lavorano in Germania (600 mila con le famiglie), hanno visto in gruppo la partita nei loro locali di ritrovo. Poi, tutti in strada per una notte folle.

Omnia



*L'incredibile vicenda di una giornalista italiana invisa alla democrazia cristiana tedesca*

## Se non è discriminazione questa...

di ELENA MARINUCCI

Questa storia potrebbe avere un titolo: «Quando il giornalista è donna, è italiana, è di sinistra». Di fronte a questo titolo temo però, che anche un «progressista» esclamerrebbe: «Siete afflitte da mania di persecuzione!», e rifiuterebbe di sentire la storia. Così, per poterla raccontare ed essere ascoltata, converrà riferire i fatti e lasciare ai lettori il giudizio.

Chissà che a quel punto anche quel «progressista» non finisca per dire: «Ma questa è una discriminazione bella e buona!»

Dunque, nel 1964 una giornalista italiana di nome F.M. inizia un rapporto di lavoro dipendente come redattrice nella A.R.D. ufficio del Bayerische Rundfunk, studio di Roma.

Per dieci anni F.M. è l'unica redattrice che produca servizi di attualità politica per il telegiornale con apparizioni sul video, in onda in tutta la Repubblica Federale di Germania.

Dieci anni sono lunghi e F.M. è molto brava, lavora molto: in un solo anno, nel 1969, presenta 62 servizi televisivi, 39 New Extra, 5 Weltspiegel e inoltre collabora ad altre trasmissioni e questo le assicura una grande popolarità fra gli ascoltatori della A.R.D.

Nel '72 arriva un direttore «politico» e tuttavia F.M. continua a fare regolarmente tutti i servizi di attualità per il telegiornale che non fa il direttore: è infatti, secondo una espressione tipica dell'organizzazione azien-

dale della A.R.D., il «secondo uomo negli uffici di Roma, ed è quindi incaricata di sostituire il direttore quando è assente».

Nel 1977 arriva un nuovo direttore: il signor Feller. Con il suo arrivo, gradualmente e progressivamente, F.M. comincia ad essere emarginata.

Beneficiario di quanto, giorno per giorno, va perdendo F.M., è un «terzo uomo», un uomo da poco arrivato e che non è neanche un redattore, ma un collaboratore: il signor M.W. Gli spazi del signor M.W. si allargano nella misura in cui quelli di F.M. si stringono.

Iniziano anche le censure: un servizio di F.M. sui corazzieri del Quirinale viene tagliato: la parte tagliata riguarda i soldati italiani durante la guerra e tendeva a valorizzarne dal lato umano il comportamento in difesa del loro paese; forse il servizio vedeva le cose con occhi troppo italiani?

Lentamente, ma inesorabilmente, F.M. viene tagliata fuori dai rapporti con i redattori e i direttori in Germania. Le sue proposte passano attraverso la mediazione del signor Feller e vengono sempre più raramente accolte. Lavora sempre meno. Il pubblico in Germania protesta e raccoglie 1.200 firme sotto una petizione con la quale si chiede alla A.R.D. di far tornare F.M. sul video, e fra le firme ci sono quelle di parlamentari, ministri, giornalisti, dirigenti sindacali, spettatori, ecc.

Finalmente arriva la questione politica: in una lettera le viene spiegato delicatamente, ma fermamente, che «l'immagine che lei ha dato del PCI, del significato e della funzione del PCI, copre sicuramente solo una parte delle valutazioni e dei giudizi riguardo a questo partito: F.M. non si occupa di politica, ma suo marito è un dirigente molto noto del Partito Comunista Italiano. Un articolo sul giornale della sera di Monaco spiega: «La signora Magnani era da tempo una spina nel fianco della C.S.U.»: il signor Feller è un noto esponente della C.S.U.!

Come non intitolare allora la storia: «Quando una giornalista è donna italiana e di sinistra?» Ma la giornalista, il cui nome è Franca Magnani, non si arrende, e inizia un giudizio di lavoro che prende davanti la Pretura di Roma. Io credo che siamo tutte con lei perchè è italiana, perchè è donna, perchè è di sinistra. Perchè è una professionista seria e preparata. Perchè non chiede che di lavorare e mantenere il suo «status» professionale.

Perchè deve avere tutta la solidarietà, per resistere e non rinunciare, così come vorrebbe chi le dice: «Ma se le cose non le stanno bene, perchè non se ne va?».

Perchè né lei né nessuna donna se ne deve andare a casa, a meno che essa stessa non lo voglia.



Insegnante italiano nato e cresciuto in Germania

## Non può diventare tedesco perché è un filo-marxista

DAL NOSTRO CORRISPONDENTE

BONN — Un giovane insegnante italiano, nato e cresciuto in Germania, non può diventare cittadino tedesco. La polizia di Friburgo, dove Hendrikk Sergio Guzzoni di 26 anni abita, ha respinto la sua richiesta perché «mancano le basi per una naturalizzazione, che sono una «spontanea e duratura dedizione alla Germania e fede nel libero ordinamento democratico».

Sergio Guzzoni, figlio di uno scienziato italiano che vive a Berlino e di una signora tedesca, docente di filosofia all'università di Friburgo, è sospetto di «dipendenza intima da ideologie totalitarie», è detto nella lettera che la polizia ha inviato al giovane. La sua «colpa» è l'appartenenza alla lega di studenti marxisti Spartakus. Negli ultimi anni si presentò, senza successo, come candidato nel parlamento studentesco dell'u-

niversità della lista di Spartakus che peraltro è autorizzata e ammessa ufficialmente alle elezioni.

Il Guzzoni, abilitato all'insegnamento della lingua tedesca e della storia, decise nell'autunno scorso di lavorare in una scuola della sua città. Scopersene che doveva essere pubblico funzionario, e per diventarlo, doveva essere cittadino tedesco. Pertanto chiese la naturalizzazione che normalmente viene concessa a coloro (pochissimi, in verità) che la chiedono, a meno che non siano proprio analfabeti o che abbiano precedenti penali. Lui le carte le aveva più che in regola, essendo tra l'altro nato e cresciuto in Germania.

Il curioso è che la sorella di Sergio, Judith Weria, anche lei nata in Germania, è diventata pubblico ufficiale, avendo avuto l'accortezza di chiedere la cittadinanza tedesca a 18 anni, prima

di avere il tempo di esprimere opinioni politiche. E Judith, ha tutt'e due le cittadinanze, l'italiana e la tedesca, un privilegio negato ai cittadini di sesso maschile. Anche per questo Sergio si sente discriminato.

Nel prendere posizione sul rifiuto comunicato a Guzzoni dalla polizia, il ministero degli Interni del Baden-Wuerttemberg, a Stoccarda, ha detto di avere le mani legate, le naturalizzazioni sono competenza del «servizio di difesa della Costituzione (controspionaggio) e questi ha deciso che lo Stato non può essere obbligato a fare proprio cittadino chi rifiuta l'ordine costituito e lo combatte». Quest'ultima affermazione — sostiene Guzzoni — è «campata in aria»; nessuno lo ha mai interrogato, egli appoggia la Costituzione «in pieno e attivamente», come dimostra il suo curriculum. **Tito Sansa**

FIORINO

10. LUG. 1982

## «Tagli» sociali in Germania

BONN — Non si è ancora spenta l'eco delle polemiche tra socialdemocratici e liberali per il compromesso sul progetto di bilancio federale 1983 (250,5 miliardi di marchi, +1,9% nominale rispetto al 1982), che già Schmidt e Genscher pensano a ulteriori tagli nella spesa sociale. E' difficile dire se tali piani sono realizzabili dopo la minaccia sindacale di prendere «adeguate misure» contro il bilancio 1983.

Schmidt e Genscher hanno suscitato la netta impresioe, parlando mercoledì sera in televisione, che il governo ha tutt'altro che concluso l'esame delle possibilità di consolidare ulteriormente i bilanci sociali. Sono emerse però divergenze tra Schmidt e Genscher circa lo «spessore» dei tagli. I socialdemocratici stanno comunque spostandosi verso posizioni che fino a qualche mese fa soltanto i liberali potevano coprire con disinvoltura, per esempio nella questione del settimana lavorativa di 35 ore, che ora anche Brandt ha definito del tutto illusoria.

p. 15



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

SOLE 24 ORE

Ritaglio del Giornale.....

del.....10.....1982.....pagina.....3.....

### Le ricchezze di Maputo (Esportazioni per prodotto in valore - milioni di \$)

	1973	1980
Cajù (anacardo)	35	66
Oli vegetali	9	60
Gamberi e pesce	5	32
Zucchero e derivati	20	28
Tè	8	21
Copra	8	9
Cotone	40	8
Legname	10	6
Sisal	6	4
Carbone	—	4
Agrumi	1	3



I dirigenti del Frelimo aprono all'Occidente

# Nel Mozambico vincono le Coop

La corsa alle commesse delle imprese italiane è guidata dalla Lega. Firmati contratti per 350 milioni di dollari

(DAL NOSTRO INVIATO)  
MAPUTO — Da diversi mesi a questa parte Samora Moisés Machel, presidente della Repubblica Popolare del Mozambico, è impegnato in un carosello di visite ufficiali che toccano con sempre maggior frequenza Paesi occidentali. I problemi lasciati dai portoghesi nell'ex-colonia, abbandonata sette anni fa dopo la "rivoluzione dei garofani", sono gravi e tutt'altro che vicini a una soluzione. L'analfabetismo supera il 90%, mancano i quadri intermedi, c'è carenza di materie prime con cui alimentare le industrie, la fame miete vittime, la guerriglia impedisce lo sfruttamento completo delle risorse.

Non stupisce perciò che, in un periodo economicamente negativo per l'Urss e i suoi alleati, il Frelimo (Frente de Libertação de Moçambique) guardi ad Occidente. Tanto che le prossime visite di Samora Machel avranno come destinazione l'Olanda e la Gran Bretagna. Un segno del mutamento di rotta — forse non del tutto gradito ai sovietici, che qui dispensano aiuti militari e logistici, ma in cambio gestiscono la pesca e la commercializzazione dei minerali — è l'accordo militare siglato in aprile con il Portogallo, un tempo nemico numero uno. L'apertura verso partners occidentali è recente, spesso legata agli aiuti e alle linee di credito, ma non si può escludere una reciproca convenienza nell'immediato futuro. Sventolando un marxismo indipendente da Mosca (il Mozambico partecipa alle riunioni del Comcon solo come "osservatore"), il Frelimo sollecita l'interesse europeo verso il Paese. E nei progetti di sviluppo tecnico e commerciale l'Italia occupa un posto di primo piano. A dimostrarlo è la visita di Samora a Roma nell'ottobre scorso, prima tappa ufficiale in Occidente, se si escludono quelle nei Paesi scandinavi. Ma lo di-

mostra ancor meglio la massiccia presenza di medici, insegnanti, tecnici e imprese italiane in tutti i settori chiave. Una "mappa" completa delle attività italiane è difficile da comporre anche con l'aiuto del nostro ambasciatore, Patrizio Schmidlin e dei suoi collaboratori. E' comunque il caso di citare la Lega delle Cooperative, che già prima dell'indipendenza aveva dato il suo appoggio

al Frelimo e che attualmente opera nei settori dell'agricoltura, delle costruzioni e delle dighe. La presenza della Cmc e della Lega rappresenta spesso un "passaporto" per altre imprese italiane, riunite in consorzio che hanno acquisito importanti commesse. E' l'opera dei "cooperantes" nei settori della sanità, della scuola e dell'informazione ha meritato ampi riconoscimenti da parte del-

le autorità di Maputo, aprendo le porte ad altre società. La collaborazione ora si estende — grazie all'Accordo quadro di cooperazione scientifica e tecnica firmato dal ministero degli Esteri — dalla ricerca geologica all'elettricità, dalle opere edili all'università, dagli ospedali all'agricoltura, dall'informazione alla televisione, dalle ferrovie alle attività portuali, dalla pesca alle telecomunicazioni, dalla chimi-

ca alla metallurgia, dalle dighe al settore legno. Eni, Fiat, Condotte d'Acqua, Bonifica, Consultel (Stet), porto di Genova, Sae, Snamprogetti, Vossloh, Cmc, Italstrade, Sadelmi-Cogepi, Ansaldo, Italimpianti, Agip, carbone, Cooptecnital, Iri, Sedel, Insud, Montedison, Efim, Fata e altre società e consorzi stanno lavorando o preparando studi in Mozambico.

Fra i progetti principali in corso di realizzazione va citato, per l'importanza che riveste nell'economia locale, un ambizioso programma di sviluppo integrato nella regione del Sabié-Incomati. Lo studio, opera della società Bonifica, prevede la realizzazione di 30.000 ettari di agricoltura irrigua, 160.000 ettari di aziende nooecologiche, 52 industrie, urbanizzazione per 90.000 persone, reti stradali e telefoniche, scuole, ospedali e altri servizi sociali. L'area interessata, a 130 km. da Maputo, rappresenta per il Paese un polo di sviluppo di estrema importanza, specialmente per sanare i problemi alimentari della capitale. Gli investimenti nei prossimi anni dovrebbero toccare gli 800 milioni di dollari e saranno preceduti dalla costruzione della diga di Corumana, sul fiume Sabié, un contratto da 140 miliardi di lire assicurato nel novembre scorso al consorzio Novoco (Condotte - Bonifica - Lega Cooperative).

In definitiva i nostri rapporti economici con la Repubblica mozambicana si possono valutare in 350 milioni di dollari. In parte si tratta di contributi del dipartimento per la Cooperazione allo sviluppo (ministero degli Esteri), in parte di aiuti alimentari e di crediti agevolati. Ma gli sviluppi possono dimostrarsi validi, poiché a Maputo, da qualche tempo, si parla con insistenza di joint-ventures che garantirebbero il ritorno degli investimenti. Investimenti preziosi per il Mozambico e potenzialmente preziosi anche per l'Italia, visti i soddisfacenti risultati ottenuti finora e dato il crescente interesse italiano per il carbone, i metalli e il cotone. Quindi, in prospettiva, la tabella delle principali fonti di valuta pregiata per il Mozambico potrebbe arricchirsi — grazie all'Italia — con le voci "minerali", "elettricità" e "trasporti".

R. C.

Roberto Capezzuoli

## Un forziere di minerali strategici

(DAL NOSTRO INVIATO)  
QUELIMANE — Le ricchezze minerarie del Mozambico sono in gran parte ancora da scoprire. Al carbone e alle pietre preziose si potranno presto aggiungere metalli di eccezionale interesse strategico. Le prospezioni indicano la presenza di rame, nickel, bismuto, vanadio, litio, wolframio, niobio, tantalio, cromo. L'importanza delle ultime voci di questo sommario elenco deriva dal fatto che la loro disponibilità è tuttora concentrata in pochissimi Paesi. Nel sottosuolo c'è dunque un patrimonio ancora da sfruttare, il cui inventario completo si dovrà alle ricerche di una dinamica società italiana, la Aquater, del gruppo Eni.

Nata nel 1978 dalla fusione di Idrotecnico, Geotecnico ed Ecosol, la Aquater sta cogliendo significativi successi, tanto che le sue attività all'estero — in campo geologico, idrogeologico e geotermico — hanno contribuito per il 62% al fatturato complessivo della compagnia. Ai lavori in Italia, Gran Bretagna, Germania, Pakistan, Libia, Somalia, Azzorre, si agguinceranno presto altri cantieri, in Kenia, a Gibuti, in Mauritania, nello Zimbabwe, nel Madagascar e nel Lesotho. Quindi il contratto che lega la Aquater al Mozambico non si può considerare «di spicco» dal punto di vista finanziario, né per la società, né sull'insieme delle attività italiane nell'ex-colonia portoghese. Le prospettive che esso presenta sono però tali da suscitare il massimo interes-

Il Mozambico ha infatti affidato alla Aquater il compito di realizzare la cartografia geologica del Paese e la prospezione mineraria preliminare nelle province di Zambezia e Nampula, un'impresa che interessa complessivamente 48.000 chilometri quadrati e che sarà condotta a termine nel novembre 1983, a 39 mesi dall'inizio ufficiale dei lavori.

In questo impegno la Aquater si avvale della consulenza di professori universitari italiani e di mezzi tecnici sofisticati, come il «quantometro», un apparecchio computerizzato in grado di analizzare contemporaneamente fino a 36 elementi diversi. Le 16 roulotte, i 6 camion e le 19 Land Rover fanno della base operativa un campo modello, organizzatissimo, dove anche la gestione delle scorte è affidata al computer. Tutto questo in un Paese che alle mancanza di organizzazione attribuisce i problemi maggiori.

E i primi rilievi sono risultati estremamente soddisfacenti sotto vari punti di vista. Il successo dei geologi italiani è testimoniato dai contatti presi dalle autorità di Maputo perché i lavori di cartografia geologica siano estesi alle province settentrionali di Niassa e Cabo Delgado, vaste quanto la metà dell'Italia. Un riconoscimento notevole, se si considera che nel Paese lavorano quasi 250 geologi di varie nazionalità. Il successo più significativo sta però nei risultati preliminari, che indicano la presenza di una varietà insospettata di minerali. L'Italia (in particolare la Samim, che con Snamprogetti

e Agip controlla la Aquater) è quindi nella posizione migliore per chiedere al Governo mozambicano uno sfruttamento congiunto delle risorse, che permetterebbe di creare un «serbatoio» di metalli strategici, diversificando le fonti di approvvigionamento e limitando i rischi dovuti alla nostra totale dipendenza dall'estero nel delicato settore dell'industria metallurgica e delle leghe speciali.

Il lavoro degli italiani a Quelimane mostra dunque prospettive che vanno ben oltre la semplice commessa estera, che peraltro ha il suo punto dolente proprio negli aspetti finanziari: il contratto firmato nel 1980 prevede infatti quasi 14 milioni di dollari (valore corrente) così suddivisi: 11,1 milioni di dollari in prestito agevolato (al 7,5%); 1,5 miliardi di lire messi a disposizione dal dipartimento Cooperazione allo Sviluppo del ministero degli Esteri italiano; 62 milioni di meticai (circa 1,7 milioni di dollari al cambio attuale) del Governo mozambicano.

In pratica l'onere maggiore pesa sull'Italia, ma l'investimento in questo caso si può considerare valido e potrebbe produrre reciproci vantaggi. Al Mozambico, perché i minerali promettono di divenire una voce determinante dell'esportazione, e all'Italia, che può assicurarsi un fornitore alternativo di metalli strategici, purché i contatti tra i due Governi sfocino in joint-ventures che garantiscano uno sfruttamento congiunto.



Si prospetta finalmente il varo di una legge che regoli il lavoro degli stranieri emigrati in Italia.

Si tratta, a quanto sembra, di circa 700 mila persone, che debbono essere equiparate ai lavoratori italiani per quanto concerne i loro diritti; al tempo stesso, tuttavia, visto che nel nostro paese vi sono due milioni e mezzo di italiani disoccupati, occorre regolare l'immigrazione per impedire che lavoratori stranieri entrino in concorrenza con i nostri concittadini per il posto di lavoro.

Il 22 giugno scorso si è riunita al Senato la Commissione lavoro per mettere a punto la disciplina che regolerà in Italia l'occupazione di lavoratori subordinati extracomunitari e le immigrazioni clandestine. Di essa facevano parte un rappresentante del governo, alcuni senatori e gli esperti delle confederazioni sindacali. Finalmente, dopo anni, sembra che il provvedimento legislativo stia per giungere in porto.

Il sindacato si prodiga da tempo per fare approvare una legge in grado di sanare una realtà che è divenuta inammissibile per l'Italia e ribadisce, quindi, l'esigenza di affrettarsi per realizzarla. Non c'è bisogno di leggere i giornali o di contattare altri media per poter percepire il problema dell'immigrazione: da diverso tempo, camminando per strada, siamo abituati a vedere persone di colore, o comunque palesemente provenienti dal Terzo

## LAVORO NERO DEGLI STRANIERI: PRESTO VIETATO CON UNA LEGGE...

di Giovambattista Galbo

mondo che, altrettanto palesemente, non si trovano qui come turisti, ma come lavoratori addetti alle mansioni più semplici. Ad un'analisi superficiale il fenomeno di queste presenze risulta alquanto strano per noi, per il motivo che ci siamo sempre distinti come produttori di emigrazione ed anche perché le cifre ufficiali ci dicono che abbiamo circa due milioni e mezzo di disoccupati.

In tale contesto il problema degli immigrati, che attualmente vengono stimati sulle 700 mila unità, può diventare molto delicato e può generare ulteriori preoccupanti squilibri e contraddizioni nel paese. L'esigenza fondamentale emersa quindi dal dibattito della Commissione Senato è quella di programmare e di regolarizzare gli ingressi degli stranieri in Italia; di fare uscire dallo sfruttamento e dal racket quelli che vi lavorano; di impedire, infine, che il lavoratore straniero sia diretto concorrente di quello italiano.

L'unico modo per poter sanare questa situazione, che ogni giorno diviene sempre più pesante, sembra essere, sia per la proposta

governativa, sia per quella presentata dalla sinistra indipendente e sia per il sindacato, quello di equiparare i diritti dei lavoratori stranieri a quelli degli italiani. Così vi dovrebbe essere un controllo preciso e maggiore sui lavoratori immigrati e, al contempo, sul mercato del lavoro nazionale in genere, poiché l'attività lavorativa sarebbe garantita agli stranieri solo dopo aver soddisfatto le richieste dei nostri cittadini. C'è da sottolineare, infine, che questa legge si distingue nettamente da quelle operanti in altre nazioni europee, come ad esempio l'Inghilterra e la Svizzera, in particolar modo, che tendono soprattutto a differenziare più che a equiparare i diritti dei lavoratori stranieri dai loro.

Ora c'è solo da sollecitare una corretta «messa a punto» delle norme ed una loro approvazione entro tempi strettissimi; altrimenti un ulteriore elemento destabilizzante peserà sulla nostra già provata società.



INSEGNAMENTO DELL'ITALIANO NEL MONDO

# Usted habla italiano? No, le scuole all'estero sono poche e malconce

di Anna Pizzo

ROMA. La diffusione della cultura italiana è affidata agli «istituti italiani di cultura all'estero», che dipendono dal ministero degli affari esteri.

Il direttore di un istituto culturale dovrebbe essere un operatore culturale, un giornalista, un direttore di casa editrice, un intellettuale, un uomo di teatro o di spettacolo, uno scrittore. In molte nazioni europee, la scelta avviene tra questi personaggi in grado di garantire un spessore intellettuale ampio e articolato ad un settore che altrimenti rischierebbe solo di essere arido. E poi, naturalmente, ci tengono a fare «bella figura all'estero».

Per l'Italia non è così: gli operatori culturali altro non sono che presidi di scuola media o presidi di licei di provincia; purché, naturalmente, conoscano le lingue. Questi, ben lieti di essere chiamati a funzioni più prestigiose di quelle che normalmente ricoprono, e soprattutto di percepire stipendi molto più alti che in Italia, partono volentieri per uno dei settantuno istituti culturali sparpagliati per il mondo.

In Francia, per esempio, le cose vanno diversamente. Gli esperti del settore hanno capito che un'efficace politica culturale significa anche prestigio politico, sviluppo economico e turistico. Potere, insomma.

Molti paesi hanno da tempo provveduto alla diffusione della loro cultura, hanno capito quanto il consolidarsi culturale corrisponda ad un radicamento di fatto. Così in Francia, i diplomatici vengono scelti tra gli uomini di cultura, poeti, filosofi, letterati e in Italia c'è il diplomatico di professione, oppure un alto funzionario del ministero degli esteri; burocrati dalle maniere impeccabili, quel che comunemente si intende per «uomo d'ambasciata». L'importante sembra essere l'assidersi comunque una rete di buoni docili esecutori di ordini.

Non c'è quindi da stupirsi se nelle ambasciate delle più prestigiose capitali estere compaiono mostre di pittura a livello di parrocchia o vengono organizzati concerti di compositori sconosciuti anche in Italia. Ma ci sono le direttive della Farnesina: «Arriva il tale, intellettuale di professione, molto amico del tal altro...». E si organizza la «serata» in suo onore. Questa approssimazione culturale è uguale anche per gli istituti di insegnamento. Gli insegnanti che decidono di tentare la carta dell'emigrazione, arrivano nelle città loro assegnate, con i livelli più disparati di preparazione. La prassi, per insegnare all'estero, è fare domanda al ministero degli esteri, fornire un curriculum dettagliato degli studi, delle abilitazioni, delle pubblicazioni: dare, insomma l'impressione di non essere l'ultimo precario in cerca di prima occupazione.

Molti fanno domanda perché lo considerano un'esperienza stimolante: svolgere per alcuni anni il loro lavoro fuori dai confini italiani, confrontarla con quella degli altri paesi, progredire. Per i «migliori» tra loro ci sono le sedi più ambite: Parigi, Bonn, Londra, New York.

Per gli altri, rimangono quelle dove non vuole andare proprio nessuno: la Somalia, il Sud Africa, l'Oceania. E' proprio di un paio di giorni fa la notizia che anche in Olanda si istituiranno scuole per i figli dei lavoratori italiani. Circa 865 alunni italiani, sui più di duemila che frequentano in quel paese le elementa-

ri, potranno usufruire di una vera e propria scuola italiana, con programmi che verranno concordati tra le due nazioni.

C'è poi il «lettore», assunto dallo stato italiano per l'insegnamento nelle università straniere.

Ma in cosa consiste esattamente questa professione, e come viene reclutato il personale, che inquadramento ha?

Esistono delle graduatorie, simili a quelle delle scuole di istruzione secondaria; non è necessario alcun titolo specifico oltre la laurea. Fortunatamente, le graduatorie vengono spesso ignorate o aggirate, dando così modo ad un numero non esiguo di lettori, assai più qualificati, di venir assunti direttamente dalle università straniere con una nomina che, solo in seguito, il ministero degli esteri ratificherà. Questo, però, significa, ancora una volta, rischio di clientelismo e il non poter contare su un'organizzazione in grado di garantire scelte libere e valutazioni di merito; ovvero, il «potere» del ministero nei confronti di un numero di docenti che si fa ogni anno maggiore.

Il numero delle richieste per insegnare all'estero, conferma la Farnesina, è in continuo aumento. E non solo perché si ha diritto ad uno stipendio e ad un punteggio doppio di quelli italiani e neppure, probabilmente, perché l'unica cosa che veramente aumenta in Italia ogni anno è il numero degli insegnanti precari, ma soprattutto perché il nostro paese, per molti giovani non è più culturalmente stimolante.



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

**500 docenti  
non docenti  
vagano  
per il mondo**

primo intervento di carattere attivo per tentare di sanare la situazione sempre più difficile del personale docente e non precario, estero, risale al 30 luglio 1973. La legge 477 prevedeva, infatti, all'articolo dei decreti delegati, «non per il personale insegnante e insegnante delle istituzioni culturali all'estero».

Il decreto fu però respinto dalla Camera dei conti; il motivo, sempre lo stesso: si trattava di una legge che costava troppo. Con la legge n. 19 del 19 maggio 1975, fu rinnovata la delega, che, però, venne nuovamente respinta dalla stessa Camera dei conti con ordinanza del 10 aprile 1976.

Lo stesso anno, ancora il 1976, fu presentato dal governo un nuovo disegno di legge (atto del sen. n. 723), che però decadde per il rinvio anticipato delle ca-

corre ricordare che il personale docente e non docente, occupato nei istituti italiani all'estero, è ripetutamente escluso da tutti i provvedimenti di immigrazione in cui hanno invece usufruito i dipendenti in Italia, che hanno

volvemente modificato il proprio status» e il proprio reddito dal 1973.

Il 17 settembre 1980 venne presentato al Senato il disegno di legge n. 1, che avrebbe dovuto marciare pari passo con il corrispondente disegno n. 1112, riguardante l'immigrazione in ruolo del personale docente in Italia e all'estero. Mentre il disegno di legge 1112, passato alla Camera con il n. 2777 è già, dal maggio scorso, diventato legge dello stato, il Ddl 1111, passato alla Camera con il numero 2776 e approvato in commissione ristretta, sembra non debba mai arrivare al tavolo: si parla ancora di «alto mare» e l'iter che ha davanti a sé è ancora assai lungo. Gli istituti italiani all'estero sono in tutto 71: 33 in Europa, di cui 5 in Germania (ma solo 2 in Inghilterra), 11 in Asia, 10 in Africa, 17 nelle due Americhe, 2 in Oceania.

Sono distribuiti male: sino a qualche anno fa, ad esempio, negli Stati Uniti c'era il solo istituto di New York; adesso ne esiste uno anche a San Francisco.

Dipendono tutti dal Ministero degli affari esteri, la Farnesina, e, più esattamente, dalla direzione generale per la cooperazione culturale, scientifica e tecnica.

I rapporti tra i 1500 docenti e non docenti precari dipendenti, appunto, dal ministero per gli affari esteri, sono aleatori e, a volte, conflittuali. Per questo, in ogni Paese, a seconda del rapporto di forza e delle capacità professionali, ma soprattutto dei fondi che il ministero mette a disposizione, si hanno scuole che funzionano meglio o scuole che sopravvivono appena.

## INTERVISTA

### «Perché a 65 anni non siamo nemmeno sicuri della pensione»

ROMA. R.S. insegna, come precaria già da alcuni anni, in una scuola italiana in Germania. Non vuole essere citata con il suo nome per esteso perché, dice lei stessa «sono in mano, io come tutti gli insegnanti che lavorano all'estero, ad un potere feudale-mafioso che mi costringe ad accettare le condizioni che mi offrono senza possibilità di discussione».

Con altri millecinquecento insegnanti e personale non docente precario sparpagliato in tutto il mondo, è stanca di aspettare che «qualcosa» cambi, che il governo italiano si decida ad interessarsi di loro: «Purtroppo, sparsi come siamo in tutto il mondo, e pochi, in confronto alle centinaia di migliaia di docenti e non docenti dipendenti dal ministero della pubblica istruzione — dice — non siamo, fino ad ora, riusciti a far valere i nostri diritti. Così, siamo rimasti l'unica categoria statale che aspetta da quasi trent'anni (dal 1954) l'immigrazione in ruolo». Eppure, Sandro Pertini ha affermato, in una recente intervista a *Der Spiegel*: «Gli insegnanti italiani che si occupano della scolarizzazione dei figli dei nostri emigrati devono avere gli stessi diritti dei loro colleghi in Italia».

I precari all'estero non sono, oltretutto, insegnanti poco qualificati; sono tutti abilitati con i vecchi esami e non — ci tengono a dire — con i semplici corsi abilitanti. Da molti anni, nella loro esperienza di insegnamento all'estero, hanno addirittura acquisito un supplemento di qualifiche e di competenze. Tutto questo, però, non viene loro riconosciuto.

«C'è gente con più di 65 anni — continua R.S. che non sa se e come potrà andare in pensione. Senza il passaggio in ruolo, infatti, non è possibile la ricostruzione della carriera».

«E poi — si lamenta l'insegnante — ci sono infiniti episodi di angherie subite, di intimidazioni, licenziamenti ingiustificati, improvvisi trasferimenti da un continente all'altro, di cui è responsabile la politica di intimidazione applicata, con mano pesante e sistemi indegni di un paese civile, da parte dei funzionari responsabili del ministero degli affari esteri».

«L'inadempienza del governo, che si nasconde dietro il dito del contenimento della spesa pubblica, non è solo frustrante e dolorosa per gli interessati, ma ha effetti deleteri su uno dei fondamentali problemi dell'emigrazione, che è appunto — afferma l'insegnante — quello della scolarizzazione dei figli degli emigranti. Ma soprattutto — conclude — si risentirà, a lungo andare, sull'intera politica culturale del governo italiano». Per questo, se non verrà modificata nelle prossime settimane la loro situazione, il personale docente e non docente all'estero tramite le organizzazioni sindacali, ha stabilito di indire uno sciopero che «paralizzierà — sostengono — le istituzioni culturali italiane in tutto il mondo».

«Siamo stanchi — conclude R.S. — di rinvii e, certamente, non aspetteremo l'inizio di un nuovo anno scolastico».



Ne ha parlato l'assessore veneto Boldrini al sottosegretario agli Esteri, Fioret

# Le Regioni vogliono ristabilire un contatto con gli emigrati

I problemi relativi alla presenza delle Regioni presso le comunità italiane all'estero, l'opportunità di una legge quadro nazionale in materia di emigrazione, l'istituzione di un fondo nazionale e regionale per i problemi del settore: sono queste alcune delle questioni che l'assessore veneto Anselmo Boldrini ha esposto, a nome delle regioni, al sottosegretario agli Affari Esteri Mario Fioret, in un incontro alla Farnesina a Roma con gli assessori regionali all'emigrazione. L'intensificazione dei contatti tra governo e Regioni era del resto un'esigenza già emersa durante la conferenza nazionale delle Regioni e delle consulte all'emigrazione tenutasi a Venezia nel maggio scorso. Boldrini, esponendo le linee d'intesa che le Regioni intendono seguire nel settore dell'emigrazione, si è soffermato su numerosi altri problemi, fra i quali quelli connessi alla modifica della legge n. 153 del 3/3/1971, al censimento e all'anagrafe degli emigrati, alla cittadinanza e al ruolo dei connazionali all'estero e soprattutto alla partecipazione effettiva delle Regioni nel Comitato interministeriale dell'emigrazione.

È stata pure sottolineata — come informa un comunicato — la disponibilità delle Regioni per una partecipazione tecnica in sede di formulazione di una legge quadro nazionale per il settore. L'assessore veneto ha infine illustrato lo stato dei lavori del gruppo interregionale, incaricato di elaborare una legge tipo che disciplini, con omogeneità e uniformità, gli interventi regionali in materia. Nella discussione sono intervenuti fra gli altri i rappresentanti della Puglia, del Lazio, della Toscana, del Trentino-Alto Adige e della provincia autonoma di Bolzano. Nel suo intervento il sottosegretario Fioret ha reso noto il programma che il ministero intende portare avanti sulle questioni evidenziate nel corso dell'incontro, assicurando che saranno indette altre riunioni con le Regioni, con le quali il governo vuole intrattenere costanti rapporti di stretta collaborazione.

FIORINO, 11. LUG. 1982 *P. 13*

La produzione cerealicola mondiale per il 1982 subirà una leggera flessione; secondo il rapporto mensile della Fao «Prospettive Alimentari» la produzione mondiale di cereali sarà infatti compresa tra i 1.470 ed 1.590 milioni di tonnellate. Particolarmente deteriorato — precisa il rapporto — il raccolto di grano in Unione Sovietica dove il clima asciutto di maggio e giugno ha compromesso sia il raccolto invernale

A STAMPA 11. LUG. 1982

Fotografie e cimeli in un museo aperto in Valle d'Aosta

## Storie di emigranti spazzacamini

DAL NOSTRO INVIATO SPECIALE

**RHEMES ST-GEORGES**  
— Couëtse, gâillo, boueuille. Tre parole incomprensibili e quasi impronunciabili per chi non conosce l'argot degli spazzacamini valdostani. Eppure questi tre vocaboli sintetizzano con efficacia l'appartato e quasi scomparso mondo dei «ramoneurs». Couëtse era lo spazzacamino-padrone che per secoli fino a una trentina d'anni fa ha superato, a piedi, le Alpi per andare in Francia e in Svizzera a pulire i camini di ricchi e meno ricchi.

Nel lungo e massacrante viaggio di fine estate lo seguivano uno o due gâillo, ossia apprendisti: bimbettini di sette, otto, nove anni «prestati» dalle famiglie al matre ramoneur per pochi soldi e qualche cibo destinato all'inverno. Padrone e garzone cominciavano la loro marcia di lavoro in compagnia della boueuille, ossia della cassetta in legno piena di aghi, fazzoletti, coltelli, pettini, rasoi, almanacchi. Era

merce da vendere Oitralpe in cambio di denaro per arrotondare i guadagni. E con i ramoneurs c'erano raspe, rago, ginocchiere e culatte, atrezzi appiccicati all'uomo come fossero la sua pelle.

Un mondo scomparso, o quasi. Un capitolo di sociologia diventato materia da museo. E il museo c'è. In una stanza del piccolo e lindo municipio di Rhêmes St-Georges si sta allestendo l'arredamento che ospiterà una settantina di pezzi e decine di fotografie che documentano l'insolito e dimenticato lavoro degli spazzacamini. Il tutto sarà pronto alla fine di agosto quando la mostra sui ramoneurs della Valle di Rhêmes avrà concluso il suo giro didattico organizzato da Guido Corniolo, animatore culturale della Regione autonoma e da Georges Martin, studioso del folclore valdostano e autore di un pregevole libro sugli spazzacamini (Musumeci editore).

Al momento, infatti, l'intero

materiale che costituirà uno dei più originali musei di cultura «minore» sta girando i centri della Vallée. L'itinerario didattico è cominciato nel novembre scorso a Aymavilles; in questi giorni è esposto nella biblioteca di Torgnon; finirà il 25 agosto a Introd. «Dappertutto riscuotiamo successo», ci tiene a sottolineare Guido Corniolo. «È un'ulteriore prova che i valdostani vogliono riscoprire la loro storia e difenderla», fa eco Georges Martin.

Gli spazzacamini valdostani non orientavano la loro bussola soltanto a Nord, ma scendevano anche a Sud, che per loro era poi il Piemonte. Torino e la ricca Biella erano le mete preferite, ma non mancano esempi di ramoneurs in altri centri più piccoli piemontesi. Anche nel «viaggio al Sud» arrivavano con l'inseparabile scatoletta in legno piena di offerte. In più c'era qualcosa: tante ciocche di capelli femminili ta-

gliate alle donne della Valle di Rhêmes e rivendute, a caro prezzo, a signore della città.

A proposito del viaggio degli spazzacamini a Torino, la mostra ci fa conoscere un particolare significativo: nell'800, in una via di Torino, ha agito per anni la «Pia Opera degli spazzacamini», ossia un ente morale che offriva doccia, pranzo e consigli di un prete a chi chiedeva ospitalità. La Pia Opera era a quel tempo l'unica sussistenza sociale per questi lavoratori. Non ce n'era esempio neppure nell'avanzata Svizzera dove i ramoneurs valdostani giravano di casa in casa con il cilindro in testa. Era la loro divisa. Da cui la domanda che ogni moglie valdostana faceva al suo uomo, ai tempi delle partenze: «Quest'anno cilindro o prete?».

Dalle risposte si capiva la scelta geografica dello spazzacamino. Le statistiche, però, non ci hanno tramandato le preferenze.

Edoardo Ballone



LICENZE RELATIVAMENTE ALL'ATTIVITA' DA SVOLGERE NEL TERRITORIO NAZIONALE;

C) PRESENTARE DOMANDE DI ISCRIZIONE, VARIAZIONE O CANCELLAZIONE PRESSO LE CAMERE DI COMMERCIO O GLI ORDINI PROFESSIONALI.

IL CONSIGLIO CHE SI PUO' DARE AGLI EMIGRATI - COME GIUSTAMENTE INDICA 'INCONTRI' - E' CHE TUTTI COLORO CHE MANTENGONO COMUNQUE DEGLI INTERESSI ECONOMICI IN ITALIA SI PREMURINO DI RICHIEDERE L'ATTRIBUZIONE DEL NUMERO FISCALE.

LA RELATIVA DOMANDA, DA COMPILARSI SU APPOSITO FORMULARIO, (MODELLO AA4/4), DEVE ESSERE SOTTOSCRITTA DALL'INTERESSATO, O DAL SUO RAPPRESENTANTE LEGALE, E PRESENTATA ANCHE A MEZZO DI PERSONA INCARICATA, PRESSO QUALSIASI UFFICIO DISTRETTUALE DELLE IMPOSTE DIRETTE IN ITALIA.

AGLI EMIGRATI E' CONSENTITO DI UTILIZZARE FOTOCOPIE DEL MODELLO AA4/4 CHE POSSONO ESSERE RICHIESTE PRESSO I CONSOLATI.

SI PRECISA INFINE CHE GLI EMIGRATI ISCRITTI NELL'A.I.R.E. (ANAGRAFE DEGLI ITALIANI RESIDENTI ALL'ESTERO) DOVRANNO INDICARE, QUALE RESIDENZA, IL COMUNE D'ISCRIZIONE, AGGIUNGENDO L'INDICAZIONE 'AIRE' NELLA CASELLA RISERVATA ALL'INDIRIZZO. (F.S.)

PER IL VOTO DEGLI ITALIANI ALL'ESTERO  
=====

BELLUNO, LUGLIO (ASCA) - AD INIZIATIVA DEL LIONS CLUB BELLUNESE, DELL'ASSOCIAZIONE NAZIONALE ALPINI, DELL'ASSOCIAZIONE EMIGRANTI BELLUNESI, SI E' SVOLTO UN CONVEGNO SUL TEMA 'IL VOTO DEGLI ITALIANI ALL'ESTERO'.

UNA SERIE DI RELAZIONI E DI INTERVENTI HANNO RIPROPOSTO LE POSIZIONI CHE SI SONO DELINEATE ANCHE IN CAMPO NAZIONALE: E' CIOE', FAVOREVOLI AL VOTO I DEMOCRISTIANI, SOCIALDEMOCRATICI, REPUBBLICANI, LIBERALI, MISSINI; FAVOREVOLI IN LINEA DI PRINCIPIO MA SCETTICI SULLE POSSIBILITA' DI PRATICO ESERCIZIO DEL VOTO SONO I SOCIALISTI E, PIU' ANCORA, I COMUNISTI.

TRA GLI INTERVENUTI, L'ON. FERRUCCIO PISONI, PRESIDENTE DEL COMITATO PERMANENTE PER L'EMIGRAZIONE DELLA COMMISSIONE ESTERI DELLA CAMERA, HA ESPRESSO UN GIUDIZIO FAVOREVOLE ALLA PROPOSTA DI LEGGE ARMELLA (DI CUI LA COMMISSIONE AFFARI COSTITUZIONALI DELLA CAMERA HA VARATO IN SEDUTA PLENARIA IL PRIMO ARTICOLO) CHE PREVEDE L'ESERCIZIO DEL VOTO PER CORRISPONDENZA DEGLI ITALIANI ALL'ESTERO.

LE CONCLUSIONI DEL CONVEGNO SONO STATE TRATTE DAL DOTT. GUGLIELMO MASSANI, DEL LIONS INTERNATIONAL, CHE HA RIBADITO LA INDIFFERIBILITA' DEL RICONOSCIMENTO DI VOTO PER I NOSTRI EMIGRATI. (F.S.)



Ministero degli Affari Esteri  
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio del Giornale... ALCA .....  
del..... 12.7.52 ..... pagina.....

PRESENTANDO TALI DOCUMENTI L'ALUNNO VIENE AMMESSO, 'ANCHE NEL CORSO DELL'ANNO SCOLASTICO', ALLA CLASSE CORRISPONDENTE A QUELLA STRANIERA, SALVO DIVERSA DECISIONE CHE IL DIRETTORE DIDATTICO O IL PRESIDE POTRANNO PRENDERE, SENTITA LA FAMIGLIA, NEL CASO DI DIFFICOLTA' DI INSERIMENTO.

PER QUANTO, POI, RIGUARDA I TITOLI DI STUDI UNIVERSITARI CONSEGUITI ALL'ESTERO, NON ANCORA SI E' GIUNTI AD ACCORDI PRECISI. TUTTAVIA LE AUTORITA' ACCADEMICHE ITALIANE ESAMINANO CASO PER CASO TENENDO IN CONSIDERAZIONE GLI STUDI FATTI E GLI ESAMI SOSTENUTI E POSSONO DICHIARARE IL TITOLO DI STUDIO CONSEGUITO ALL'ESTERO COME EQUIPOLLENTE A TUTTI GLI EFFETTI AL CORRISPONDENTE TITOLO CONSEGUITO NELLE UNIVERSITA' E ISTITUTI ITALIANI, OPPURE POSSONO AMMETTERE L'INTERESSATO A SOSTENERE GLI ESAMI DI LAUREA, CON DISPENSA, TOTALE O PARZIALE, DAL SOSTENERE ESAMI DI PROFITTO.

GLI INTERESSATI, SIANO ESSI CITTADINI ITALIANI O CITTADINI STRANIERI, DEVONO PRESENTARE LA DOMANDA E LA DOCUMENTAZIONE RICHIESTA DIRETTAMENTE AL RETTORE DELL'UNIVERSITA' PER IL TRAMITE DELL'AUTORITA' CONSOLARE ITALIANA.

TENENDO PRESENTE CHE LE DOMANDE DEVONO PERVENIRE ALLE UNIVERSITA' NON OLTRE IL 20 OTTOBRE, GLI INTERESSATI DOVRANNO RIVOLGERSI COL DOVUTO ANTICIPO AL COMPETENTE CONSOLATO. LA STESSA PROCEDURA ANDRA' SEGUITA DA COLORO CHE INTENDESSERO ESSERE ISCRITTI IN ANNI INTERMEDI DI CORSI DI LAUREA ITALIANI. (F.S.)

LA DENUNCIA DEI REDDITI PER GLI EMIGRATI  
=====

ROMA, LUGLIO (ASCA) - IL LAVORATORE EMIGRATO NON E' TENUTO A DENUNCIARE IN ITALIA I REDDITI PERCEPITI ALL'ESTERO.

SE POSSIEDE IN ITALIA REDDITI DA FABBRICATI O TERRENI SUPERIORI ALL'IMPORTO NETTO DI LIRE 360.000 O QUALSIASI ALTRO REDDITO SOGGETTO AD IMPOSTA, E' TENUTO A PRESENTARE DENUNCIA ENTRO IL 31 MAGGIO DI OGNI ANNO, DIRETTAMENTE O TRAMITE UN INCARICATO, USUFUENDO DEL MODELLO 740 CHE PUO' ESSERE RICHIESTO ANCHE PRESSO I CONSOLATI ITALIANI.

SI RICORDA A QUANTI DOVRANNO PRESENTARE DENUNCIA DEI REDDITI IN ITALIA L'OBBLIGO DI RICHIEDERE IL NUMERO DI CODICE FISCALE. NON TUTTI I CITTADINI SONO PERO' OBBLIGATI A RICHIEDERE L'ATTRIBUZIONE DEL NUMERO DI CODICE FISCALE, MA SOLO COLORO CHE SONO TENUTI AD INDICARLO IN TUTTA UNA SERIE DI ATTI. IN PARTICOLARE SONO TENUTI A RICHIEDERLO LE PERSONE CHE DEVONO:

- A) EMETTERE FATTURE O DOCUMENTI EQUIPOLLENTI AI FINI DELL'IMPOSTA SUL VALORE AGGIUNTIVO (I.V.A.);
- B) PRESENTARE RICHIESTE DI REGISTRAZIONE, DI ATTI PUBBLICI O PRIVATI (AD ESEMPIO TUTTI COLORO CHE DEVONO EFFETTUARE PASSAGGIO DI PROPRIETA' IN ITALIA);
- C) PRESENTARE DOMANDA DI PENSIONI AD ENTI ITALIANI;
- D) COMUNICARE IL NUMERO DI CODICE FISCALE, QUALI INTESATARI DI TITOLI AZIONARI, AGLI ENTI TENUTI ALLE COMUNICAZIONI ALLO SCHEDARIO GENERALE DEI TITOLI AZIONARI.

SONO INOLTRE TENUTI A RICHIEDERE L'ATTRIBUZIONE DEL CODICE FISCALE COLORO CHE DEVONO:

- A) PRESENTARE DICHIARAZIONE DEI REDDITI (MODELLO 740 O MODELLO 101), DICHIARAZIONE I.V.A. O DENUNCIA DI SUCCESSIONE;
- B) PRESENTARE DOMANDA PER AUTORIZZAZIONI, CONCESSIONI O





## LA CADUTA DELL'EMIGRAZIONE TRADIZIONALE

ROMA, LUGLIO (ASCA) - LA MOBILITA' DELLA MANODOPERA ITALIANA ALL'INTERNO DEL MERCATO DEL LAVORO INTERNAZIONALE

REGISTRA DA QUALCHE ANNO UNA STAGNAZIONE. SUI MOTIVI DI QUESTO FENOMENO IL CENSIS HA ELABORATO, CON LA SERIETA' CHE GLI E' PROPRIA, UN RAPPORTO DAL QUALE INNANZI TUTTO EMERGE IL FATTO CHE, PER QUANTO RIGUARDA IL MERCATO EUROPEO, NON SI TRATTA DI FATTORI ATTINENTI SOLTANTO AL CORSO DELL'ECONOMIA. A QUESTI INFATTI SI SONO AFFIANCATI ALTRI DI NATURA PIU' DIRETTAMENTE POLITICA E SOCIALE, LEGATI ALLA ESIGENZA DI CONTENERE ENTRO LIMITI COMPATIBILI CON LE SITUAZIONI LOCALI LA QUOTA DI POPOLAZIONE STRANIERA CHE VENIVA A GRAVARE SULLE STRUTTURE DEI SINGOLI PAESI DI ACCOGLIMENTO. IN QUESTI ULTIMI ANNI I PAESI EUROPEI DI TRADIZIONE IMMIGRATORIA HANNO DOVUTO FRONTEGGIARE UNA SITUAZIONE DENSA DI AMBIGUITA' E DI CONTRADDIZIONI POICHE' DI FATTO SONO STATI COMPRESI FRA:

- LA DIFFICOLTA' DI RIDURRE DRASTICAMENTE IL NUMERO DEI LAVORATORI STRANIERI A CAUSA DEI DIRITTI POLITICI E GIURIDICI ACQUISITI DA ESSI SULLA BASE DELLE CONVENZIONI BILATERALI CHE SANZIONANO DIRITTI INDIVIDUALI;

- L'ESIGENZA DI DOVER COMUNQUE DIPENDERE DA UNA QUOTA ABBASTANZA IMPORTANTE DI LAVORATORI STRANIERI PER SVOLGERE UN CERTO NUMERO DI ATTIVITA' ECONOMICHE CHE, AL DI LA' DELLA CRISI, RESTANO RIGIDAMENTE DI APPANNAGGIO DELLA MANODOPERA ESTERA PERCHE' RIFIUTATI DALLA MANODOPERA LOCALE;

- LA PREOCCUPAZIONE DI NON AUMENTARE MA ANZI DI SFOLTIRE LE SCHIERE DELLA POPOLAZIONE STRANIERA PER EVITARE TENSIONI SOCIALI CON GLI AUTOCTONI ED AGGRAVI ECONOMICI A MEDIO E LUNGO TERMINE IN INFRASTRUTTURE, PREVIDENZE E GARANZIE OCCUPAZIONALI;

- LA NECESSITA' DI PROGRAMMARE LA PRESENZA ALL'INTERNO DEL MERCATO DEL LAVORO DI MANODOPERA STRANIERA IN GRADO DI COMPENSARE GLI EFFETTI NEGATIVI DI UN MOVIMENTO DEMOGRAFICO NATURALE CHE ALLA SOGLIA DEL 1985 FARA' REGISTRARE UNA CADUTA DELLE GIOVANI LEVE NAZIONALI.

LA REAZIONE DEI PAESI DI TRADIZIONE IMMIGRATORIA A QUESTA SITUAZIONE E' STATA VARIAMENTE DIFFERENZIATA MA HA SEGUITO SOSTANZIALMENTE DUE DIRETTIVE APPARENTEMENTE CONTRADDITTORIE:

A) ACCENTUAZIONE DELLE POLITICHE DI INTEGRAZIONE DESTINATE A FAVORIRE LA RIUNIONE DELLE FAMIGLIE DEI LAVORATORI IMMIGRATI PER "FORMARE" FUNZIONALMENTE AI FINI DEL MERCATO DEL LAVORO LA SECONDA GENERAZIONE DEGLI IMMIGRATI;

B) INTENSIFICAZIONE DEI FLUSSI MIGRATORI A CARATTERE TEMPORANEO, SIA CHE SI TRATTI DEI FRONTALIERI E DEGLI STAGIONALI PER LA SVIZZERA O DEI LAVORATORI CON CONTRATTO A TERMINE E SENZA POSSIBILITA' DI RIUNIONE DI FAMIGLIA PER LA FRANCIA E LA GERMANIA.

SI E' TRATTATO IN DEFINITIVA, E QUINDI SI SUPERA LA CONTRADDIZIONE, DI PARERE ALLE ESIGENZE IMMEDIATE DELL'ECONOMIA CON FLUSSI ROTATORI ED INSTABILI DI LAVORATORI STRANIERI E DI PROGRAMMARE LE ESIGENZE FUTURE CON L'ASSIMILAZIONE DELLE GIOVANI GENERAZIONI E DI UNA QUOTA SCELTA DI FAMIGLIE STRANIERE GIA' PRESENTI SUL TERRITORIO E QUINDI CON UN PROCESSO DI AMBIENTAMENTO ALLE REALTA' LOCALI GIA' AVVIATO.

DI FATTO, DUNQUE, ALLA STAGNAZIONE QUASI ASSOLUTA DEI MOVIMENTI MIGRATORI IN SENSO TRADIZIONALE SI E' OPPOSTO UN DINAMISMO NON TRASCURABILE DEI FLUSSI DI MOBILITA' PER COSI' DIRE IMPROPRI (MOBILITA' DI LAVORATORI A TERMINE, STAGIONALI, FRONTALIERI, ED ANCHE CLANDESTINI E MOBILITA' DELLE FAMIGLIE) ED UN RICAMBIO IMPORTANTE INTORNO AI MER-



CATI DI LAVORO DEI SINGOLI PAESI A TRADIZIONE IMMIGRATORIA ATTRAVERSO L'ACCESSO PROGRESSIVO DEI FIGLI DEI LAVORATORI EMIGRATI NELLE ATTIVITA' PRODUTTIVE DEI PAESI DI ACCOGLIMENTO.

IN CONCLUSIONE, DALL'ANALISI DEL CENSIS, QUESTI DIVERSI ASPETTI CONSIDERATI POSSONO ESSERE INTERPRETATI:

- IN PARTE COME SINTOMO DI GRADUALE RIPRESA DEL CICLO ECONOMICO IN EUROPA E CIO' IN PARTICOLARE PER QUANTO RIGUARDA LA GERMANIA IN CUI LA CRESCITA DEL NUMERO DEI LAVORATORI STRANIERI E' RIPRESA;

- MA SOPRATTUTTO COME UNA CONFERMA DELLA NECESSITA' ORMAI IMPRESCINDIBILE DELLE ECONOMIE DI QUESTI PAESI DI DIPENDERE DA UNA QUOTA IMPORTANTE DI MANODOPERA STRANIERA, E CIO' INDIPENDENTEMENTE DALLA QUALITA' DEL CICLO ECONOMICO, DAL MOMENTO CHE I LAVORATORI STRANIERI VANNO AD OCCUPARE POSTI DI LAVORO IN SETTORI ECONOMICI DEQUALIFICATI O SCARTATI PER RAGIONI SOCIO-CULTURALI DALLA POPOLAZIONE LOCALE.

-(F.S.)

PER LA VALIDITA' IN ITALIA DEGLI STUDI FATTI ALL'ESTERO

ROMA, LUGLIO (ASCA) - IL MINISTERO DELLA PUBBLICA ISTRUZIONE HA APPROVATO CON PROPRIO DECRETO UNA "TABELLA DI EQUIPOLLENZA" TRA TITOLI DI STUDI ITALIANI E QUELLI CONSEGUITI DAGLI EMIGRATI NELLE SCUOLE DEI PAESI VERSO I QUALI RISULTA PIU' INTENSO IL FLUSSO MIGRATORIO ITALIANO, E PRECISAMENTE: ARGENTINA, AUSTRALIA, AUSTRIA, BELGIO, BRASILE, CANADA, DANIMARCA, FINLANDIA, FRANCIA, IRLANDA, LUSSEMBURGO, NORVEGIA, PAESI BASSI, PORTOGALLO, GRAN BRETAGNA, REPUBBLICA FEDERALE TEDESCA, SPAGNA, STATI UNITI D'AMERICA, SVEZIA, SVIZZERA, URUGUAY, VENEZUELA.

IN GENERALE SI RICONOSCE COME TITOLO CORRISPONDENTE ALLA LICENZA ELEMENTARE LA PROMOZIONE DAL QUINTO AL SESTO ANNO DELLA SCUOLA STRANIERA, E COME TITOLO CORRISPONDENTE ALLA LICENZA MEDIA LA PROMOZIONE DOPO L'OTTAVO ANNO DI SCUOLA ALL'ESTERO.

IL RICONOSCIMENTO DEL TITOLO E' SUBORDINATO AL SUPERAMENTO DI UNA PROVA TENDENTE AD ACCERTARE CHE L'INTERESSATO ABBAIA UNA CONOSCENZA DELLA LINGUA ITALIANA ADEGUATA AL TITOLO DI STUDIO PER IL QUALE CHIEDE L'EQUIPOLLENZA. SONO ESENTATI DALLA PROVA COLORO CHE PRIMA O DOPO IL CONSEGUIMENTO DEL CERTIFICATO SCOLASTICO STRANIERO ABBIANO FREQUENTATO UNA SCUOLA ITALIANA ALL'ESTERO, OVVERO PRODUCANO IL TITOLO DI STUDIO DELLE CLASSI DI INSERIMENTO O DI CORSI INTEGRATIVI DI LINGUA E CULTURA GENERALE ITALIANA, OVVERO ANCORA SIANO IN POSSESSO DI UN TITOLO DI STUDIO STRANIERO CHE COMPRENDA LA LINGUA ITALIANA FRA LE MATERIE CLASSIFICATE.

LA DOMANDA DI RICONOSCIMENTO DELL'EQUIPOLLENZA VA INDIRIZZATA IN CARTA BOLLATA DI LIRE 2000 AL PROVVEDITORE AGLI STUDI.

PER L'INSERIMENTO DI UN ALUNNO PROVENIENTE DA 'CLASSI INTERMEDIE' DI SCUOLA STRANIERA OCCORRE PRESENTARE AL DIRETTORE O AL PRESIDE DELLA SCUOLA:

- 1) DOCUMENTO DI ISCRIZIONE E FREQUENZA DELLA SCUOLA STRANIERA;
- 2) DICHIARAZIONE DELL'AUTORITA' CONSOLARE ITALIANA ATTESTANTE LA CORRISPONDENZA DELLA CLASSE STRANIERA FREQUENTATA CON QUELLA ITALIANA.



PROSSIMO IL RICONOSCIMENTO DEI DIRITTI DEI LAVORATORI STRANIERI?

Il 2 luglio l'UCEI ha promosso un interessante incontro-dibattito sul problema dei lavoratori stranieri presenti in Italia e ha predisposto per l'occasione un numero speciale di MIGRANTI-press con una nutrita serie di prese di posizione e di interviste. Il particolare interesse dell'incontro è da ravvisare nella possibilità offerta per l'attuazione di un confronto stringato tra i parlamentari che hanno proposto i vari disegni di legge, la comunità ecclesiale che è stata antesignana nella sensibilizzazione a questo problema, sindacati, associazioni e patronati che vantano al riguardo una specifica competenza.

Il confronto ha fatto riflettere sull'opportunità di raccogliere le varie proposte in un testo unificato. E' quindi giunto il momento di entrare con molta concretezza nel merito delle proposte. Anche chi si occupa del settore della sicurezza sociale è estremamente interessato a che si compia questo sforzo, perché attualmente i lavoratori stranieri sono senza diritti. Pertanto ci sembra opportuno formulare alcune osservazioni sul disegno di legge, presentato quest'anno dal Ministro del Lavoro Di Giesi a nome del Governo, sulla "disciplina dell'occupazione in Italia dei lavoratori subordinati extracomunitari".

In linea generale si deve riconoscere alla proposta una impostazione positiva, dovuta indubbiamente anche al fatto che la stessa si ispira ai principi contenuti nella convenzione OIL n. 143/1975 ratificata lo scorso anno dall'Italia. Ciò detto va subito aggiunto che si tratta di una proposta da precisare ulteriormente, e a tal fine sarà indispensabile tener conto anche delle altre proposte. Infatti in alcuni punti il disegno di legge Di Giesi è restrittivo rispetto alla convenzione OIL: significativo al riguardo è il confronto degli articoli che i due testi dedicano alla parità di trattamento e al superamento delle discriminazioni.

Un'altra serie di limiti è da addebitare al fatto che l'enunciazione di principi indubbiamente positivi (ad esempio, il ricongiungimento familiare) non riesce sempre a trovare la più adeguata formulazione giuridica e non assicura così il superamento di restrizioni da evitare. Una messa a punto è necessaria anche per numerosi aspetti procedurali.

Un inconveniente parimenti grave è determinato dal fatto che il Ministero del Lavoro si è limitato a consultare (peraltro in maniera incompiuta) i sindacati ma non le altre strutture specializzate nel settore della mobilità (associazioni, patronati), privandosi così di un apporto di cui si nota vistosamente l'assenza. Esiste una sorta di frattura tra la cultura prodotta nel mondo dell'emigrazione e quanto enunciato nel disegno di legge. Questo, ad esempio, non prevede in alcun modo il coinvolgimento delle Consulte regionali per l'emigrazione e l'immigrazione, sebbene si tratti di strutture ampiamente rappresentative.

Difettosa è anche la strategia sottostante al disegno di legge, che non affronta organicamente tutta la problematica relativa all'occupazione degli stranieri, quasi che una convenzione internazionale (che come è noto contiene obiettivi comuni minimi) impedisca al nostro Parlamento di attuare una strategia più compiuta.

Poiché per l'Italia si tratta di un'occasione storica e poiché bisogna sforzarsi di fare delle leggi organiche, secondo noi è necessario che si recuperino aspetti trascurati; ad esempio l'occupazione anche a tempo parziale di studenti e profughi, la regolamentazione dei flussi frontalieri, almeno alcuni aspetti di lavoro autonomo.



Molte altre sarebbero le osservazioni da fare sui dettagli. In questa sede è opportuno concludere affermando che il disegno di legge del Governo (come del resto anche le altre proposte, ad eccezione di quella che si limita ai soli aspetti di ordine pubblico) rappresenta un salto qualitativo nell'affrontare il problema degli stranieri, trascurato per troppi anni. Si tratta ora, senza dimenticare ancora una volta le parti sociali esperte nel settore della mobilità, di pervenire in tempi ravvicinati ad un testo unificato che preveda per gli stranieri gli stessi diritti che rivendichiamo per i nostri lavoratori all'estero. (Franco Pittau-Inforn)

UNA NOTA DELLA FILEF CRITICA IL DECRETO DI ATTUAZIONE DELLA LEGGE PER L'EDITORIA ALLA STAMPA ITALIANA ALL'ESTERO.-

ROMA - (Inform).- A circa un anno dall'approvazione della legge sull'editoria - è detto in una nota diffusa dalla FILEF - il decreto per l'applicazione della parte che si riferisce alla stampa di emigrazione sta ancora aspettando la firma definitiva dopo aver superato l'esame delle Commissioni competenti della Camera e del Senato.

Non si conoscono ancora le modifiche che verranno apportate al testo del decreto - prosegue la nota - ma si sa che su di esso sono state sollevate molte obiezioni di principio e di sostanza. La Segreteria della FILEF, che lo ha esaminato per suo conto, ha espresso un giudizio del tutto negativo soprattutto perché tanto ritardo rispetto all'approvazione della legge era stato giustificato con la necessità di elaborare un testo che permettesse una attuazione della legge, cioè una distribuzione dei fondi ai periodici di emigrazione, rapida e innanzitutto equa. E sono proprio queste le caratteristiche che mancano al decreto.

Una prima osservazione riguarda la differenza tra la legge, là dove si parla di provvidenze per i "giornali italiani all'estero" e il decreto che parla invece di giornali e periodici "prevalentemente in lingua italiana". E' da mettere in dubbio, infatti, la costituzionalità dell'accettazione di domande di contributi da parte di chicchessia, di qualunque nazionalità esso sia, purché pubblici nel mondo un foglio in italiano.

Un'altra osservazione non di poco conto si riferisce ai criteri scelti nella distribuzione dei fondi i quali attribuirebbero, grosso modo, oltre il 60 per cento dell'esiguo stanziamento a 4 o 5 quotidiani con un gran numero di pagine e moltissima pubblicità, ma con una influenza comunque limitata all'ambito delle zone in cui escono e con nessun problema finanziario.

La troppo esigua somma restante per oltre cento testate di più lenta periodicità ed ancora con un basso numero di pagine contraddice, secondo la FILEF, lo spirito promozionale dell'informazione pluralistica tra gli emigrati che portò all'approvazione della legge 172. Sarebbe veramente sorprendente che una tale beffa per gli emigrati portasse il nome del Governo Spadolini, mentre è noto che i problemi degli italiani all'estero si sono radicalizzati nei trenta anni di Governi democristiani.

Anacronistica, se non tendenziosa, appare la norma che obbliga a presentare la domanda di contributi in carta da bollo. E' infatti difficile, se non impossibile, trovare la carta da bollo presso i Consolati e le Ambasciate più lontani. Il testo del decreto si limita inoltre ad escludere dal conteggio per la determinazione dei contributi gli spazi coperti da pubblicità e non tiene alcun conto del fatto che è proprio l'apporto della pubblicità, per le pubblicazioni che l'ottengono, a fare diminuire, se non annullare, il bisogno di contributi che, viceversa, è vitale per le pubblicazioni più "piccole".

La FILEF - così termina la nota - auspica che prima della firma definitiva la Presidenza del Consiglio voglia evitare che al danno a tante pubblicazioni frutto del sacrificio degli emigrati, derivato dal ritardo nell'applicazione



Dall'Inviato

CLIMANE — Lavorare in giungla, percorrendo con le Land Rover quasi impraticabili, quasi da cacciatori che non proteggono gli animali da leoni, leopardi, gatti o bufali, ma non in grado di evitare il mamba, un serpente di quindici centimetri che uccide un uomo in pochi minuti. E' l'impegno quotidiano di trentacinque italiani, in gran parte geologi, che stanno lavorando nelle province meridionali di Zambesia in una zona di frontiera un lavoro di geologia geologica che consente al governo di individuare le pietre preziose e i minerali preda da usare nella lotta allo sviluppo. E se ovvio è l'interesse del governo mozambicano di avere molte carte sulla prospettiva che possa far uscire il Paese dalla gravissima crisi economica in cui è stato gettato nei secoli di dominazione portoghese e dalla lotta di liberazione vincente nel '75 dal Fremlino, motivi inducono i tecnici a svolgere un lavoro tanto rischioso a pochi chilometri dal confine? Come si svolge la loro giornata? Quali i problemi che devono quotidianamente affrontare in un Paese in cui si fa il supermercato offrendo l'interminabile spettacolo di interminabili teorie affollate vuoti, perché i generi essenziali sono rigidamente controllati dal governo, razionati e assegnati a chi sa paziente e fa la fila per ore? Le prime risposte le dà il geologo Di Bartolomeo, capo del progetto, estratto dalla società del gruppo Eni strappato alla commissione internazionale commessa da 19 mi-

I viali larghi, le splendide ville degradanti verso il mare, unico ricordo del fulgore economico di Maputo quando — prima dell'Indipendenza — il colonialismo portoghese si univa al capitalismo sudafricano nello sfruttamento dei mozambicani, fanno contrappunto alla realtà della quotidiana lotta con la fame, alla interminabile «bidonville» che dal centro si snoda verso l'aeroporto. Decine di migliaia di diseredati si accalcano in tuguri di lutta, cartone, e pochi mattoni riuscendo, incredibilmente, a mantenere il loro «villaggio» molto più pulito di tante città italiane.

La libertà ha un prezzo altissimo per tutti. I mozambicani ne sono consapevoli e malgrado le difficoltà economiche sono cordialissimi, sereni, guardano dritto in faccia l'interlocutore, liberi da ogni forma di razzismo.

«Questa realtà bisogna capirla vivendoci dentro, bisogna aiutarli i mozambicani dandogli i mezzi per uscire dalle difficoltà, e mezzi la natura ne ha forniti moltissimi solo che siano ben utilizzati e sfruttati», dice Di Bartolomeo, dopo aver contemplato la vetrina di un negozio ricca di quarzi e tormaline, accanto ad una di abbigliamento completamente spoglio. Il geologo è affascinato come un bambino davanti alla bella mostra di giocattoli.

Ma qui è tutt'altro che un gioco. «Per noi — aggiunge — è un contratto di enorme importanza e non solo perché è la conferma, anche in questo Paese, dell'apprezzamento del lavoro italiano e perché offre valide prospettive ai nostri tecnici. Si trovano acque marine, smeraldi, tormaline e altre pietre semipreziose, ma l'aspetto fondamentale del progetto, che si protrarrà fino al novembre dell'83, è la individuazione di risorse che interessano l'Italia. Sono principalmente materie prime per ferroleghie speciali e ferroleghie comuni. Si tratta del niobio, del tantalio, e abbiamo già accertato che il Mozambico possiede forti riserve di columbotantalite, del tungsteno, delle relative componenti: scheelite e wolframite. Lo sguardo, e lui allora chiarisce: «Sono materiali di importanza strategica, con al-

to valore di mercato, che trovano applicazione nell'industria nucleare per la preparazione di reattori nucleari e di motori a reazione».

Tanto per avere un'idea, l'Italia nell'80 ha importato 2783 tonnellate di ferroleghie al niobio-tantalio per un valore di 25 milioni di dollari. Il lavoro della società dell'Eni e l'appoggio tecnico finanziario del ministero degli Esteri italiano alla ricerca mineraria in Mozambico devono, logicamente, portare a contropartite nel breve-medio periodo, individuabili nella dilatazione e ulteriore diversificazione delle attività italiane in campo minerario, a vantaggio dell'economia di entrambi i Paesi.

Vivacissimo, con la cordialità e l'immediatezza tipiche degli abruzzesi, Di Bartolomeo sorride, quasi a scusarsi di essersi lasciato prendere la mano da spiegazioni tecniche ed economiche. Riporta subito il discorso sulla vita che si svolge tutti i giorni nei campi di lavoro, sui problemi che devono affrontare i 26 geologi e gli 8 esperti di organizzazione logistica che vivono in questo pezzo distaccato d'Italia. Nel campo base di Quelimane, il dott. Luciano Seco, trevigiano, mineralogista, mi mostra una lunghissima scaffalatura che raccoglie in perfetto ordine circa trentamila campioni di rocce raccolte finora e scrupolosamente catalogate, complesse apparecchiature in grado di sezionare le rocce in fogli sottilissimi da passare al microscopio, separatori elettromagnetici e altri strumenti che consentono di analizzare i campioni e fornire tutti i dati necessari ad un cervello elettronico operante in Italia.

Ma il lavoro più duro, più pericoloso si svolge nei due campi, situati in un'area di 48 mila chilometri quadrati, nelle province di Zambesia e Napula.

Nella prima, grande quanto la Lombardia e il Piemonte si fa prospezione mineraria, nella seconda, estesa come il Lazio, si raccolgono i materiali per definire la carta geologica di stato. In ogni caso il lavoro implica la selezione e individuazione dei campi che vengono scelti addentrandosi spesso in zone quasi inesplorate.

Piste pressoché impraticabili che, partendo la mattina alle 6, gruppi composti da due geologi, un artista, un cacciatore armato, tre o quattro lavoratori mozambicani percorrono per tutta la giornata su fuoristrada collegati, via radio, con il campo. All'imbrunire si torna alla base cioè una piccola città italiana nel cuore dell'Africa australe.

Silvano Marzini, quarantatreenne, responsabile logistico, ha alle spalle l'organizzazione di molti altri campi di lavoro in vari Stati africani e sudamericani. «Siamo una entità autonoma e perfettamente organizzata; dobbiamo essere indipendenti per tutto: dal bullone, al pezzo di ricambio per la radio, dall'acqua, alla scatoletta di tonno», mi dice con la stessa serenità con la quale potrebbe parlarmi della preparazione di un picnic.

Un generatore, una entità depurante in grado di assicurare i 27.000 litri d'acqua necessari per una settimana, una scorta di 22.000 litri di gasolio al mese, il funzionamento di 19 Land Rover, di 6 camion, di 16 caravan che servono come dormitori, uffici e mensa, le strutture di assistenza, per i 12 cacciatori che presidiano il campo e i 100 lavoratori mozambicani di supporto, le esigenze di approvvigionamento di viveri, bevande, vestiti, libri, persino bottoni o medicinali (comprese le settimanali pasticche per combattere la malaria) sono problemi che turberebbero i sonni di molti. Soprattutto se non c'è, nel raggio di centinaia di chilometri, un centro ove procurarsi ciò che manca, se molto del necessario deve essere trasportato dall'Italia, se dalla capacità di rendere efficiente un mezzo dipende la vita di chi lavora nella foresta. Ma Silvano Marzini s'arrammatizza: «Il problema è solo di sapersi organizzare; l'importante — aggiunge sorridendo — è che il morale al campo sia sempre altissimo».

Roberto Perugini

INCHIESTA. Le nuove frontiere del lavoro italiano nell'Africa australe. 2

# Il riscatto verrà dalla foresta



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio del Giornale.....(INFORM).....  
del.....13.7.82.....pagina.....

ELEZIONI EUROPEE, SCUOLA E COMITATI CONSOLARI: I TRE ARGOMENTI AL  
CENTRO DELL'INCONTRO DI BRUXELLES TRA IL SOTTOSEGRETARIO FIORET E GLI  
AMBASCIATORI ITALIANI NEI PAESI DELLA COMUNITA' E IN SVIZZERA.-

ROMA - (Inform).- Il 12 luglio si è svolta a Bruxelles, presieduta dal Sottosegretario agli Esteri on. Mario Fioret, una riunione di tutti gli Ambasciatori italiani accreditati nei paesi della Comunità europea e in Svizzera per un esame dei principali problemi che interessano le nostre collettività che vivono e lavorano in tali paesi. Obiettivo della riunione - nota l'Inform - quello di consentire al Sottosegretario, che era accompagnato dal Direttore Generale dell'Emigrazione e Affari Sociali Ministro Traxler, di raccogliere elementi diretti di valutazione e dare collegialmente istruzioni agli Ambasciatori sull'azione da sviluppare a livello di Governi europei perché vengano tenute presenti le esigenze italiane.

L'incontro è stato dedicato soprattutto all'esame dei problemi concernenti le elezioni europee del 1984 (o quello connesso dei cosiddetti "diritti speciali"), all'applicazione della direttiva comunitaria sulla scolarizzazione dei figli dei lavoratori migranti e alla revisione della legge 153 e, da ultimo, alla legge sui Comitati consolari. Nella riunione è stato fatto anche il punto sulla situazione europea, sui progressi compiuti nel processo di integrazione, sulle difficoltà che attualmente si riscontrano e sulle prospettive future.

Per quanto riguarda, innanzitutto, la problematica inerente l'elezione del Parlamento europeo sono state raccolte e vagliate le opinioni dei vari Governi comunitari sulla possibilità di arrivare nel 1984 ad una procedura elettorale uniforme. Si è constatato che sussistono difficoltà in questo senso e che la proposta italiana di riconoscere ai cittadini residenti in altri paesi membri l'elettorato attivo e passivo (eventualmente stralciando questa parte dalla procedura elettorale uniforme che presenta problemi anche più complessi) costituisce un passo in avanti che può essere considerato con interesse dagli altri paesi membri. Anche questa soluzione, che sotto il profilo tecnico consentirebbe una notevole semplificazione del meccanismo da porre in opera per le elezioni, presenta però molti problemi per alcuni partners comunitari, per cui non è escluso che la situazione porti a considerare la possibilità di adottare un sistema di voto in loco simile a quello del 1979.

Il riconoscimento dell'elettorato attivo e passivo per i cittadini residenti in altri paesi membri della Comunità, anche se sono state già valutate delle opzioni alternative, resta comunque l'obiettivo da perseguire, anche per la sua evidente connessione con un problema che non è tecnico ma politico: il riconoscimento dello status di cittadino europeo. L'ammissione dei cittadini residenti in altri Stati membri - e in particolare dei nostri emigrati - al voto attivo e passivo per le liste locali è molto importante, quindi, anche sotto il profilo politico, psicologico e formale perché rappresenterebbe il primo concreto riconoscimento dell'esistenza di una cittadinanza europea. A questo è connesso il problema degli altri diritti speciali, in specie il voto amministrativo da esercitare nel luogo di residenza. Anche questo è un diritto, uno status particolare di chi si trova ad essere cittadino dell'Europa comunitaria: un cittadino che elegge i parlamentari europei e gli amministratori locali.

g.



Il secondo tema all'ordine del giorno della riunione di Bruxelles è stato esaminato sotto i suoi aspetti problematici. Come è stato già annunciato dal Sottosegretario Fioret, la revisione della legge 153 sull'assistenza scolastica ai figli dei nostri emigrati darà luogo prima della fine dell'anno ad un convegno, ed in questo quadro si è richiesta una valutazione non solo dei nostri rappresentanti diplomatici ma delle autorità dei vari paesi di accoglimento affinché se ne possa tener conto. In questo contesto l'applicazione della direttiva comunitaria sulla scuola assume un rilievo di primaria importanza, per vedere dove sussistono delle carenze, dove l'applicazione può essere migliorata ed immaginare, in prospettiva, anche una revisione e un miglioramento della direttiva in sede comunitaria.

Raccolti tutti questi elementi, essi saranno oggetto di valutazione da parte del Sottosegretario Fioret, che ne terrà conto nei suoi contatti con la Commissione europea, in particolare con il Commissario responsabile dell'applicazione della direttiva, oltre che in sede di revisione della legge 153. Pure in quel contesto, infatti, si potrà prendere in considerazione un intervento italiano suppletivo all'applicazione della direttiva.

Per quanto riguarda infine la riforma dei Comitati consolari, l'on. Fioret ha tenuto ad essere informato a viva voce dagli Ambasciatori delle possibilità di applicazione che l'attuale disegno di legge ha nei singoli paesi. Questo sulla base non tanto delle valutazioni effettuate dalle nostre rappresentanze diplomatiche, ma delle precise indicazioni fornite dai Governi di accreditamento: indicazioni che, pur essendo spesso anonime, riservate e confidenziali, sono state però riferite con molta precisione, talvolta anche per iscritto e con delle precisazioni formali. Pertanto il Sottosegretario Fioret, nel corso della prossima discussione del disegno di legge in aula al Senato, potrà eventualmente riferire su quelle che sono le indicazioni dei Governi dei paesi di accoglimento dei nostri connazionali.

Alla riunione, come accennato all'inizio, ha preso parte anche l'Ambasciatore italiano in Svizzera per una evidente connessione nella trattazione dei problemi in esame. Pur essendo questi centrati su una visione comunitaria, anche la nostra collettività in Svizzera è indirettamente coinvolta, in vista di una tutela che non può non essere adeguata e di tipo europeo, per cui non si può prescindere da quella che è la situazione comunitaria e dalla linea di azione che il Governo italiano porta avanti in Europa.

Gli elementi raccolti nella riunione con gli Ambasciatori costituiranno una utile base per l'incontro che il Sottosegretario Fioret ha in programma la settimana successiva, sempre a Bruxelles, con il Commissario per gli Affari Sociali Ivor Richard. Altri incontri sono previsti con i Commissari Natalio Giolitti affinché la Commissione europea possa essere costantemente informata sulla linea perseguita dal Governo italiano e, allo stesso tempo, il Governo italiano possa essere al corrente della posizione della Commissione e dei singoli Commissari che, per origine o per competenza, seguono maggiormente questi problemi (Inform)

I DIRITTI E LA TUTELA DEI LAVORATORI STRANIERI IN ITALIA

E' stata distribuita alla Camera dei Deputati la proposta di legge recante "norme concernenti i diritti e le garanzie degli immigrati extracomunitari in Italia", d'iniziativa dell'on. Foschi, del presidente dell'UNAIE Non. Pisoni e di altri trentotto deputati d.c.

La proposta prevede l'istituzione presso il ministero del Lavoro di una "consulta per i problemi dei lavoratori immigrati e delle loro famiglie", al fine di rimuovere gli ostacoli che si frappongono all'effettivo esercizio da parte di tali lavoratori dei loro diritti e di promuovere iniziative idonee con la partecipazione dei diretti interessati. Contemporaneamente dovrebbe essere istituito un "servizio per i problemi dei lavoratori immigrati e delle loro famiglie" per attuare gli orientamenti della Consulta con particolare riferimento all'informazione, al censimento dei posti di lavoro, alla formazione professionale, alla facilitazione dell'inserimento nella nuova realtà, agli alloggi, alla scuola, alla cultura, all'associazionismo.

La proposta di legge prevede, inoltre, la regolarizzazione delle posizioni pregresse per tutti i lavoratori stranieri dipendenti ed autonomi, i rifugiati "de facto" e le famiglie che a qualsiasi titolo risiedono e lavorano in Italia al momento della pubblicazione della legge.

Intanto al Senato è iniziato, in sede di Commissione, l'esame del disegno di legge su questa materia presentato dal ministro del Lavoro il 6 marzo scorso.

L'UNAIE ha fatto pervenire al presidente della Commissione un documento contenente alcune osservazioni e proposte in ordine alle norme contenute nel disegno di legge stesso.

Tra l'altro nel documento si osserva che la normativa prevista per la regolarizzazione della posizione dei lavoratori stranieri già presenti in Italia è carente e sarà di difficile attuazione.

La normativa, infatti, mentre non fa alcuna menzione di chi esercita un lavoro "autonomo", prevede che la regolarizzazione avvenga su richiesta dei datori di lavoro per i dipendenti al 31 dicembre 1981, oppure dei lavoratori titolari di un rapporto di lavoro in atto, oppure dei disoccupati che siano in grado di poter provare un rapporto di lavoro nei dodici mesi precedenti.

In pratica, osserva l'UNAIE, occorre tener conto che i lavoratori interessati sono tutti "clandestini", inseriti nel lavoro nero, per cui non sarà facile dimostrare l'esistenza di un rapporto di lavoro.

L'UNAIE insiste molto, poi, sulla necessità che ai lavoratori stranieri ed ai loro familiari siano assicurate, oltre alle garanzie sociali, anche quelle relative ai diritti civili ed all'associazionismo, nonché a condizioni di vita, di alloggio, di scolarizzazione, di formazione professionale, di promozione sociale accettabili.

Infine, l'UNAIE ribadisce la necessità che - o attraverso una apposita norma da inserire nella legge o con un apposito documento da approvare contestualmente alla legge - sia impegnato il Governo, ed in particolare il ministero degli Affari esteri alla stipula od alla revisione degli accordi bilaterali con i Paesi interessati per prevedere e nel quadro delle indicazioni contenute nella Convenzione numero 143 dell'Organizzazione Internazionale del Lavoro - la costituzione di commissioni miste aventi la finalità di disciplinare i flussi migratori nell'interesse dei migranti, di reprimere le intermediazioni illegali anche nei Paesi di provenienza, di facilitare la trasferibilità dei risparmi e delle prestazioni di sicurezza sociale, di dar vita ad iniziative concordate e partecipate nei campi della cultura, della scuola, dell'inf...



In Europa e in USA grande festa per i nostri connazionali

# La gioia degli emigrati in ogni parte del mondo

Non c'è dubbio: i tedeschi sanno perdere. Questa l'impressione che si ricava dalla prima lettura dei giornali che commentano la finale dei campionati del mondo. «1-3 — titola il popolarissimo Bild Zeitung — Peccato! Ma avete combattuto alla grande». E prosegue: «La nazionale tedesca ha dato tutto e ha dato fondo alle ultime riserve di forze, peccato, non è stato sufficientemente... gli italiani erano migliori. Auguri!».

In Germania, d'altronde, da tempo i giornali erano sembrati poco ottimisti sulle reali possibilità della nazionale impegnata nel Mundial. «Non ci si deve dimenticare — sottolinea infatti il German Anzeiger — che la squadra tedesca ha superato le attese. Nessuno poteva mettere in conto la finale dopo la sconfitta con l'Algeria e la partita con l'Austria».

Il resto è tutto un coro di elogi agli azzurri. «Quel diavolo di Rossi ha lanciato l'Italia al settimo cielo calcistico», titola la Neue Ruhr Zeitung. E il Koelliker Stadt Anzeiger riporta a nove colonne la frase pronunciata da Dino Zoff: «È il più bel giorno della mia vita». Ognuno ai vincitori, dunque; anche se non manca chi — prendendo le parti del buon calcio al di sopra dei sentimenti nazionali — sottolinea (è il caso del quotidiano di Essen) che si è trattato di una finale «non bellissima, poiché vi sono state relativamente poche occasioni da

rete pericolose».

Un concetto, questo, che si ritrova più ampiamente sulle pagine dei quotidiani inglesi. Jeff Powell scrive sul Daily Mail che tutta la prima parte dell'incontro è stata dominata dal «volto oscuro e minaccioso del calcio europeo» anche se poi «giustizia è stata fatta». E Donald Saunders, sul Daily Telegraph, gli fa eco affermando che quella di ieri è stata, fino all'ultima mezz'ora, «una delle peggiori finali della storia della coppa del mondo», mentre David Lacey, sul prestigioso Guardian, parla addirittura di una finale «da arena».

E in Brasile? Che cosa dicono gli organi di questa coppa che per due terzi buoni del torneo avevano pensato gli appartenesse di diritto? In genere i commentatori sportivi ritengono che l'incontro finale sia stato in grande equilibrio fino a quando il gol di Rossi ha sbloccato il risultato. Per il resto, i giornali sono tutto un oscillare tra una soddisfazione un po' forzosa — in fondo il Brasile è stato eliminato dalla squadra più forte — al rimpianto per la storica occasione perduta. Il grande Pelé, comunque, in una intervista radiofonica ha dichiarato che l'Italia «ha meritato questa vittoria, perché è la migliore in questo tipo di gioco, anche se nella prima fase è rimasta molto al di sotto delle sue possibilità». Il migliore degli italiani? Pelé non ha dubbi: è Bruno Conti

«per la sua agilità, abilità e per l'impegno costante sia all'attacco che in difesa».

Anche gli argentini, altro squadrone escluso dagli azzurri, rendono onore ai vincitori. «Gli italiani — titola il quotidiano della sera La Razon — ha battuto per golata la Germania con un gioco atletico ed elegante».

Ma il panorama delle «reazioni internazionali» è questa volta segnato, molto più che dai titoli dei giornali, dalle feroci reazioni dei nostri connazionali all'estero. Se mai qualcuno avesse dimenticato il dramma dell'emigrazione, anche questa è, in fondo, un'occasione per rammentare quanta «povera gente» sia stata costretta, negli ultimi decenni, a lasciare il nostro paese in cerca di un lavoro. Le notizie di manifestazioni e festeggiamenti arrivano davvero da ogni angolo del globo. Dalla Germania, alla Svizzera, al Belgio, ai più diversi paesi dell'America Latina, agli USA, all'Africa. Persino Mosca, capitale dell'URSS, entra in questa «geografia universale della gioia italiana». Anche se, in questo caso, sarebbe improprio parlare di emigrazione. Una cinquantina di persone, infatti, tra addetti all'ambasciata, uomini d'affari e giornalisti, ha percorso strombazzando il centro della città brindando con champagne alla vittoria azzurra. Evitata per «ragioni di ordine pubblico» solo la piazza Rossa.

Per l'emigrazione italiana, comunque, la vittoria della nazionale è stata una occasione — certo effimera e distorta, ma reale — di riscatto nei confronti di paesi spesso ospitali, sempre difficili. Con effetti spesso paradossali. Riflettono le crocche che in Germania, nel corso di festeggiamenti decisamente esuberanti un ristorante italiano è andato praticamente distrutto.

La città presa più alla sprovvista dall'esplosione del soprio orgoglio nazionale italiano è stata comunque quella sorta di «capitale del mondo», che è New York. I concentramenti, per la verità, erano stati disciplinatamente preannunciati il giorno prima; ma nessuno si sarebbe mai aspettato di vedere all'improvviso la famosa «fifth Avenue» invasa da auto strombazzanti e pavesate di tricolori. La febbre del «soccer» — anche se quest'anno le principali reti televisive hanno dedicato ampio spazio alla coppa del mondo — è ancora un fenomeno tutto sommato estraneo al costume americano. Giunto poi nei quartieri di Little Italy, ritrisciono le agenzie, l'entusiasmo italiano è esploso in grida, canti e cori durati fino a tarda notte.

Comunque, se è vero che gli USA ambiscono essere gli organizzatori della prossima Coppa, possono dire d'aver già avuto un significativo anticipo dello spettacolo di contorno.



Ritaglio del Giornale... **IL GLOBO** .....  
19.02.1982 ..... pagina **10** .....

Dalla Provenza un esempio di tutela delle minoranze etniche

# UNA NUOVA PATRIA PER GLI IMMIGRATI

## MARSIGLIA

**D**a Marsiglia - dice una scritta incisa su una pietra nel vecchio porto - ha avuto inizio la civilizzazione dell'Occidente. Marsiglia rivendica il titolo di più antica città di Francia. Colonia ionica fondata agli inizi del VI secolo a.C., in ventisei secoli di storia ha cambiato quattro nomi dominando costantemente la storia del Sud della Francia. La Massalia focese, divenuta la romana Massilia Graecorum e la medievale Marsilio, capitale della Provenza, dal XV secolo - unita alla corona di Francia - assume il nome attuale, e della Francia resta il primo porto, ed una delle città più vive e aperte sul presente e sul futuro.

Se oggi la città e tutta la Provenza, sono il luogo elettivo delle esperienze che si chiamano di integrazione interculturale, bisogna anche rifarsi a questa storia e alla geografia in cui la storia si è nei millenni prodotta e sviluppata. Una terra aperta fin dalle origini ai traffici e ai rapporti con l'Oriente, legata nelle sue sorti buone a meno buone alla vita dell'intero Mediterraneo, proiettata con le sue navi e i suoi traffici verso altre genti, una terra come questa, e la città che la domina e ne sostanzia e arricchisce la vita non possono rifiutare lo straniero. L'hanno sempre accolto. Oggi Marsiglia e il suo territorio se non sono la regione francese più ricca di presenze mediterranee ed europee sono certo uno dei luoghi più accoglienti. Non si tratta soltanto di quelle effimere presenze proprie di ogni porto di mare che il flusso e il riflusso dei viaggi e dei traffici porta e ritrae ogni giorno.

Quando si parla di rapporti interculturali e addirittura di integrazione, ci si riferisce ad altro. A Marsiglia e nel suo territorio sono giunti in differenti epoche e si sono via via stabiliti gruppi etnici fra i più diversi. Gli inventari di questi immigrati non sono sempre concordi e facili, probabilmente perché alcune etnie non sono abbastanza evidenti per numero e per peso linguistico e culturale. Ma il Ministero dell'educazione ha stansiche abbastanza precise: spagnoli, portoghesi, marocchini, tunisini, algerini,



Una panoramica della città di Marsiglia

turchi, armeni, greci, zingari, jugoslavi, orientali, e infine italiani, sono identificabili e identificati. L'elenco e l'intero discorso avrebbero soltanto un interesse di «colore», se invece le statistiche non fossero rappresentative di un problema essenziale per la vita della città, del territorio: in prospettiva, di tutta la Francia in cui la situazione di questa sua parte mediterranea si ripete in maggiore o minore misura. La Francia non vive da oggi problemi di integrazione di immigrati. Ma questa è una condizione abbastanza comune da tempo (almeno da questo dopoguerra) di tutta Europa, perfino in Italia, dove ormai gli immigrati del Terzo Mondo raggiungono cifre apprezzabili. L'intensità del fenomeno marsigliese e provenzale sta nel modo in cui l'immigrazione (alcuni potrebbero chiamarla l'invasione) degli stranieri è sentita e vissuta. Fra gli stranieri menzionati per il momento da parte dell'Italia, che è forse la prima ad aver fornito immigrati in questa zona in epoche molto lontane, fin da un secolo fa, e che in alcune sue parti (Nizza e dintorni) ha addirittura una storia in comune con quella francese. Quel che interessa è in qualche momento affascinante lo sfacelo con cui la Provenza ha affrontato il problema del rapporto coi suoi stranieri.

Per capire come stanno le cose bisogna rendersi conto che in ogni paese di questo mondo quando arrivano gruppi stranieri, con lingue, costumi, mentalità differenti, il primo riflesso locale è di ripulsa. Si parla allora facilmente di razzismo. Io ci andrei piano con le parole. Si tratta di difficoltà d'intesa dovute a tradizioni differenti, a differenti «culture» come dicono gli etnologi. Quando non ci si capisce si diffida gli uni degli altri, si rimane separati, ci si sospetta a vicenda di sopercchie e di sopraffazioni. Il termine giusto è forse xenofobia. Se c'è un paese in cui in linea di principio la xenofobia sarebbe giustificata, questo è proprio la Provenza: e infatti qualcosa di questo genere si constata ed è denunciato. Ma è qui appunto che Marsiglia e la Provenza, come «cultura», come tradizione di civiltà intervengono. Un anno fa o pressappoco il rettore dell'Accademia di Aix-Marsiglia (qualcosa come un soprintendente regionale con poteri assai estesi nel campo dell'università e dell'educazione) ha promosso un gruppo di riflessione e d'informazione sulle comunità etniche della Provenza. Il gruppo ha organizzato un incontro nazionale: nel gennaio di quest'anno si sono riunite così a Marsiglia trentadue associazioni e organizzazioni aventi per scopo comune la garanzia dei diritti delle minoranze cultura-

li e linguistiche in Francia. Di queste, poiché l'incontro aveva per scopo soprattutto l'esame della situazione in Provenza, il novanta per cento era provenzale o addirittura marsigliese.

Lo scopo delle «associe» era quello di studiare i modi di integrazione e il controllo e la eliminazione di fenomeni di xenofobia nella regione. Lo strumento dominante la scena erano le scuole: all'organizzazione scolastica e ad alcune sue propaggini impegnate nel controllo educativo del tempo libero adulto era stato affidato il compito di avviare tentativi di risolvere il problema. La soluzione - per chi conosca un po' la politica di altri paesi europei nei confronti degli immigrati, e, in Francia, quella tradizione nazionalistica che va sotto il nome di sciovinismo - era esemplare e illuminante: non solo non si riproponeva di trovar forme ovattate di ripulsa degli stranieri, ma si evitavano altre equivoche soluzioni in atto altrove: la soluzione «multinazionale», con la quale ogni «cultura» (ogni gruppo etnico) viene ufficialmente esaltata («marocchino è bello», «turco è bello», e via dicendo), ma solo per incoraggiarla a chiudersi in se stessa così da non contaminare la cultura locale; l'altra soluzione, dell'assimilazione totale alla cultura locale, con l'annichimento di quella d'origine. La soluzione «marsigliese» (d'altronde accolta e sostenuta dal governo nazionale) è tutt'altra: la cultura francese si pone al medesimo livello di quelle immigrate e manda loro la mano.

Questa integrazione interculturale è novità, tutt'altro che nuova teoria, ma attuata per la prima volta in Europa. Quale sia il suo significato innovatore, e quale riflessione possa avere sulla comunità europea dal punto di vista civile, morale, sociale, bisognerà dire un'altra volta. Ma non si può negare che la città di Marsiglia abbia qualche ragione nell'incidere sulla pietra del suo vecchio porto la scritta che dice: di qui ha avuto inizio la civilizzazione dell'Occidente.

Raffaele Laporta



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

# Raddoppiano disoccupati in Svizzera

EVRA - Tra il giugno dell'81 e il giugno dell'82 la disoccupazione è più che raddoppiata in Svizzera. Secondo le statistiche ufficiali rese note ieri a Berna, le autorità competenti il numero delle persone in cerca di lavoro è passato a 10593 unità, cioè 6123 in più rispetto allo scorso anno con un aumento del 90 per cento dalla fine di maggio. La proporzione di disoccupati in rapporto alla popolazione attiva è così arrivata allo 0,4 per cento contro lo 0,1 per cento del giugno precedente. Le donne disoccupate sono 4.887 e gli uomini 5.706. I settori più colpiti sono l'industria e di macchinari.

## Immigrati, prime vittime

EVRA - Anche in Svizzera il numero dei disoccupati aumenta. Il mercato del lavoro sta conoscendo il suo periodo peggiore. E i posti nell'industria sono destinati a diminuire ulteriormente. Anche se la recessione svizzera non raggiunge i livelli di altri paesi occidentali, nell'82 il prodotto nazionale lordo diminuirà probabilmente tra il 2 per cento. La causa principale va ricercata nel crollo della domanda sul mercato interno che costringe le imprese a ridurre il personale. Almeno il 28 per cento delle compagnie svizzere ha annunciato di fare tagli nelle sue forze di lavoro. Nel mese di febbraio sono stati licenziati 780 operai per motivi economici. Il settore più colpito è l'orologeria, situata prevalentemente nella regione del

Giura. I problemi non risparmiano neanche le maggiori compagnie: la Saurer (macchinari) prevede di eliminare 1000 posti di lavoro, la Sandoz (chimica) 900 e la Swiss Aluminium 500. L'Ufficio federale dell'industria, del commercio, e del lavoro prevede che la situazione torni ai livelli del 1979 quando i disoccupati erano 15 mila, cioè lo 0,5 per cento della popolazione attiva. L'aumento della disoccupazione pone nuovi problemi agli immigrati. Attualmente la forza di lavoro straniera è di 738.120 persone. Ha raggiunto il suo massimo dal 1975. Questo spiega la violenta campagna contro gli immigrati portata avanti dal partito xenofobo di Oehen che col referendum del 6 giugno scorso è riuscito a far bocciare una legge a loro favore.

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale... VARI .....  
del..... 13 LUG 1982 ..... pagina.....

IL GLOBO  
p. 9

## Quanto spende l'italiano che lavora all'estero

Circa 100.000 lire un chilo di carne a Tokio, 15.000 a Hong Kong e 5.000 a Rio de Janeiro; 150 lire per un chilo di pane a Istanbul e 4.000 a Zurigo; almeno 40.000 lire per un pneumatico per auto in Jugoslavia contro le 155.000 di Israele.

Sono questi alcuni dei dati contenuti in un volume dell'Isper (Istituto per la direzione del personale) elaborato in collaborazione con le maggiori aziende italiane Alitalia, Assicurazioni generali, Comit, Eni, Fiat. Per rispondere ad un preciso interrogativo: quanto devono spendere gli italiani per vivere all'estero? «Indici differenziali del costo della vita all'estero», questo il titolo del volume, fornisce infatti un utile guida «economica» ad ogni cittadino italiano che venga trasferito dalla sua società in un paese straniero. La pubblicazione contiene, oltre a dati informativi sui costi dei beni e dei servizi di uso comune, gli indici differenziali del costo della vita tra l'Italia e gli oltre 70 paesi esteri in cui è concentrata la maggior parte della nostra emigrazione «tecnologica».

AVANTI

p. 14

## Ergastolo per l'attentato ai pellegrini italiani

TEL AVIV - Un palestinese, Abdel Aziz Ahmed Wazuz, di Hebron (Cisgiordania) è stato condannato all'ergastolo da un tribunale militare israeliano per la sua partecipazione all'attacco contro un gruppo di pellegrini italiani a Gerusalemme il 12 settembre 1981.

Nell'azione terroristica morirono come noto due pellegrini e altri ventisette rimasero feriti.

RESTO DEL CARLINO

AVANTI

p. 9

## La tutela dei lavoratori emigrati nella CEE

usano tutti i mezzi pur di risparmiare, compreso quello di interpretare restrittivamente le norme poste a tutela degli emigrati contenute in Regolamenti comunitari. «Compito del patronato, presente là dove le comunità dei nostri lavoratori sono più numerose, è di impedire che ciò avvenga affinché, ha detto Fontaneli, non siano vanificate dalla prassi burocratica quei diritti così faticosamente conquistati. L'azione dell'Ital per realizzare

questo obiettivo è stata e continua ad essere molto decisa nel sollevare ogni questione d'interpretazione della legge o dei regolamenti a livello di giurisdizioni nazionali e presso la Corte di Giustizia della CEE che negli ultimi anni ha interpretato in senso più favorevole agli emigranti la normativa comunitaria».

Sulla tutela dei lavoratori stranieri in Germania hanno parlato Holger Quiring, respon-

sabile dell'ufficio per l'Italia della Fondazione Fiederich Ebert e Hans Bauer, direttore della Commissione tedesca in Italia dell'Istituto Federale del Lavoro. Quiring ha in particolare esaminato il problema dell'integrazione (che è cosa ben diversa dall'assimilazione) degli emigrati e delle loro famiglie. E' stata a questo proposito ricordata come manifestazione di una concreta volontà di far partecipare gli emigrati alla vita politica del Paese di residenza, la proposta dell'SPD di riconoscere il diritto di voto agli stranieri (nelle elezioni amministrative) dopo cinque anni di permanenza nella Repubblica Federale Tedesca.

I PROBLEMI concernenti la tutela degli emigrati nella Comunità Europea sono stati il tema di un seminario-tavola rotonda organizzato dall'Ital, l'Istituto di patronato della Uil, e dalla Fondazione Fiederich Ebert. Buona parte dei lavori è stata dedicata all'esame di questioni attinenti la Sicurezza Sociale. Su questi aspetti si è incentrata la relazione del Presidente dell'Ital Giancarlo Fontaneli il quale ha sottolineato che «la situazione esistente a livello europeo in materia di Sicurezza Sociale subisce i riflessi negativi della congiuntura economica». In conclusione si verifica questo: in alcuni Paesi gli istituti previdenziali



Ministero degli Affari Esteri  
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale... **VARI** .....  
del... **13.10.1982** ..... pagina.....

# L'Italia è pronta ad aprire relazioni politiche con Tirana

IL MESSAGGERO

f 29

di GIUSEPPE SELVAGGI

Alla Camera dialogo Pci-governo sulle possibilità di «nuove aperture» tra l'Italia e l'Albania, «per noi paese di frontiera» tramite le «brevi acque» del Canale di Otranto. Il Pci, con una interpellanza di Giorgio Casalino, esperto per i rapporti con Tirana, ha chiesto al governo «se abbia preparato, o intenda farlo, una base programmatica da sottoporre al governo albanese per lo sviluppo dell'intercambio economico e culturale». Tirana sta approntando, nel contesto del suo sviluppo di stato socialista fuori dell'orbita di Mosca, il suo settimo piano quinquennale. E' in questo piano che dovrebbe evolversi il nuovo rapporto italo-albanese. Nelle risposte del governo emergono due dati: la propensione italiana all'apertura, nonostante una persistente chiusura di regime da parte di Tirana; l'esigenza da parte alba-

nese di disporre di materiale industriale italiano.

Il sottosegretario agli Esteri Bruno Corti ha premesso che la Farnesina «segue con interesse gli sviluppi della politica estera albanese, consci dell'importanza che per l'Italia e per la stabilità della regione balcanica assumerebbe un ulteriore sviluppo dei rapporti tra i due paesi». Però, «alla nostra disponibilità di ampliare i rapporti con Tirana, non hanno fatto riscontro, finora, indicazioni di una propensione albanese per aperture sul piano politico».

Anche limitata è l'apertura sul piano dei rapporti economici e culturali. Ma — ha detto Corti — «è ferma intenzione dell'Italia di assecondare, con spirito pragmatico, le eventuali manifestazioni di disponibilità albanese a potenziare tali rapporti». Secondo la Farnesina «l'Italia è ai primissimi posti tra i partners commerciali della vicina repubblica».

Intanto c'è un annuncio: col prossimo autunno dovrebbe entrare in servizio una linea di traghetti Trieste-Durazzo. Si aspettano solo i visti delle autorità finanziarie. Su questo punto Giorgio Casalino ha controbattuto al sottosegretario la poca efficacia per l'incremento del contatto politico del traghetto in partenza da Trieste e senza scali. Il governo è quindi sollecitato a trattare con Tirana una linea di poche miglia tra la costa pugliese e quella albanese, per un incremento di traffico anche turistico e culturale, capace quindi di provocare aperture politiche.

Come «gesto di amicizia», l'Italia ha consegnato all'Albania la «Dea di Butrinto». E' una bellissima testa marmorea che si trovava in Italia, ma molto simbolica per la cultura albanese. In Albania questa iniziativa italiana «ha avuto ampia risonanza».

A LIVELLO DI MINISTRI DELL'INTERNO

## Incontro Italia - Austria su droga e terrorismo

IL MESSAGGERO

f 17

Senza stipendio in Germania

Da tre mesi gli insegnanti del consolato italiano di Dortmund, alle dipendenze del ministero Affari esteri, non ricevono stipendi. E purtroppo essi vengono pagati puntualmente in ritardo. Molti di questi insegnanti sono costretti a ricorrere ai prelievi dai propri libretti di risparmio. Esaurita questa fonte, chiedono crediti alle banche. Sia l'una che l'altra operazione comportano ovviamente perdite di interessi non rimborsati peraltro dall'Amministrazione.

La situazione è ancora più grave se pensiamo che gli stessi contributi assicurativi, di norma pagati dal datore di lavoro, vengono anticipati e pagati puntualmente ogni mese dagli stessi docenti alle casse mutue tedesche. L'insegnante paga pure la quota a carico del Consolato, il quale rimborsa dopo, con notevole ritardo, tutta la somma anticipata dal proprio dipendente.

Antonio Paxia  
Dortmund

IL TEMPO

f 2

nel corso di una breve conferenza stampa.

«Si è trattato di un incontro bilaterale di lavoro — ha detto Rognoni — nel quadro della collaborazione internazionale tra i Ministri degli Interni aderenti al club dei Cinque». Sollecitato dai giornalisti, il ministro ha confermato, ma in poche battute, che si è parlato anche dell'ultimo viaggio di Roberto Calvi, l'ex presidente del Banco Ambrosiano, che dopo aver fatto una breve sosta a Trieste, aveva raggiunto la città austriaca di Klagenfurt e, da qui, direttamente Londra.

Sul terrorismo il Ministro federale Lanh ha assicurato che l'Austria ha sempre agito per non essere «un terreno fertile per il terrorismo in Italia». Il ministro austriaco, appena incontratosi con Rognoni, ha colto l'occasione per esprimergli le sue felicitazioni per i risultati ottenuti dalla Nazionale azzurra a Madrid.

Trieste, 12 luglio. Il terrorismo, la lotta alla droga, la repressione della delinquenza, la collaborazione internazionale tra forze di polizia, ma anche il caso Calvi sono stati al centro di un incontro che il Ministro degli Interni Virginio Rognoni ha avuto stamane a Trieste con il collega austriaco Erwin Lanh. Nel corso dei colloqui, protrattisi per oltre due ore nel palazzo del governo, c'è stato uno scambio di informazioni e si è esaminato lo stato attuale della lotta al terrorismo nello scenario europeo e mediterraneo.

Per quanto riguarda la repressione del traffico internazionale di stupefacenti, i due ministri hanno tra loro concordato di riunirsi, nel prossimo autunno a Vienna, assieme al Ministro della Sanità dei due paesi, per fare il punto della situazione e studiare nuove misure. I contenuti dell'ultima riunione non sono stati tuttavia approfonditi.



Le nuove norme sulla cittadinanza

# La tutela dei diritti di parità nella famiglia

di SILVIA COSTA

SONO SEMPRE più numerosi in Italia e in Europa matrimoni misti, e in particolare quelli tra donne italiane e cittadini dei paesi del Terzo Mondo, asiatici e africani. Nuovi nuclei familiari che quasi sempre scelgono di vivere, lavorare e allevare i figli nel nostro Paese, spesso anche per le difficoltà economiche e politiche degli Stati di provenienza. Ma ecco che la scelta assume caratteri di precarietà, impedimenti burocratici, incertezza giuridica e normativa. Primo problema, quello della cittadinanza italiana: la donna italiana che sposa uno straniero, infatti, può assumere la doppia cittadinanza (come ha previsto l'art. 43 ter del Nuovo diritto di famiglia, nel 1975) ma non può trasmettere la propria né al marito né ai figli, diritto che invece è contemplato per il cittadino italiano che sposa una straniera.

## La parità

La trasmissione della cittadinanza, cioè, è ancora esclusivamente «maschile» e patrilineare, in evidente contrasto con quei principi di parità anche all'interno della famiglia sanciti dalla carta costituzionale. Di qui una serie di ingiustizie che dall'impossibilità di trovare un lavoro «regolare» per il marito (e quindi un sostentamento per la famiglia) spronano di cittadinanza alla mancata applicazione del nostro ordinamento giuridico (in fatto di diritti-doveri verso il coniuge e i figli e di diritti patrimoniali) al nuovo nucleo familiare, che pur risiedendo stabilmente in Italia ed essendo pienamente integrato nella vita del nostro Paese è di fatto sottoposto alla legislazione vigente nello Stato di provenienza del marito. E questa condizione giuridica a volte delle conseguenze inaccettabili, talora «grottesche»: è il caso delle mogli ripudiate, del «diritto» alla poligamia del marito, della trasmissione obbligatoria ai figli della religione musulmana (per i paesi dell'impossibilità della moglie di farsi valere legalmente nei casi di espatrio del marito e dei figli minori (che sono registrati so-

lo sul passaporto del padre). Insomma, la condizione della donna che sposa uno straniero (anche all'interno dei paesi CEE) è ancora una condizione di discriminazione e di evidente disparità con l'uomo.

Il problema è proprio in queste settimane oggetto di manifestazioni e dibattiti (ricordiamo il pacifico, ma risoluto sit-in di donne e bambini che si trovano in questa situazione di fronte a palazzo Madama a Roma e il convegno tenuto giovedì a Bologna dall'Amministrazione provinciale) e di un'importante iniziativa dei parlamentari presentatori di proposte di legge su questo argomento. Primo, in ordine cronologico, è il disegno di legge su «Nuove norme in materia di cittadinanza», comunicato alla Presidenza del Consiglio nel novembre del '79, a firma dei senatori della Democrazia Cristiana Rosa Russo Jervolino, Alessandra Codazzi, Adriano Bompiani ed altri. Otto articoli che ristabilivano piena parità nella condizione delle donne sposate ad uno straniero, prevedendo che questi diventi cittadino italiano e resti tale anche in caso di scioglimento del matrimonio e che la cittadinanza sia trasmessa ai figli. A questo testo facevano seguito negli ultimi due anni quello socialista (Boniver), comunista (Tedesco) e della sinistra indipendente (Branca), sostanzialmente analoghi.

Ma l'iter della discussione del provvedimento, che dovrebbe essere esaminato all'interno della legge sulla cittadinanza, non è stato finora privo di ostacoli, alcuni dei quali attribuibili alla preoccupazione del Ministero degli Interni — e ripresi dal relatore alle Commissioni Affari Costituzionali e Interni, sen. Mazza — di individuare criteri rigorosi e certi alla trasmissione della cittadinanza, superando l'automatismo attualmente in vigore per le straniere che sposano un italiano, al fine di prevenire abusi e possibili minacce alla sicurezza interna. Nel frattempo la Corte costituzionale sta esaminando il merito di alcuni ricorsi avverso questa discriminazione, e dovrà pronunciarsi entro breve tempo. Sembra comunque che l'orientamento di palazzo della Consulta sia favorevole al

loro accoglimento, avendo rilevato un contrasto tra l'attuale normativa e gli artt. 3 e 29 della Costituzione italiana. Di cui l'iniziativa dei senatori Bonifacio, Rosa Russo Jervolino, Giglia Tedesco e Vittore Branca di presentare sei emendamenti sulla materia, ottenendo dalle Commissioni Affari costituzionali e Interni che il loro esame sia stralciato in discussione, per accelerare i tempi della loro approvazione.

Spiega la senatrice Jervolino:

«E' un risultato molto positivo, che forse riuscirà a consentirci di approvare nella seduta di mercoledì prossimo la nuova normativa. Questa, nella ultima stesura «congiunta», mentre sancisce la piena parità normativa in fatto di trasmissione di cittadinanza tra uomini e donne italiani che sposano stranieri — gli articoli parlano appunto di «coniuge», senza distinzioni — determinano anche i criteri necessari per poterla concedere, con decreto del Presidente del Consiglio, su proposta del ministero degli Interni.»

## I criteri

I criteri per l'ottenimento della cittadinanza italiana sono sostanzialmente due: che il coniuge straniero o apolide risieda da almeno sei mesi nel territorio della Repubblica — ovvero «dopo due anni dal matrimonio, se non vi è stato scioglimento, annullamento o cessazione degli effetti civili, ovvero separazione legale». All'acquisto della cittadinanza osta la condanna per qualsiasi delitto a pena superiore a due anni di reclusione o per quelli previsti nel libro II (capi I, II e III). Infine, l'art. 4 prevede che sia cittadino italiano il figlio di padre o di madre cittadini. «Ci sembra — dice ancora Rosa Russo Jervolino — che questa normativa faccia compiere un passo in avanti assai significativo al principio di parità, ma anche al rispetto dei diritti della famiglia e dei minori garantiti dalla Costituzione, e si ponga all'avanguardia nella legislazione europea, come spesso è accaduto per il nostro Paese in queste materie.»



Ministero degli Affari Esteri  
 DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
 E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

AISE

Ritaglio del Giornale.....

del....14.10.1982.....pagina.....

CONTATTI RAI- MINISTERO ESTERI PER L'INFORMAZIONE  
 RADIOTELEVISIVA AGLI EMIGRATI

\*.\*.\*.\*

Roma (aise) - Una serie di contatti a livello tecnico e politico si sono susseguiti nei giorni scorsi tra Rai e ministero degli affari esteri. Oggetto dei colloqui le informazioni e le trasmissioni dirette alle collettività italiane all'estero. E' stato anche un incontro tra il sottosegretario Fioret ed il vice presidente della Rai Giampiero Orsello. Nel corso del colloquio e' stato in particolare trattato il problema del coinvolgimento della Rai nella prospettiva della prossima conferenza nazionale sulla riforma della scuola all'estero e nell'ambito della applicazione della direttiva sulla scolarizzazione. Sono stati avviati a studio le possibilità di intervento della Rai in questo settore in cominciando a lavorare su alcune ipotesi di iniziative.

RIUNIONE INTERMINISTERIALE AL MINISTERO DEGLI ESTERI  
 PER I PROBLEMI PREVIDENZIALI IN SVIZZERA

\*.\*.\*.\*

Roma (aise) - Una serie di problemi previdenziali che interessano la collettività italiana in Svizzera sono stati al centro di una riunione interministeriale svoltasi nei giorni scorsi alla farnesina e alla quale hanno preso parte anche i rappresentanti dei patronati sindacali ed Acli. Oltre a quelli del ministero degli esteri, erano presenti alla riunione funzionari dei ministeri del lavoro, della sanità, delle finanze, degli enti previdenziali (inps ed Inail). La riunione, che e' stata presieduta dal vice direttore generale dell'emigrazione ed affari sociali, ministro Cristofanelli, ha toccato via via i problemi delle doppie imposizioni fiscali, dei versamenti volontari, degli assegni familiari versati in Svizzera, dell'assicurazione malattia. Inoltre si e' anche discusso dell'utilizzo in Italia dei fondi derivanti dai contributi versati in Svizzera dagli emigrati. Su tutti i problemi e' stato fatto un ampio punto dell'attuale situazione e sono state individuate iniziative che, in attesa di una soluzione definitiva, siano in grado di ridurre in tempi brevi i disagi per i nostri connazionali emigrati in Svizzera.



PASSAGGIO IN RUOLO DEI PRECARI DELLA SCUOLA E VOTO ALL'ESTERO: I DUE PROVVEDIMENTI VARATI IN COMMISSIONE ALLA CAMERA.

Il primo disegno di legge, discusso in sede legislativa, passa al Senato per l'approvazione definitiva.-

ROMA - (Inform).- Alla Camera sono stati discussi contemporaneamente nelle Commissioni competenti due provvedimenti che interessano direttamente il mondo dell'emigrazione. Si tratta del disegno di legge governativo per il passaggio in ruolo del personale precario della scuola all'estero e del progetto di legge che dovrebbe consentire agli italiani residenti all'estero di esercitare sul posto, senza dover rientrare in Italia, il loro diritto di voto. Il primo provvedimento è stato approvato in sede legislativa dalle Commissioni riunite Affari Esteri e Pubblica Istruzione, mentre per il secondo è stato completato l'esame in sede referente da parte della Commissione Affari Costituzionali.

Il disegno di legge sulla "revisione della disciplina sulla destinazione del personale di ruolo dello Stato alle istituzioni scolastiche e culturali italiane funzionanti all'estero", già approvato dal Senato circa un anno fa, è stato ora modificato dalla Camera e dovrà quindi tornare al Senato per l'approvazione definitiva. Negli ambienti interessati, anche per analogia con quanto avvenuto per il provvedimento riguardante il precariato metropolitano, si ritiene che il varo definitivo della legge possa aversi al Senato prima dell'interruzione dei lavori per le vacanze estive.

Nel disegno di legge vengono dettate norme precise per la selezione del personale da destinare all'estero, per l'immissione in ruolo del personale docente e non docente in servizio precario all'estero, per il servizio all'estero ed il rientro in Italia del personale immesso in ruolo. Oltre norme si prefiggono l'eliminazione delle cause che producono precariato nelle istituzioni scolastiche e culturali all'estero.

L'altro progetto di legge varato in sede referente dalla Commissione Affari Costituzionali della Camera dovrà invece essere discusso in aula Montecitorio ma non è possibile, al momento, avanzare alcuna previsione su quando ciò possa avvenire. Va rilevato, infatti, che a favore del progetto di legge si sono espressi DC, MSI, PLI e PSDI, contrari i comunisti e gli indipendenti di sinistra. Sono risultati assenti alla discussione, invece, i rappresentanti del PSI, del PRI e i radicali.

Il progetto di legge introduce, come è noto, l'importante ma controversa novità del voto per corrispondenza per i cittadini italiani residenti all'estero e prevede che il voto possa essere espresso dopo l'iscrizione in speciali liste elettorali. Le sedi consolari dovrebbero ricevere le buste con le schede 25 giorni prima della data delle votazioni in Italia, in modo da avere il tempo necessario per l'inoltro ad un ufficio elettorale centrale a Roma.

L'invio delle schede elettorali ai connazionali residenti all'estero, in base al meccanismo previsto dal progetto di legge, avverrebbe a cura del Comune in cui essi risultano iscritti. A loro volta i connazionali dovrebbero inviare le schede, inserite nelle apposite buste, agli Uffici consolari che provvederebbero ad inviarle per valigia diplomatica all'Ufficio elettorale centrale di Roma. Quest'ultimo provvederebbe poi a smistare le buste contenenti le schede ai Comuni di appartenenza degli elettori, in tempo utile per effettuare lo spoglio contemporaneamente a quello delle schede votate dagli elettori residenti in Italia. (Inform)



Chiesto dalla Convention dei trentini in America

# Intensificare gli scambi fra Trentino e emigrati

La delegazione politica che ha partecipato alla quinta «Convention» degli emigrati trentini del Nord America è rientrata ieri a Trento. Così come a Toronto i rappresentanti della Provincia e quelli della Regione avevano percorso binari distinti, anche nell'informare la stampa su quanto è accaduto oltreoceano le due istituzioni locali si sono distinte: per la Provincia l'assessore Lorenzi ha tenuto una conferenza stampa, mentre per la Regione è stato diffuso dalle agenzie di stampa a New York un commento del presidente Pancheri quale rappresentante delle istituzioni autonomistiche.

«Conservare l'identità socio-culturale e non disperdere un patrimonio di tradizioni rimasto pressoché intatto». Questo il maggior problema che a detta di Lorenzi preoccupa gli emigrati trentini del Nord America.

L'esigenza è emersa nel

corso dei lavori della Convention dei trentini tenutasi la settimana scorsa a Toronto ed alla quale hanno partecipato anche i rappresentanti politici della nostra regione, unitamente ai dirigenti dell'Associazione trentini nel mondo.

Ieri l'assessore Lorenzi, uno dei componenti della delegazione che era composta dal presidente della Giunta regionale Pancheri, dall'on. Pisoni e dal cav. Abram ha illustrato, nel corso di una conferenza stampa, le proposte e le esigenze dei nostri emigrati e della nuova generazione di trentini che ormai si è pressoché interamente integrata nel tessuto sociale ed economico dell'America.

Conservare e potenziare i circoli trentini, salvaguardare il senso religioso della propria identità, avviare maggiori e più organici scambi culturali con il Trentino e istituire un po' ovunque biblioteche e fototeche della terra d'origine, sono solo alcune delle proposte emerse dalla Convention che ha mostrato ai delegati trentini un'immagine sorprendentemente vitale dell'emigrazione trentina.

I livelli di vita sono decisamente superiori a quelli italiani ed anche l'integrazione sociale è pressoché totale, soprattutto per le nuove generazioni, rimane solo una grande nostalgia per la terra d'origine e per la cultura dei padri. I più anziani parlano ancora il vecchio dialetto trentino, ormai incomprensibile anche da noi.

Il nodo di fondo, ha detto Lorenzi, è proprio questo: difendere e tramandare nel tempo questa cultura che è fatta di amore alla propria terra e alle proprie tradizioni. Le nuove generazioni vogliono difendere questo senso di appartenenza, queste tradizioni, tramandandole nel tempo anche attraverso una maggiore conoscenza della lingua e della cultura.

Lorenzi a questo riguardo ha le idee molto chiare, ha già annunciato di voler presentare in Giunta alcune proposte incentrate su scambi culturali e di esperienze fra giovani trentini e giovani figli di emigrati in America.

Ci sarà anche un convegno internazionale su padre Eusebio Chini, espressamente chiesto nel corso dei lavori della Convention. Le richie-

limitano però solo agli scambi culturali, ma investono un po' tutto il panorama delle abitudini e delle conoscenze che possono rappresentare un filo di collegamento con la vecchia terra d'origine.

## L'altra faccia della emigrazione: lo sfratto di Zambana

Mentre da Toronto tornano gli echi della Convention, l'emigrazione offre stamane a Zambana l'altra faccia. Alle 9, in via Trento 8, l'ITEA procederà all'«esecuzione forzata del rilascio dell'appartamento» di Fulvio Tomazzoli, in altre parole allo sfratto. Il Tomazzoli, emigrato in Svizzera 26 anni fa, non è riuscito infatti a riscattare l'alloggio (la possibilità gli era stata offerta dalla Provincia) avuto in assegnazione in seguito allo sgombero di Zambana Vecchia perché l'ITEA, alla quale l'appartamento risulta «da anni disabitato» gli ha intimato lo sfratto. Solo che l'alloggio, documenti alla mano, era occupato, sostiene il Tomazzoli, dalla moglie rientrata dalla Svizzera in condizioni precarie di salute.

Sul problema ha preso posizione ieri, dopo il PPTT con un'interrogazione di Fedel, la Libera associazione delle famiglie trentine all'estero con un documento di solidarietà e con un caldo invito alla Provincia a «rivedere la norma vigente allo scopo di evitare che casi come questo si ripetano. Per quanto riguarda il caso di Fulvio Tomazzoli, l'associazione chiede che la Giunta risponda in tempo utile alla dichiarazione di accettazione della proposta di riscatto dell'alloggio che il Tomazzoli ha inviato alla Giunta stessa più di un anno fa.

L'ADICQÈ  
11.7.82  
p. 5



GRAZIE A UN CORSO DELL'UCIMU

# Tecnica italiana sbarca in Cina

Presto una nostra scuola a Pechino

di FRANCESCO L. VIGANO'

MILANO — Italiani, popolo di poeti, di navigatori e di inventori. E soprattutto con una dote particolare, la generosità, la disponibilità.

Lo hanno constatato 50 ingegneri della Repubblica Popolare cinese che ieri hanno concluso un corso di studi teorico-pratici sulla tecnologia della macchina utensile organizzato a partire dal gennaio scorso dall'Ucimu (Unione costruttori italiani macchine utensili) nella sua sede di Milano e presso suoi associati in Lombardia, Piemonte, Veneto, Emilia Romagna, Toscana, Liguria e Campania.

Ieri mattina a Cinisello Balsamo, alla periferia della metropoli lombarda, presenti alcuni dei titolari delle aziende che hanno ospitato i tecnici cinesi, l'ambasciatrice della Repubblica Popolare Cinese Yang Qinghua ed il viceministro del Commercio estero Wei Yuming, giunto appositamente da Pechino, i 50 tecnici hanno ricevuto il diploma di frequenza al corso ed un piccolo ricordo del loro loro soggiorno in Italia.

Dell'amicizia con il nostro Paese e della cooperazione internazionale come fondamento di pacifici rapporti d'affari e interscambi culturali hanno parlato sia i rappresentanti cinesi, sia il presidente dell'Ucimu, Rambaudi, Butti, anche a nome del presidente sen. Vittorino Colombo.

Le macchine utensili italiane, quelle macchine che servono per costruire altre macchine e, in definitiva, a far progredire un popolo sono già conosciute ed apprezzate in Estremo Oriente dove, tra l'altro, vige il sistema metrico-decimale come nell'Occidente non anglosassone.

I tecnici cinesi hanno subito preso confidenza con queste macchine e, da competenti, ne hanno carpito i segreti che gli italiani — popolo di inventori, ma non geloso delle proprie scoperte — hanno mostrato loro con la massima disponibilità.

Nelle macchine utensili: torni, rettifiche, fresatrici, presse, piallatrici, foratrici ecc. gli italiani sono all'avanguardia, specialmente in settori come l'automazione, l'applicazione dei compu-

fatti in questi ultimi anni dalle aziende nel settore.

«Italia vinto mondiale di calcio — ha detto ieri un tecnico di Pechino — ma anche prima mondiale macchine utensili». E' un riconoscimento non trascurabile convalidato comunque anche da un lato ufficiale: l'industria italiana della macchina utensile, pur non potendo contare sul sostegno governativo assicurato ai suoi principali concorrenti, occupa il quinto posto nella classifica internazionale dei Paesi produttori ed il quarto in quella degli esportatori. E che i fabbricanti italiani siano oltremodo graditi ai dirigenti cinesi lo testimonia la richiesta ufficiale da parte del Primo Ministro dell'Industria Meccanica Cinese per la creazione a Pechino di una scuola professionale per addetti a macchine utensili.

Proprio ieri mattina, durante la premiazione dei 50 ingegneri cinesi, è arrivata la comunicazione che il governo italiano ha accettato questa proposta alla quale è interessata una struttura dell'Ucimu, la Italian M3T (Italian Machine Tools Training and Trading) che si occupa appunto della formazione professionale sulle macchine utensili.

«Insegnare ad usare le nostre macchine — ci ha dichiarato ieri l'ing. Tacchella a crearci degli amici per sempre».

«In questi mesi sono venuti a Cassine nei miei stabilimenti — aggiunge Tacchella — tecnici cinesi che a Shanghai producono macchine utensili per conto di nostri concorrenti sui mercati dell'Estremo Oriente. Io con loro ho messo in pratica il principio dell'Ucimu che la tecnologia va condivisa per il progresso dell'umanità. Ho mostrato tutti i segreti della mia fabbrica, anche togliendo dalla cassaforte i progetti, i disegni più riservati e ne ho ricevuto in cambio non solo ringraziamenti, ma la promessa di collaborazione.

La notizia della scuola professionale per l'uso di macchine di alta tecnologia fabbricate in Italia, scuola che sarà istituita a Pechino per richiesta delle autorità cinesi, non può che essere di conforto a quanti in questi



p. 18

## VARESE Condannato in tribunale Troppe spese all'estero

VARESE. Sono in molti a sostenere che la cifra massima che è consentito esportare all'estero in occasione di viaggi nel corso di un anno (1 milione e 100 mila lire) è ridicola e che il decreto legge in tal senso andrebbe ritoccato. Ma la limitazione — è bene ricordarlo anche ai turisti italiani che in questi giorni preparano un viaggio in terra straniera — è fatta severamente rispettare dall'ufficio italiano dei cambi: basta una dimenticanza, o una leggerezza, e si finisce sotto processo rischiando una condanna.

Ne sa qualcosa un artigiano valigiano di Varese, Alberto Martinenghi, 36 anni, che è stato condannato dal tribunale di Varese (presidente Pierantozzi, giudici D'Agostino e Gristina) a 600.000 lire di multa per avere utilizzato, nel 1978, quando il massimale era di 750.000 lire, un milione e 624.000 lire più del consentito. Il Pm dottor Giacardi ha chiesto una condanna a 2 milioni di multa.

Titolare della «Valistar» di Varese, Martinenghi si era recato a Tokio per affari, e a un certo punto si era trovato nella capitale giapponese senza soldi. Dovendo prolungare il suo soggiorno aveva allora deciso di spillare denaro dalla carta di credito che aveva con sé. In questo modo però aveva violato le disposizioni di legge superando il limite consentito.

Tre anni dopo, inesorabile, è giunto alla procura della Repubblica di Varese il rapporto dell'Ufficio italiano cambi, che aveva accertato come Martinenghi avesse cambiato nel 1978 2 milioni e 374.000 lire di cui 1 milione e 196.000 lire con la carta di credito.

Inutilmente l'avvocato difensore Prati ha sollevato un'eccezione (cui il Pm si è peraltro associato) sostenendo la incompetenza del tribunale di Varese a giudicare. Secondo la difesa, essendo stato il reato commesso con la carta di credito emessa a Roma, sarebbe stato il tribunale della capitale a doversi pronunciare.

IL GIORNO p. 3

## Il modello della biblioteca ideale per gli Istituti italiani all'estero

Roma, 13 luglio  
La promozione del libro italiano all'estero in originale ed in traduzione rappresenta un importante obiettivo della nostra politica culturale in vista del quale sono state avviate in questi giorni alcune nuove e concrete iniziative.

Ne dà annuncio un comunicato del ministero degli Affari Esteri nel quale si rileva come l'incremento delle traduzioni di opere italiane costituirà un fondamentale strumento di diffusione della nostra cultura. Lo provano anche esperienze recenti come il convegno sul tema «Il libro italiano e l'editoria americana: traduzione e mercato», tenuto presso la sede dell'Accademia americana in Roma il 4 e 5 giugno

Inoltre, il ministero degli Esteri ha dato incarico all'Istituto della Enciclopedia Italiana di esaminare la consistenza del patrimonio librario dei principali istituti di cultura all'estero, nell'assunto che le rispettive biblioteche debbano costituire una vera e propria vetrina della nostra produzione libraria.

L'intento — indica il ministero degli Esteri — è quello di dotarci quanto prima di strumenti idonei ad aggiornare tali biblioteche. Sulla base dei dati in via di raccolta, lo stesso Istituto dell'Enciclopedia Italiana è stato richiesto di progettare una «biblioteca ideale» dell'Istituto Italiano di Cultura all'estero, basata su circa cinquemila volumi.

IL GIORNO p. 5

## SAVONA - I legali svizzeri del morto sono alla caccia del nipote

# Zio australiano lascia sette miliardi AAA ereditiero cercasi in Varazze

dal nostro corrispondente  
GIORGIO GIUGNO

VARAZZE, 14 luglio

Due signori in completo blu percorrono da giorni su un'auto austera di grossa cilindrata la riviera savonese alla ricerca di un fortunato nipote di uno «zio d'Australia» che dovrebbe ereditare cinque milioni di dollari americani pari a circa sette miliardi di lire, depositati in una banca di Lugano. La notizia è trapelata quando i due distinti signori, che sono due legali svizzeri, hanno avvicinato a Varazze un possibile favorito dalla sorte e gli hanno detto esplicitamente il motivo del loro colloquio.

L'anno scorso — queste pressappoco le parole — un nostro cliente australiano è

morto lasciando una eredità di 5 milioni di dollari americani a un certo Damiano Giordano di Varazze del quale, nel testamento, non ci sono altre indicazioni, neppure l'età. Vorremmo sapere se lei ha qualche parente o conoscente in Australia». Dopo una comprensibile momento di sbigottimento Damiano Giordano, scultore a Varazze, ha decisamente rifiutato la grossa fortuna: «Mi spiace ma non sono io quel Giordano che cercate — ha detto — evidentemente è un'omonimia o un errore di trascrizione. Io non ho parenti né conoscenti ricchi a miliardi in Australia».

I due avvocati svizzeri hanno spiegato davanti a lui una copia del famoso testamento che, tra gli altri lasciti, comprende quello per il nipote di Varazze.

Effettivamente le indicazioni in mano

agli esecutori testamentari svizzeri sono limitate al nome, che potrebbe anche essere sbagliato, e alla città nella quale sarebbe sempre vissuto. Ma è ancora cittadino di Varazze quel Damiano Giordano?

I due legali svizzeri, depositari della cospicua eredità, a quanto risulta stanno ancora cercando l'erede per la riviera savonese.

Tutti i Damiani o i Damiano, i Giordani o i Giordano, comune per comune, sono passati al vaglio dei due impeccabili legali svizzeri. Voci dicono che hanno già raccolto molte indicazioni utili a scovare colui che è destinato a percepire la grossa eredità. Intanto nei centri balneari del Savonese al completo per la stagione, va di moda, tra un tuffo e l'altro, giocare a cercare l'erede dello zio d'Australia.



Ritaglio del Giornale... **INFORM** .....  
del... **15.7.82** ..... pagina.....

"ITALIANI NELLA SCUOLA TEDESCA": IN UN SIMPOSIO TENUTO A WÜRZBURG LE  
ESPERIENZE FATTE E LE PROSPETTIVE PER IL FUTURO.

ROMA -- (Inform).-- Nei giorni 9 e 10 luglio ha avuto luogo a Würzburg un simposio sul tema: "Italiani nella scuola tedesca. Esperienze e prospettive", organizzato dall'Ambasciata d'Italia a Bonn, dall'Istituto di Pedagogia dell'Università di Würzburg e dal Coascit (Comitato di assistenza scolastica italiana) di Francoforte.

Dopo gli interventi di apertura dell'Ambasciatore a Bonn Ferraris, che ha indicato gli indirizzi della politica scolastica italiana, del prof. Hans Maier, del Direttore Generale per l'Occupazione e gli Affari sociali della CEE Jean Degimbe, del prof. Theodor Berchem e del dr. Klaus Zeitler, sono susseguite le varie relazioni di esperti italiani e tedeschi, prima tra tutte quella del prof. Salvatore Valitutti sulla riforma degli interventi scolastici italiani all'estero. Sono poi intervenuti i professori Raffaele Laporta, Wolfgang Mitter, James Swift, Roberto Gusmani, Franco Angeleri, Ursula Coburn-Staeger, Hermann Schäfer, Nora Galli de Paolatesi, M. K. Malhotra, Marco Tomaselli, Norbert Spangenberg.

Il dott. Osvaldo Pagliuca, Segretario generale della UIL-Scuola, ha parlato della professionalità degli operatori italiani all'estero.

Il simposio si è concluso con una tavola rotonda e un dibattito in cui sono stati delineati progetti e nuove prospettive per il futuro. Da una parte, nelle relazioni e negli interventi, si è cercato di individuare le iniziative migliori dal punto di vista linguistico e pedagogico, è stata sottolineata soprattutto l'esigenza della formazione professionale degli insegnanti. Particolare rilievo ha avuto il problema delle cosiddette "scuole speciali" (Sonderschulen) per il grave aspetto rappresentato dall'altissima percentuale di ragazzi italiani inviati in tali scuole.

Da parte del Coascit di Francoforte è stato illustrato l'esperimento che si sta portando avanti per evitare il passaggio dei ragazzi in questo tipo di scuole, e che consiste in un sostegno non soltanto linguistico ma anche psicoanalitico. Infatti le cause del passaggio dei ragazzi nelle Sonderschulen sono molteplici ed alcune, di tipo psicologico e ambientale, possono essere rimosse con questo trattamento. Da sei mesi l'iniziativa è in corso e finora ha dato buoni risultati evitando a molti ragazzi il passaggio in tali scuole per sottodotati.

Dal dibattito è emerso che l'integrazione dev'essere l'obiettivo principale da perseguire. Si è pure riscontrato che per molti ragazzi l'italiano costituisce in un certo senso la terza lingua. Ci sono infatti dei

9/.

zzi che al loro ingresso nella scuola parlano esclusivamente il dialetto. Devono imparare il tedesco e poi l'italiano che risulta quindi la terza lingua. Si è discusso se, in questi casi, l'insegnamento dell'italiano iniziare sin dal primo anno di scuola o se sia preferibile, come al- in effetti hanno sostenuto, insegnarlo negli anni successivi. Per un- zzo dialettologo l'approccio migliore sarebbe quello di insegnare dap- il tedesco, cominciare nei primi anni ad inserire nel dialetto alcu- concetti di italiano che negli anni successivi diventerebbero un vero e- prio insegnamento. Solo così il ragazzo diventerebbe effettivamente bi- gue.

In Italia i dialetti perdono terreno (malgrado l'attuale "revival") e il cesso di standardizzazione, per merito (o demerito...) della televisione, molto avanzato. Tra le comunità all'estero la spinta alla standardizza- ne è molto minore, e l'insegnamento dell'italiano deve evitare che la- tura dialettale diventi una causa di emarginazione e consentire il re- tro di certi valori culturali rimasti latenti.

Dal punto di vista operativo l'iniziativa del simposio avrà un seguito autunno, con una tavola rotonda che dovrebbe tenersi presso l'Università Urbino. E' stato anche raggiunto un accordo tra le Università di Urbino e Würzburg per la formazione degli insegnanti, attraverso iniziative che anno meglio precisate in seguito. E' viva la coscienza, infatti, che gli interventi particolari per i ragazzi italiani nella scuola tedesca richiedono una preparazione altamente specializzata. Oggi, purtroppo, il livello preparazione, nella maggior parte dei casi, è del tutto inadeguato. (Inform)



Emigrati. Il progetto di legge che prevede la partecipazione degli italiani all'estero approvato in commissione: molte polemiche

# Pci e Psi: voto per posta, ma la campagna elettorale?

di MARCELLO SORGI

Che succederebbe in Italia se da un anno all'altro andassero a votare cinque milioni di cittadini in più? Chi potrebbe avvantaggiarsene: la Dc o il Psi, i laici o i comunisti? E alla destra converrebbe? Non sono domande campate in aria, dato che la Camera si appresta a discutere il testo di una legge di estensione del diritto di voto agli emigranti. La decisione è stata presa ieri fra molte polemiche: i comunisti avrebbero voluto un accantonamento del progetto e un approfondimento della discussione; socialisti e repubblicani erano assenti al momento della votazione. A favore hanno votato la Dc, il Msi, i liberali e i socialdemocratici, oltre al presidente della commissione, l'altoatesino Osvaldo Da Riz. Il quale, già da ora, prevede un difficile iter della legge: «L'approvazione in commissione è stata molto contrastata, sono sicuro che la battaglia continuerà in aula».

La ragione delle polemiche sta nel sistema scelto per le elezioni all'estero: il voto per corrispondenza. Nessuno mette in discussione il diritto, sancito dalla Costituzione, che tutti i cittadini votino. Ma se la legge dovesse essere approvata nella versione inviata in aula, il metodo sarebbe, schematicamente, questo: l'emigrato che vuole votare ne fa richiesta al sindaco del paese di provenienza, se è iscritto nelle liste elettorali, 45 giorni prima delle elezioni. Il sindaco, con 35 giorni d'anticipo, gli manda una busta con il certificato elettorale, gli elenchi dei candidati dei vari partiti, il modulo per esprimere la preferenza. Fatta la sua scelta, il cittadino all'estero spedisce la busta al consolato più vicino. Il consolato la riceve, prepara dei plichi con le buste di tutti gli emigranti, le divide per comuni di provenienza e le invia in Italia. Lì, nei paesi, appositi uffici procedono allo spoglio.

Accanto al voto per corrispondenza la commissione ha preso in esame il voto per procura (incompatibile con la no-



stra costituzionale, che prevede la segretezza e la personalità dell'esercizio dell'elettorato attivo); e la creazione di seggi nelle rappresentanze consolari, diplomatiche e sulle navi (scartata per problemi di personale, pratici e per «motivi di carattere internazionale»).

Secondo i comunisti, che si sono battuti per la non approvazione del testo, una legge del genere non darebbe garanzie. Anche l'assenza di socialisti e repubblicani alla seduta di ieri è stata considerata segno di perplessità. Antonio Del Pennino (Pri), proprio in un recente convegno, aveva sollevato il problema della difficile identificazione dell'elettore (che succede se una

busta spedita a Tizio finisce nelle mani di Caio?). Antonio Andò (Psi) dice senza mezzi termini: «Noi affrontiamo la questione elettorale prendendola dai piedi e non dalla testa. Ci rifiutiamo di fare un discorso complessivamente critico sul sistema del voto o di modificarlo per garantire una migliore governabilità: nel frattempo ci occupiamo di questioni particolari. Per conto mio sarebbe più serio far votare i cittadini all'estero per candidati scelti fra coloro che vivono fuori».

Il Pci ha annunciato una relazione di minoranza fondata innanzitutto su rilievi di costituzionalità; secondo le leggi italiane il voto è valido se libero, uguale, segreto, personale. Il to-

sto proposto è in grado di garantire questi presupposti? «Il problema più grosso — aggiunge Ugo Spagnoli, vicepresidente del gruppo — è che con l'immissione di cinque milioni di elettori «particolari» nel corpo elettorale si falsano le regole del gioco. Non si è pensato a come regolare la propaganda elettorale: qui da noi si svolge con comizi, pubblicazioni, uso dei mass media, giornali, tv. E all'estero?».

Andò concorda: «Senza potere usufruire delle stesse informazioni che in Italia ricevono i loro parenti, gli emigrati sarebbero elettori diminuiti. Questo è già un motivo di ripensamento».

Allo stato attuale, e nella totale mancanza di convenzioni internazionali (ne esistono relative al Parlamento europeo, ma limitate a quel tipo di elezioni) è impensabile, per esempio, una «tribuna politica» trasmessa da tv straniere, o spazi programmati sui giornali dei paesi d'emigrazione. Comizi svolti personalmente da candidati italiani, poi, manco a parlarne. Ci sono paesi in cui i partiti di sinistra sono ancora considerati illegali. Bisogna ancora tenere presente il progressivo sradicamento rispetto all'Italia degli emigrati che si accompagna a un relativo inserimento nelle società in cui lavorano: in Svizzera e in Germania (le più recenti inchieste lo dimostrano) c'è meno nostalgia dell'Italia, nelle Americhe gli italiani sono un ceppo etnico a parte, con abitudini, cultura e interessi che non sono né americani né italiani. Malgrado tutto ciò «noi avevamo — dice Mazzola, relatore della legge — il dovere di accontentare le richieste di molti emigrati. Ora si potrà pensare a modificare il testo, ma è sperabile che non ci siano altri rinvii». «Accontentare — ribatte Renzo Moschioni, autore della relazione comunista di minoranza — si fa presto a dirlo. Bisogna vedere come, con quale logica. Chi me lo dice se nelle pampas lontane qualcuno non fa mazzette di mille voti e le spedisce? Ne ripareremo in autunno, in aula».

## Cinque milioni sono in «lista d'attesa»

● Il totale degli emigrati elettori (ma un calcolo definitivo è difficile) è di circa cinque milioni. Il diritto ad esercitare il voto verrebbe assicurato a chi conserva la cittadinanza italiana ed è iscritto nelle liste elettorali. Va detto che sono numerosissimi i casi di doppia cittadinanza e che anche i cambiamenti vengono notificati e registrati in Italia con estrema lentezza. Secondo le interpretazioni del testo proposto, potrebbero votare, in casi-limite, anche figli e nipoti della prima generazione di italiani all'estero.

● Lo Stato all'estero. La macchina statale italiana soffre, all'estero, di forti scompensi. Il personale è molto carente. Si pensi che per l'intera comunità economica europea (1.700.000 emigrati) la Farnesina ha a disposizione solo 490 persone, con un rapporto fra personale e connazionali di un dipendente ogni 1.360 italiani. Lo stesso rapporto in America Latina (1.974.000 lavoratori presenti, dieci consolati, un organico di 105 unità) è di uno a 19.020; in Asia, dove le presenze sono appena 27.000 ma le distanze interminabili, di uno a 84; di uno a 1.830 in Africa e di uno a 450 in Australia. Difficile, dunque, assicurare assistenza agli elettori.

● Gli emigrati e l'Italia. Dall'Unità d'Italia ad oggi sono 25 milioni i lavoratori partiti per l'estero. Quindici milioni sono rientrati e altri dieci non torneranno forse mai più: in un secolo, dunque, se n'è

andata mezza Italia. Dal 1961 (387.123 partenze) in poi c'è stato un calo delle partenze, fino a una media di 87-90 mila all'anno. I rientri hanno superato le emigrazioni nel '73 (più 1.366) con una punta massima di '75 (più 30.108) e un leggero calo, ma sempre mantenendo l'attivo. Se dalle elezioni per il Parlamento europeo si può trarre un'indicazione, va detto che la percentuale del voto è stata piuttosto bassa, non raggiungendo mai il 50 per cento e toccando i dieci per cento.

● Come votano gli emigrati degli altri paesi? In Europa, l'Austria, il Lussemburgo e la Svizzera non ammettono alcuna forma di voto per i cittadini residenti all'estero. L'Olanda, il Belgio e la Francia ammettono il voto per corrispondenza, gli olandesi solo se mantengono la residenza nella terra natia, i belgi solo se sono espatriati per motivi di lavoro; per i francesi solo per i elezioni del presidente della Repubblica. In Inghilterra si adotta il voto per delega per le forze armate, il personale diplomatico e consolare. Gli altri elettori non possono votare. La Germania federale e la Svizzera ammettono il voto per corrispondenza: solo la Svizzera si regola per il voto per procura.



Ministero degli Affari Esteri  
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio del Giornale... J.A.R.  
15. LUG. 1982  
del..... pagina.....

In commissione coi voti del Msi e l'inerzia di Psi e Pri

# Voto per corrispondenza: la DC tenta di imporre progetto-truffa

ROMA — La DC, con l'appoggio missino e l'inerzia o il disinteresse degli altri alleati di governo, ha ieri, nella Commissione Affari costituzionali della Camera, licenziato per la Camera il progetto di legge per il voto degli italiani all'estero. I comunisti e gli indipendenti di sinistra hanno detto alto e forte il loro no e, come ha preannunciato il compagno Renzo Moschini, in assemblea e nel Paese denunceranno e nel Paese denunceranno e nel Paese denunceranno questa autentica truffa, «ricorrendo a tutti gli strumenti regolamentari consentiti».

Col progetto si stravolge, e ci si mette sotto i piedi, ogni garanzia costituzionale posta a presidio del voto. Viene infatti istituito — per i circa 5 milioni (ma il numero non è sicuro) di italiani residenti permanentemente all'estero — il voto per corrispondenza, laddove la Costituzione prevede che esso deve essere segreto, personale e diretto. Sistema che si dovrebbe realizzare (se e quando la legge riuscisse ad andare definitivamente in porto) mediante l'invio all'elettore (che deve farne richiesta al Comune d'origine) del certificato e delle

schede elettorali. L'elettore, in plico chiuso, dovrà poi far pervenire le schede al consolato almeno 25 giorni prima delle operazioni di voto sul territorio nazionale. Il console invia i plichi in Italia ad uno speciale ufficio postale, a Roma, che poi, a sua volta, li destinerà ai Comuni. Nessuna norma è prevista nel progetto a tutela del diritto dei partiti a concorrere, nei luoghi di residenza degli emigrati, alla formazione della volontà politica degli elettori. Il che costituisce una ulteriore grave violazione dei diritti costituzionali, individuali e collettivi.

DC e MSI (assenti o silenziosi socialisti e repubblicani) hanno rifiutato un dibattito serio su una materia tanto delicata, fino al punto di rifiutarsi di ascoltare il ministro Darida che aveva espresso riserve sul voto per corrispondenza. D'altro lato il governo, che non ha mai prospettato un proprio progetto, è stato nel complesso defilato, segno — ha notato Moschini — delle difficoltà reali ad affrontare il tema con la dovuta serietà.

Perché così tanta improvvi-

saione e protervia — di DC e MSI — nello andare avanti? Naturalmente «in nome dei diritti dei nostri emigrati — ha osservato il deputato comunista —, dei quali, per la verità, questo, come i precedenti governi, non hanno mostrato mai di preoccuparsi molto, come abbiamo sentito anche ad un recente convegno della DC».

Del resto il tipo di voto previsto (che si presta alla incetta dei certificati e delle schede da parte di boss) è la caricatura di un effettivo esercizio di un diritto, quale quello elettorale. Non si assicura, con questo metodo, né la segretezza né la personalizzazione del voto, né il diritto alla propaganda. Tra l'altro va osservato che dovendo gli emigrati consegnare le schede al consolato non meno di 25 giorni prima della data delle elezioni in Italia, cioè quando la campagna elettorale in Italia è appena agli inizi, essi non potranno ricevere, neppure per via indiretta, «messaggi» sui programmi, sui candidati, ecc.

Il voto contrario dei comunisti — ha concluso Moschini

«vuole essere non un atto conclusivo, ma solo l'avvio di una nuova azione, che dalla commissione si trasferisce fuori, per impedirvi — ha detto rivolto a democristiani e missini — di varare una legge truffaldina e lesiva delle norme costituzionali e grave politicamente».

L'UNITA'  
p. 5

ROMA — Gli italiani residenti all'estero potranno votare: tutta la complessa procedura non è stata ancora definita, ma il primo passo è stato compiuto. A Montecitorio, infatti, in sede referentia e col voto congiunto dei soli comunisti e dell'indipendente di sinistra Rodotà, è stato approvato il provvedimento che passa ora all'esame dell'aula e poi sarà trasmesso al Senato. Assenti al momento del voto i socialisti ed i repubblicani. La normativa sulla quale si è votato nasce dalle richieste di numerosi testi presentati da varie parti politiche e stabilisce che gli italiani residenti all'estero che vorranno votare per corrispondenza dovranno fare con molto anticipo la loro scelta. Infatti le schede col loro voto dovranno pervenire all'ufficio elettorale consolare di zona (che provvederà poi ad inoltrarle in Italia) almeno 25 giorni prima dell'inizio delle votazioni.

Tra le proposte di legge presentate sulla delicata materia tre portavano la firma dei deputati democristiani Armetta, Boffardi e Sinisio. Subito dopo il voto l'on. Verroia, vice presidente vicario del Gruppo democristiano, ha espresso piena soddisfazione per il lavoro compiuto e per il voto espresso dalla I<sup>a</sup> Commissione. «E' una tappa importante — ha detto — nell'iter di approva-

zione della legge che giunge in ritardo, ma che renderà giustizia a milioni di cittadini italiani residenti all'estero per lunghi anni privati di fatto dall'esercizio del diritto di voto».

«Viene così respinto il dibattito costituzionale che impone la parità dei diritti di tutti i cittadini».

Il voto contrario del partito comunista — ha aggiunto l'on. Verroia — appare frutto di mero calcolo di parte per la consapevolezza di godere di scarsi consensi tra i nostri connazionali all'estero. La DC, invece, ha dimostrato coraggio, coerenza democratica e sincera amicizia nei confronti di quanti sono costretti a vivere lontani dalla nostra Italia».

«Esprimiamo pertanto l'augurio che l'Assemblea di Montecitorio possa presto discutere ed approvare la legge onde consentire la rapida e definitiva approvazione della stessa da parte del Senato».

Dopo l'approvazione del provvedimento, il relatore Mazzola ha rivendicato alla DC la battaglia condotta per lunghi mesi per garantire agli italiani residenti all'estero l'esercizio concreto di un diritto costituzionale. Ha poi spiegato che il testo approvato prevede il voto per corrispondenza in quanto l'altra alternativa (e cioè quella del voto nelle sedi consolari) si

presentava inattuabile per la presenza, in molte località, di centinaia di migliaia di italiani (esempio, Argentina e Canada) con conseguenze di carattere organizzativo insormontabili. Mazzola ha esortato che il voto nei seggi consolari è praticato nei Paesi che non hanno emigrazione (USA) e che devono quindi garantire il voto solo a quei cittadini che sono all'estero per ragioni di ufficio, cioè soprattutto militari e diplomatici.

S. B.R.A.

IL POPOLO

p. 6

chi è all'estero voterà per posta

La legge passa alla Camera con il voto contrario del Pri



Ministero degli Affari Esteri

DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

RASSEGNA DELLA STAMPA A CURA DELL'UFFICIO VII

Ritaglio del Giornale... **VAR.** .....  
15. LUG. 1982  
del..... pagina.....

## RFT Incentivi per il rientro dei lavoratori stranieri

BONN. Per far fronte alla diminuita possibilità di assorbimento di lavoratori stranieri, il governo tedesco ha deciso oggi una serie di misure per stimolare il rientro di un certo numero di essi nel paese di origine e frenare il flusso di parenti che segue l'arrivo di un lavoratore nella Germania federale.

Di fronte ai 4,7 milioni di lavoratori stranieri la possibilità di assorbimento della Repubblica federale è ormai giunta al limite massimo» ha detto alla stampa il ministro del lavoro Heinz Westphal.

Le misure principali consistono in agevolazioni finanziarie per coloro che intendono rientrare nel loro paese, che saranno valide fino alla fine del 1987. Queste agevolazioni riguardano soprattutto il campo dei rimborsi assicurativi e delle il-

quidazioni. Inoltre al ministro della cooperazione economica è stato dato un mandato per studiare possibili agevolazioni che favoriscano investimenti in alcune zone della Turchia, con il contributo degli stessi lavoratori interessati che sfruttino anche le capacità professionali da essi acquisite

IL MANIFESTO p. 2

**AVVENIRE**

p. 4

## Il libro italiano all'estero

ROMA — La promozione del libro italiano all'estero in originale ed in traduzione rappresenta un importante obiettivo della nostra politica culturale in vista del quale sono state avviate in questi giorni alcune nuove e concrete iniziative.

Ne dà annuncio un comunicato del ministero degli Affari Esteri nel quale si rileva come l'incremento delle traduzioni di opere italiane costituirà un fondamentale strumento di diffusione della nostra cultura. Lo provano anche esperienze recenti come il convegno sul tema «Il libro italiano e l'editoria americana: traduzione e mercato», tenuto presso la sede dell'Accademia americana in Roma il 4 e 5 giugno u.s., che è fra l'altro servito a dimostrare l'utilità di adottare un sistema di contributi finanziari, anche parziali, alle spese di traduzione sostenute dalle case editrici straniere.

Si tratta — il comunicato sottolinea — di una politica di sostegno, già sperimentata con successo dai governi tedesco e francese, che anche nostre autorità hanno deciso di intraprendere, mettendo allo studio la reperibilità delle necessarie risorse finanziarie.

IL POPOLO p. 15

## Deve essere potenziata a Siena la scuola di lingua e cultura italiana per stranieri

SIENA — L'inaugurazione della 66ª annata della Scuola di Lingue e cultura italiana per stranieri, in occasione dell'inizio dei corsi estivi (domenica 18 luglio — prolusione dell'ambasciatore Sergio Romano, direttore generale per la cooperazione culturale, scientifica e tecnica del ministero degli Esteri), coincide con un momento molto importante e delicato: quello della revisione dello statuto della scuola. Il Consiglio di amministrazione, su proposta del ministero della Pubblica Istruzione, ha già cominciato a discutere di questa revisione che, se bene attuata, servirà al rafforzamento di una istituzione qualificante e connotata alla città di Siena.

In questi termini si apre un importante documento politico, votato all'unanimità dalla Direzione provinciale della DC senese, per la quale la scuola per stranieri deve essere intesa e ulteriormente valorizzata quale istituto di istruzione superiore. Per la Direzione del nostro

partito, debbono, però, essere affrontati alcuni punti ancora non bene chiariti, e che la nuova proposta non risolve. Intanto, il corpo insegnante deve essere liberato dalla sua condizione di precarietà.

«E' positiva — si afferma — l'indicazione di poter attuare comandi di personale già inquadrato nei ruoli statali per ricoprire posti negli insegnamenti linguistici e nei corsi di cultura». Ma si sottolinea come è ormai indispensabile che la scuola possa avere professori di ruolo (ordinari, associati) negli insegnamenti di base.

Secondo la DC senese va, inoltre, profondamente rivista la figura del direttore che, come nello statuto in vigore, avrebbe un potere ancora eccessivo rispetto alla precarietà del corpo di insegnanti che lo elegge, e deve essere modificata l'indicazione relativa alla nuova composizione del Consiglio di amministrazione.

La revisione dello statuto è un fatto molto importante, che tuttavia non potrà sopperire — da sola — alle non poche carenze della legge istitutiva di questa scuola universitaria, apprezzata e conosciuta in tutto il mondo. Presto si porrà, anche se più difficile, il discorso di una revisione legislativa, come hanno sottolineato i rappresentanti d.c. nel Consiglio di amministrazione. Se le nazionalità degli studenti dei corsi estivi sono più numerose del 66 anni gloriosi di questa scuola, se le richieste di corsi particolari di cultura provengono continuamente da tutti i continenti, una cosa è certa: la scuola di lingua e cultura italiana per stranieri deve poter contare su normative idonee alla sua non arrestabile crescita, che è ricchezza per Siena e per il nostro Paese. La DC senese è sempre stata e rimane impegnata per questo obiettivo.

Pierpaolo Fiorentini

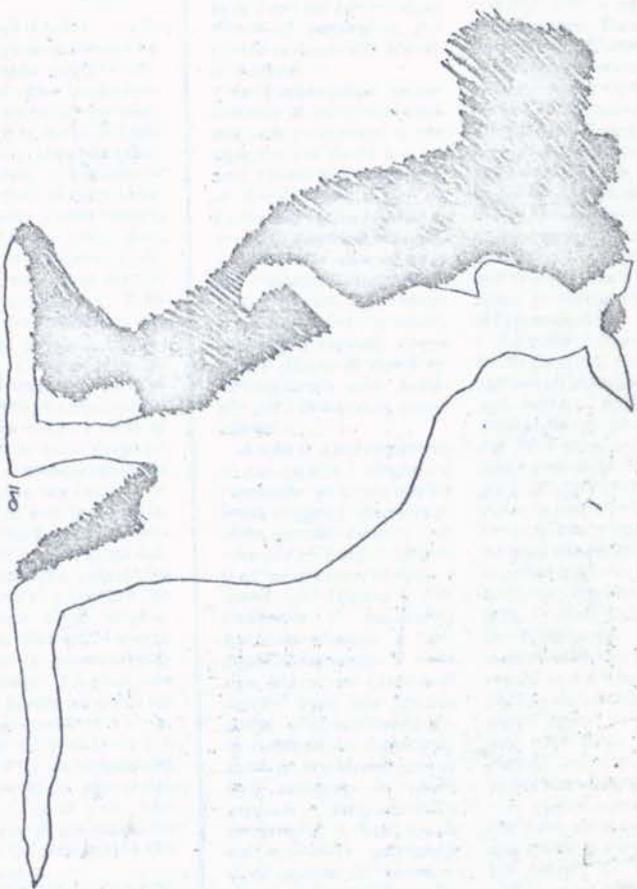
**Il nostro paese desta nel nuovo continente un grande interesse. Ma da noi i centri di diffusione culturale sembrano accorgersene molto poco**

**Q**ualche settimana fa, su questo stesso giornale, Dario Puccini, a proposito della guerra delle Falkland, ha messo in luce un fatto importante: ci sono alcune aree del mondo (nel suo caso, l'America latina) di cui non sappiamo praticamente nulla, che non fanno parte del nostro linguaggio corrente, salvo che non succeda qualcosa di grave. Ma di buchi ne

rebbe impossibile dirne qualcosa di preciso. Bisogna riconoscere, insomma, che dell'Australia non sappiamo praticamente niente.

Questa ammissione è grave per almeno due ragioni. La prima è che l'Australia è una delle regioni potenzialmente più ricche di risorse del globo, specialmente se si pensa che è grande come l'Europa ed ha una popolazione di circa quindici milioni di persone. La seconda, che ci tocca più da vicino, è che gli italiani li sono numerosissimi, e che l'immagine dell'Italia che quel paese ha è una delle più positive che sia possibile incontrare oggi nel mondo.

Qualche esempio. L'italiano come lingua straniera è studiato in numerosissime scuole australiane di



## ORA CI SCOPRIE LA PERIFERIA L'AUSTRALIA

ogni grado, dalle elementari all'università, e non soltanto da oriundi italiani, ma anche da persone che col nostro paese non hanno mai avuto direttamente a che fare. In Tasmania, una grossa isola all'estremo sud del continente, alcune centinaia di persone studiano la nostra lingua, e molte di loro la

imparano da un'insegnante di origine irlandese, Marie di Benedetto, che la parla benissimo. A Sydney, presso il dipartimento di italiano dell'università, esiste da alcuni anni la Fondazione Frederick May per gli studi italiani, diretta dal veneziano Gino Rizzo, uno studioso di letteratura ita-

liana arrivato in Australia dopo anni di lavoro in America. La Fondazione organizza convegni e mostre, pubblica volumi per presentare agli australiani gli aspetti principali della nostra cultura, del passato e del presente. Alla Griffith University di Brisbane (un posto bellissimo, che il ministro Bodrato farebbe bene a visitare, per ve-

dere come si fanno le università) esiste un corso di studi italiani (con professori per lo più non italiani) che presenta a studenti australiani la realtà di oggi, vista specialmente con occhio storico e antropologico.

La lista degli esempi potrebbe, come suol dirsi, allungarsi ancora. E' meglio però porsi una domanda: chi si lascerebbe scappare una situazione così produttiva? A chi, dentro di sé, sta dicendo «nessuno, naturalmente», devo dare una disillusione. Tutte queste iniziative cercano, ma non trovano, risposta dall'Italia. Ad esempio, nei corsi di lingue, che sono numerosissimi, non si usano materiali italiani preparati appositamente, ma, molto spesso, unità didattiche fatte personalmente dall'insegnante, che, per la disperazione di non avere nulla di serio a

portata di mano, si arrangerà come può. E' uno dei tanti casi in cui si misura l'evanescenza della politica culturale italiana all'estero.

Un giovane insegnante di origine italiana di Melbourne, Elio Guarnuccio, stanco di cercare, si è messo a fare l'editore in proprio e pubblica un corso

di italiano elementare di sua creazione. Forse piacerebbe a Craxi, perché si intitola «Avanti!», ma a parte gli scherzi è un buon esempio di come la disperazione possa creare la sapienza. E' un corso ben fatto, ricco di trovate intelligenti e, cosa che non guasta, divertentissimo. Allo stesso modo, gli insegnanti di italiano australiani, uniti in una vivace associazione, avrebbero bisogno di viaggi in Italia per raccogliere esperienze da portare poi nelle loro classi. I nostri ministeri non si accorgono di loro, e si limitano a mandargli pacchi di libri noiosi e inutili.

Come si vede facilmente, è sempre la solita tristezza. O forse una ragione c'è. La Fiat ha portato in America, l'anno scorso, una mostra sull'Italia intitolata «Italia. Un paese fatto dall'uomo». E' una mostra che accredita l'immagine di un paese pacifico, ricco, creativo. Può lasciare dubbiosi i più pessimisti tra noi, ma segnala una tendenza. L'immagine di un paese all'estero, se non la fanno i governi, la fanno, prima o poi, le multinazionali. E' questo che si vuole anche in Australia?

Raffaele Simone



Approvata la legge in Commissione alla Camera

# Il diritto al voto riconosciuto agli emigrati

Determinante e trainante l'iniziativa del Msi-Dn - Ora il provvedimento dovrà passare all'esame dell'Aula

La Commissione affari costituzionali della Camera ha approvato ieri la proposta di legge per l'esercizio del voto dei cittadini italiani all'estero. Si tratta di una prima tappa, perché il provvedimento dovrà essere esaminato dall'assemblea plenaria e poi dal Senato. Ma è tappa importantissima e significativa. «Questa è la prima volta nella storia parlamentare italiana, ha dichiarato l'on. Mirko Tremaglia, che una commissione permanente approva un testo di legge che consente ai nostri connazionali all'estero di votare nei luoghi di residenza».

«Ora, ha detto Tremaglia, si tratta di impostare il discorso per l'aula, perché ogni forza politica si assuma la sua responsabilità fino in fondo di fronte alla soluzione di un problema che coinvolge diritti costituzionalmente protetti. Noi crediamo, ha proseguito, che l'appuntamento con l'aula sia vicino; anche per le richieste ferme che il gruppo missino avanza».

Si tratta di un chiaro successo del Msi-Dn che, per il voto degli italiani all'estero, conduce una battaglia ormai trentennale. È dal 1955, infatti, che i parlamentari missini propongono ad ogni legislatura soluzioni, sempre insabbiate soprattutto per l'avversione del Pci il quale teme il voto dei nostri connazionali all'estero. Vittoria sottolineata dalla Direzione nazionale Msi-Dn che, dopo aver espresso compiacimento ai deputati missini e in particolare all'on. Tremaglia «per l'instancabile operosità svolta», ha dedicato la giornata del 14 luglio alla celebrazione del lavoro italiano nel mondo.

**IL PROBLEMA** — Sono oltre 5 milioni i nostri connazionali residenti all'estero. Cittadini di pieno diritto, perché hanno conservato la cittadinanza italiana, anche a dimostrazione del caparbio attaccamento alla Patria. Come cittadini hanno diritto di partecipazione alla organizzazione politica del Paese; diritto, però, di cui sono di fatto privati perché non è loro consentito votare nei luoghi di residenza (che certamente non si può chiedere a chi risiede oltreoceano di venire in Italia per deporre una scheda in un'urna elettorale). La residenza all'estero è quindi un ostacolo all'esercizio di questo diritto, ostacolo che la Repubblica ha l'obbligo di rimuovere come afferma l'art. 3 della Costituzione. Non averlo rimosso comporta avere privato, di fatto, 5 milioni di cittadini della possibilità di esercitare il diritto di voto. Si è così intaccato, e profondamente, un diritto che, per esplicita disposizione costituzionale, può essere limitato solo «per incapacità civile o per effetto di sentenza penale irrevocabile o nei casi di indegnità morale indicati dalla legge».

Ma vi è di più. Perché la Repubblica negli anni passati non ha consentito all'estero

## Giornata dedicata al lavoro

La Direzione nazionale del Msi-Dn, ha approvato un ordine del giorno, presentato dagli onn. Tripodi, Almirante, Servello, Rauti e Pazzaglia, nel quale fra l'altro si decide di dedicare la «giornata del 14 luglio alla celebrazione del lavoro italiano».

Ecco il testo dell'ordine del giorno: «La Commissione Affari Costituzionali della Camera, per iniziativa determinante e trainante del Msi-Dn, ha approvato stamane (ieri n.d.r.), con l'opposizione del Partito Comunista, il provvedimento di legge per il voto agli italiani all'estero».

«Si corona così una trentennale battaglia che abbiamo condotto ininterrottamente per riconoscere ai nostri fratelli sparsi per il mondo la pienezza dei diritti civili».

«La Direzione nazionale del Msi-Dn, mentre decide di dedicare la giornata del 14 luglio alla celebrazione del lavoro italiano nel mondo e di tutti quanti ne sono generosi ed intelligenti protagonisti, si compiace con i deputati missini, e in particolare con l'on. Tremaglia per l'instancabile operosità svolta in proposito ed esprime certezza che, appena, e al più presto, la proposta di legge passerà al dibattito in Aula, troverà approvazione definitiva».

cellazione dalle liste elettorali. Determinando così quello che Tremaglia ha definito un vero e proprio «genocidio elettorale».

**LA SOLUZIONE INDICATA DAL Msi-Dn** — Consentire ai nostri connazionali all'estero l'esercizio del voto per corrispondenza; espressione del voto per candidati compresi in un collegio unico nazionale oppure in collegi che raggruppino vaste porzioni di territorio nazionale. Questi i punti caratterizzanti della soluzione proposta dal Msi-Dn che non è la sola per quanto concerne i nostri connazionali all'estero. Infatti altra proposta di legge fu presentata dall'on. Tremaglia per la reinscrizione d'ufficio nelle liste elettorali di quanti ne era-

no stati cancellati per residenza all'estero; iniziativa coronata da pieno successo perché è già operante la legge n. 40 del 9 febbraio 1979 che ha disposto appunto la reinscrizione d'ufficio nelle liste elettorali dei 4 milioni e 500.000 connazionali cancellati per residenza all'estero. Una terza proposta, anche questa dell'on. Tremaglia, concerne il censimento degli italiani all'estero, proposta ancora all'esame della Commissione esteri della Camera e che certamente si affianca, sotto il profilo funzionale, a quella per il voto all'estero.

**ITER FATIGOSO** — Si tratta di «questione antica» ha detto Tremaglia quando ieri, intervenendo come proponente nel dibattito in Commissione, ha rifatto la storia dell'iniziativa missina. Una battaglia, ha proseguito, «combattuta per i diritti civili di oltre 5 milioni di nostri connazionali; una battaglia non facile perché in tutte le legislature l'iniziativa missina è stata sostanzialmente insabbiata». Solo nel 1976, per iniziativa del Msi-Dn, fu possibile rimuovere dalla Commissione la proposta di legge e portarla in aula. Nel 1979 un comitato dei Nove riuscì a redigere un testo unificato delle varie proposte che via via si erano aggregate a quella missina, ma l'iter fu interrotto dall'anticipato scioglimento delle Camere. L'ultima fase dell'iter è segnata dalla decisione della «presidenza della Camera di assegnare alla Commissione affari costituzionali il termine del 31 marzo scorso per la presentazione della relazione. Termine non rispettato; perché nel comitato ristretto operarono solo i rappresentanti del Msi-Dn e della Dc; il Pci ne abbandonò presto il lavoro per «protesta» all'intesa — disse l'on. Moschini — che si era creata fra Msi-Dn e Dc, con il Msi-Dn forza trainante.

**LA PROPOSTA APPROVATA DALLA COMMISSIONE** — Si articola su due punti essenziali: a) espressione del voto per corrispondenza; b) votazione per liste presentate nelle circoscrizioni d'origine. Il voto per corrispondenza è stato sempre al centro delle proposte del Msi-Dn. La nostra proposta, ha detto Tremaglia, è frutto innanzi tutto di esame delle legislazioni di altri Stati; inoltre tiene conto di un complesso di situazioni e comunque della scrupolosa osservanza delle prescrizioni costituzionali sulla segretezza, la libertà e la personalità del voto.

Ieri, in Commissione, Pci e Sinistra indipendente hanno confermato, con le dichiarazioni di voto degli onorevoli Moschini e Rodotà, la loro avversione al voto degli italiani all'estero. Hanno votato invece a favore Msi-Dn, Dc, Pli e Psdi. Nessuna notizia dei socialisti, dei radicali e dei repubblicani. Del comitato dei nove è stato chiamato a far parte per il Msi-Dn l'on. Pie-

## Battaglia civile e nazionale

La Commissione Affari costituzionali della Camera — come riferiamo a parte — ha approvato ieri la legge che consente agli Italiani all'estero di esercitare un diritto civile fondamentale, riconosciuto loro dalla Costituzione ma di fatto finora negato, quello elettorale. La legge infatti permette ai cinque e più milioni di cittadini italiani che si trovano per ragioni di lavoro fuori dai confini della Patria di partecipare per corrispondenza alle elezioni italiane.

La Commissione ha approvato il provvedimento «in sede referente», il che significa che dovrà ora essere votato dall'assemblea di Montecitorio e poi da quella di Palazzo Madama, prima di diventare «legge». Hanno detto «sì» al voto agli Italiani all'estero Msi-Dn, Dc, Psdi, Pli; contro si sono espressi i comunisti, socialisti e radicali, che a parole dicono di essere all'avanguardia nelle battaglie per i diritti civili, erano assenti.

Anche se il provvedimento ancora non è a legge, è comunque un altro decisivo passo in avanti verso il concreto esercizio del diritto di voto per gli Italiani costretti all'emigrazione in tutto il mondo, dal bisogno o dall'esigenza di realizzarsi professionalmente o imprenditorialmente e che non hanno mai cessato di sentirsi legati alla Madrepatria, alla quale hanno dato e danno un importante apporto economico con le loro «rimesse» in valute pregiate — indispensabili a tamponare le falle aperte nell'economia nazionale dagli sperperi di regime — ed un inestimabile contributo in termini di prestigio, tenendo alto il nome d'Italia nella severa competizione internazionale del lavoro, dell'operosità, dell'intelligenza creativa, che grazie ai connazionali sparsi nei cinque Continenti, vede gli Italiani ai primi posti, come fertili «sale della terra».

Ed è una vittoria — lo diciamo senza enfasi — del Msi-Dn, il quale dal 1955 conduce con tenacia, pazienza, modestia questa battaglia, che è insieme nazionale e civile nel senso più alto dei termini. È stata e rimane una battaglia difficile, che solo un partito capace come il Msi-Dn poteva promuovere, senza deflettere, senza rinunciare, senza dimenticare per più di cinquant'anni.

Il Paese reale è rimasto incapace di essere e attuare quanto non è questo diritto civile dei fratelli all'estero.

Ora «democrazia»

italica, che via via andava riconoscendo come «diritti» anche alcuni tra i più discutibili o abietti istinti di sparsite minoranze di cittadini, diceva «no» a cinque milioni di Italiani, «colpevoli» ai suoi occhi di volersi sentire ancora tali, e per questo discriminati ed emarginati dagli «italiotti», per i quali l'Italia doveva restare matrigna verso i fratelli emigrati.

Il Msi-Dn — ed in quest'opera l'on. Tremaglia è stato un infaticabile e trascinatorio «apostolo» — ha rotto nel Paese reale l'ignoranza e l'indifferenza verso il problema. È stato il passaggio decisivo, la «carta vincente» sotto la pressione del Paese reale all'iniziativa dei parlamentari missini se ne sono aggiunte altre; il masso è diventato quasi una valanga, che sta travolgendo le residue resistenze dei comunisti.

E perché il riconoscimento del diritto di voto per gli Italiani all'estero non fosse una beffa, i parlamentari missini hanno ottenuto fin dal 1979 (con proposta di legge promossa da Tremaglia) la reinscrizione d'ufficio nelle liste elettorali degli emigrati che, d'ufficio, erano stati cancellati con vergognoso arbitrio. Ora — ricordano i missini — «è da fare, in vista del voto per corrispondenza, un altro passo: operare un censimento — l'ultimo risale al 1927 — dei cittadini italiani sparsi per il mondo, che non sono meno di cinque milioni, ma che probabilmente sono molti di più».

A questa «altra Italia», che tutto dà e nulla chiede alla Patria se non il privilegio morale — che tanto spesso ha un alto costo materiale — perché restare italiani, significa rinunciare ad opportunità e privilegi e nei paesi ospitanti di partecipazione alle scelte degli Italiani, a questa nobile e fiera Italia della fedeltà, i parlamentari del Msi-Dn e gli altri che si sono associati nello sforzo, hanno teso fraternamente la mano oltre i monti e i mari.

Siamo ormai prossimi al raggiungimento dell'obiettivo e ne siamo fieri e contenti come uomini della Destra nazionale. Ma nello stesso tempo proviamo amarezza e vergogna. Italiani a trentasei anni dalla nascita di questa Repubblica ci sono ancora milioni di connazionali ai quali, non è riconosciuto l'esercizio del diritto di voto. È una macchia la cui cancellazione dovrebbe essere sentita dal Palazzo come questione di più alta serietà ma ad altri giorni e di ore

Enrico Montalbano



**Le iniziative per i lavoratori italiani all'estero**

# La previdenza per gli emigrati

**L'iscrizione ad una assicurazione in uno Stato convenzionato, non esclude la possibilità di continuare l'iscrizione nell'assicurazione italiana**

In merito al quesito posto dalla Federazione AITEF-Australia e dalla Federazione P.S.D.I. - Beglio, precisiamo che la iscrizione contemporanea ad una assicurazione per lavoro svolto in uno Stato convenzionato non esclude la possibilità di proseguire volontariamente l'iscrizione nella assicurazione obbligatoria I.V.S. italiana. Questa la decisione assunta dal Consiglio di Amministrazione dell'I.N.P.S. che, fin dal giugno 1981, ha accolto alcuni ricorsi riferentisi a domande di prosecuzione volontaria inoltrate da titolari di pensione estera.

Pertanto è da ritenere superata la normativa che escludeva la possibilità della prosecuzione volontaria agli emigrati, quando potevano far valere contemporanei periodi di iscrizione a regimi assicurativi in ambito europeo ed extra-europeo, conseguenza di una interpretazione restrittiva della nuova legge che riordinò l'intera materia dal 1° luglio 1972.

Tutti i lavoratori emigrati che hanno avanzato domanda di ammissione alla prosecuzione, quindi, possono chiedere il riesame della domanda stessa, o della sua reiezione, entro dieci anni dalla presentazione (termine di prescrizione dell'azione giudiziaria) ed ottenerne l'accoglimento fin dalla decorrenza originaria. Invece, i lavoratori che non hanno mai presentato domanda, possono presentarla immediatamente ed avranno diritto al relativo accoglimento dalla prima settimana successiva alla data di presentazione. L'I.N.P.S. provvederà al riesame d'ufficio delle prime domande e dei ricorsi ancora pendenti.

Precisiamo ancora che la prosecuzione volontaria coincidente con periodi di assicurazione in Stati convenzionati sarà utile al calcolo della pensione autonoma I.N.P.S. - se sono stati maturati i relativi requisiti - o al calcolo del pro-rata, con esclusione dal calcolo della pensione dei periodi corrispondenti assicurati all'estero.

Nonostante l'obbligo attualmente vigente di attenersi alla classe di contribuzione assegnata, e l'aumento considerevole dell'importo settimanale dei contributi volontari, riteniamo di poter consigliare la prosecuzione dell'assicurazione I.V.S. ai lavoratori emigrati, almeno fino al raggiungimento dei requisiti per conseguire la pensione autonoma: n. 780 contributi settimanali complessivi per ottenere la pensione di vecchiaia a 60 anni, se uomini, a 55 anni se donne.

Per consentire un rapido cal-

colo dell'onere contributivo, indichiamo i contributi vigenti dal 1° gennaio 1982 per alcune classi di contribuzione volontaria: - dalla 1° alla 10° classe (retribuzione settimanale presa a base del calcolo del contributo volontario da L. 39.400 a L. 44.500) L. 10.198 alla settimana, pari a L. 132.574 ogni trimestre; - per la 20° classe (retribuzione da L. 96.600 a L. 103.200) contributo L. 24.286 alla settimana, pari a L. 315.718 trimestrali; - per la 30° classe (retribuzione da L. 193.000 a L. 204.700) contributo L. 48.340 settimanale, pari a L. 628.420 trimestrali; - dalla 43° classe in poi (retribuzione da L. 347.700 a L. 360.800 alla

settimana) contributo L. 86.483, pari a L. 1.124.279 per ogni trimestre.

Ricordiamo, infine, che i residenti all'estero possono adempiere al versamento volontario con particolari modalità e cioè: I - il pagamento deve essere effettuato a mezzo rimessa bancaria o vaglia internazionale per semestri solari anticipati; II - i versamenti sono considerati effettuati in tempo utile purché eseguiti entro 24 mesi dalla data di rilascio dell'autorizzazione, se trattasi di primo versamento, oppure entro 24 mesi dalla data di scadenza del precedente biennio, se trattasi di versamenti successivi.

N.G.

AVANTI

23

## Lavoratori all'estero: definire presto la legge dice la Flc

La segreteria nazionale della Federazione lavoratori delle costruzioni (Flc) si dice preoccupata perché «tutt'oggi le commissioni Lavoro ed Esteri della Camera dei deputati non hanno ancora provveduto a definire la questione che si trascina ormai da troppo tempo delle norme di tutela dei lavoratori italiani provvisoriamente trasferiti all'estero al seguito di imprese italiane».

La Flc ricorda — in un comunicato — che «la questione interessa ormai decine di migliaia di lavoratori, in gran parte addetti al settore edile e delle costruzioni e che tale regolamentazione, anche per legge, è invece oggi assolutamente necessaria dato il caos ed il disordine generale operante in questo settore provocano situazioni in cui i lavoratori sono i primi a pagarne le conseguenze».

La Flc ritiene, inoltre, che «una regolamentazione adeguata e civile di questa materia contribuirebbe enormemente a migliorare l'immagine del nostro Paese all'estero nei rapporti di cooperazione economica tra diversi paesi che il sindacato ritiene importante per lo sviluppo dell'economia nazionale in una appropriata proiezione sui mercati internazionali».

In questa prospettiva, il sindacato ritiene «necessario arrivare al più presto alla definizione di una legge in questa materia».



PIETRO RIZZUTO SENATORE DEGLI ITALIANI NEL PAESE DELLE GIUBBE ROSSE

## La Sicilia lo ha reso buono il Canada ricco e famoso

OTTAWA, 15 — Desideravo prender contatto col senatore Rizzuto, autorevole membro della Camera alta del Canada, ma non mi fu possibile rintracciarlo. Egli, a sua volta, informato indirettamente del mio proposito, mi venne incontro addirittura all'aeroporto di Montreal dove, in transito verso New York, mi ero fermato un'ora.

Lusingato di tanta cortesia, limitai il colloquio unicamente alle notizie della sua vita; volevo ascoltare il racconto di quella sua prodigiosa storia umana che ha dell'incredibile; un racconto fattomi, però, con poche frasi, per evidente modestia, con disagio, direi, tal che le parole dovevo strapparglielo. Non voleva dirmi che poco: è uomo semplice e schivo. Era venuto a salutarmi perché mi sapevo amico di un suo grande amico, l'ambasciatore Francesco Paolo Ricci. Queste inconfondibili caratteristiche dell'amicizia, tipiche della gente del sud, riemergono, ravvivate quanto mai, quando ci si trova all'estero. E rivelano e confermano l'incanto, senza eguali, del sentimento dell'amicizia intesa alla maniera siciliana, alla maniera calabrese, meridionale insomma, «Lei modo gentile, generoso, eterno. «Lei amico del mio amico, lei è quindi amico mio!».

Ancora nel 1955 Pietro Rizzuto era un giovanissimo infaticabile contadino di Cattolica Eraclea, in quel dell'agrigentino. Lavorava come bracciante nella tenuta agricola del barone Rizzuto, suo omorino ma non suo parente. Il padrone lo stimava: aveva capito e soppesato le qualità non comuni del ragazzo: intelligenza vivissima, slancio nel lavoro, garbo e rispetto verso tutti. Una perla d'uomo. Come non volerli bene? Era considerato, nella azienda, il miglior elemento, il futuro «campiere» quando sarebbe cresciuto.

Una grande novità appariva frattanto in quegli anni del dopoguerra sull'orizzonte del lavoro dei campi: la sostituzione della zappa con un meccanismo chiamato motozappa che risparmiava la fatica onerosa della vanga e moltiplicava per dieci volte almeno la resa di lavoro. Uno dei primi acquirenti del nuovo prodigioso strumento, sep-

pur costoso, fu proprio il barone Rizzuto. E a chi affidò la fiammante motozappa? A Pietro, che ne imparò subito il funzionamento e si beava nel vedersi guardato a bocca aperta durante quei primi lavori meccanici dagli altri contadini della zona che accorrevano quando si udiva lo scoppiettare del motorino del modernissimo congegno. Aveva tutto con sé il buon ragazzo, aveva impiego sicuro, una casa nel podere, mezzi meccanici, la stima dell'imprenditore e dei compagni di lavoro. E si profilava per lui un avvenire fortunato in quell'ambiente salubre e solido delle campagne siciliane.

Ma un tarlo roditore si era stabilizzato nella mente di Pietro. E la martellante ipotesi tornava soprattutto la sera, la notte quando i pensieri si affollavano dentro la sua testa nel silenzio della piccola, modesta casa rurale assorta nel sonno dei congiunti: si erano riaperte le emigranti.

Ogni notizia di partenza di compaesani per lontani lidi rappresentava per Pietro una fitta al cuore.

### Gli amici se ne andavano...

Gli amici, uno ad uno se ne andavano... Un mattino, anzi un'alba, allorché si alzò, Pietro aveva preso la sua decisione: «partirò con la mia famiglia anch'io». Quale la destinazione? «Oh, sì, il Canada: mi ha fatto sempre tanta simpatia con le immagini sulle cartoline delle sue nevi, del suo bianco manto che lo ricopre nei mesi invernali». L'idea della neve candida gli dava una sensazione di frescura che controbilanciava il caldo opprimente e sudaticcio delle estati torride dell'agrigentino e della Sicilia tutta.

In men che si creda «uscì le carte» per sé, per i genitori e per i quattro fratelli e la sorella. In paese la notizia che Pietrino se ne andava anche lui fu accolta con disappunto, con rammarico. Ed egli stesso ebbe un momento di perplessità, quasi di accoramento, quasi un pentimento quando salì la scalletta dell'aereo e una folla di compaesani di là dello steccato sventolava i fazzoletti in un saluto che

poteva essere un addio. Si sentì un nodo alla gola e cercò di nascondere la sua emozione. Due lacrime gli emperono gli occhi. Andava verso il Canada, andava verso l'ignoto: bruciava alle spalle i suoi vascelli lasciando il certo per l'incerto, e lo faceva nel momento meno adatto.

Per l'Italia quell'anno 1955 cominciava un periodo di benessere, il periodo del boom economico che sarebbe durato un buon decennio: la fase della ripresa razionale, italiana, in tutti i sensi, morale, civile ed economica. Allontanarsi dall'Italia in quel momento per cercare lavoro e benessere altrove poteva significare una grande sciocchezza. Queste le fredde e mute riflessioni del giovane emigrante mentre l'aereo sorvolava l'Europa e puntava verso l'Atlantico.

In Canada, nei primi tempi, i Rizzuto furono accolti nella modesta casa di compaesani che li avevano preceduti nell'avventura. Ma sette persone erano troppo e non si poteva abusare della affettuosa ospitalità. E soprattutto — bisognava subito trovare lavoro per Pietro e per i fratelli. Ma ciò che sembrava facile e ovvio nei propositi, nei programmi, nei sogni fatti quando si era in Sicilia, si rivelò invece difficilissimo. Lavoro? Quale lavoro?

Il primo impatto col Canada fu il gelo e la notizia che per una qualsiasi pur modesta occupazione vi erano già centinaia di disoccupati in lista di attesa. Pietro si sentì smarrito. I primi lavori furono semiclandestini. Si recava al porto e cercava di unirsi alle squadre degli scaricatori.

Un giorno tentò di parlare, di spiegare la sua preoccupante situazione all'ufficio di collocamento comunale, ma lui non conosceva le lingue parlava male anche l'italiano. Con la forza del suo coraggio e della sua fede si presentò al capo ufficio che era una giovane impiegata canadese. Cercò di farsi capire e nell'intento mise tutto il suo slancio, tutta la sua anima accorata e vibrante. Colpi nel segno. La giovane canadese restò impressionata dalla insistenza di quel bel giovane siciliano sul cui volto pulito traspariva una forza anche interiore eccezionale. Volle aiutarlo. Maliziosamente ne spostò il nu-

mero di graduatoria nell'elenco, anticipandolo, e lo avviò subito a un lavoro stabile: quello di spalare la neve che in quei giorni era caduta abbondante sul Canada. Pietro scorse dai parenti, che attendevano trepidanti, con la consoliante notizia.

E dal mattino dopo, con la vanga fornita dal Comune, si unì al gruppo degli altri spalatori adibiti a ripulire strade e piazze, a sospingere quelle pesanti masse bianche, spesso ghiacciate addirittura, sui camion e su altri mezzi di trasporto. Un lavoro durissimo, ma ben sopportabile per le sue braccia muscolose e solide. Pensava con sgomento che con l'arrivo della bella stagione sarebbe ricominciata la disoccupazione. E si diede da fare per trovarsi un diverso lavoro.

Ebbe occasione di conoscere dei muratori e ottenne di essere assunto nel loro cantiere come manovale. La sveltezza, la scrupolosità evidenziavano in lui l'ottimo elemento e così da manovale passò dopo pochi mesi al ruolo di muratore, quindi divenne in quel cantiere capomastro. Lavorava con occhio vigile, e date le sue non comuni qualità, entrò nelle grazie di un ingegnere che tutti temevano per il suo rigore. L'ingegnere si compiaceva del francese maccheronico del simpatico giovanotto siciliano e della estrema educazione che sapeva dimostrare al limite dell'umiltà.

Gli affidò un incarico che poteva sembrare del tutto ovvio e banale ma che invece, nell'intenzione dell'ingegnere, configurava una dimostrazione di speciale fiducia: lo incaricò di reggergli la ruotina delle misurazioni. Pietro era sereno, premuroso, devoto, servile, pronto a capire, gradevole. Il severo ingegnere, davanti al quale tutti tremavano, lo prese talmente a ben volere da incoraggiarlo a far qualcosa di più e di meglio, ne aveva la stoffa. Lo consigliò ad organizzare una minuscola impresa edile in proprio, cogliendo occasione dal fatto che poteva disporre in famiglia dell'essenziale nucleo di mano di opera indispensabile: i fratelli.

### Spalatore di neve

L'iniziativa ebbe fortuna. Dopo il primo lavoretto in proprio, Pietro ne assunse un secondo e ai manovali suoi fratelli aggiunse dei manovali compaesani, anch'essi emigrati. Da un lavoro si passò ad un altro e a un altro ancora, e via via in impegni sempre più consistenti e maggiori: un ponte, una strada, un viadotto, delle fognature, un piccolo fabbricato. Esisteva ormai il cantiere Rizzuto.

Un colpo d'ala che fece fare il salto di qualità all'impresa fu una

Nel 1955 la difficile scelta di emigrare in Canada  
 Fino ad allora era stato agricoltore  
 capace ed amico di tutti  
 Le prime difficoltà in un paese straniero  
 Il successo dovuto ad una grande  
 forza di volontà - Insieme ai fratelli  
 aprì il primo cantiere  
 Una marcia inarrestabile  
 Prestigiosi lavori eseguiti in tutto il mondo  
 L'interesse e le iniziative  
 per gli italiani in Canada



ingegnosa trovata tecnica, una realizzazione di arcate in cemento armato.

Pietro Rizzuto sostituì alle costose impalcature tradizionali in legno un vecchio vagonetto in disuso di trasporto merci collocato su un binario, la cui superficie esterna, tutto compreso, egli sagomava a seconda delle occorrenze dei lavori da eseguire. Una volta realizzata la gettata e indurita la stessa, il vagonetto veniva tirato avanti ed era naturalmente già pronto per la utilizzazione del tratto successivo. Si risparmiavano in tal modo costosissime opere di carpenteria (legname, ferro e tempo necessario per montare e poi smontare l'impalcatura).

Grazie a ciò e grazie al fatto che gli operai del nucleo principale erano dei parenti e dei fedeli compaesani l'impresa di Pietro Rizzuto acquisì celermente dimensioni ragguardevoli per la quantità di lavoro eseguito e prenotato. Frattanto trascorrevano gli anni di progresso in progresso.

Oggi l'impresa Rizzuto dispone di centinaia di tecnici e di operai, di una dozzina d'ingegneri e di un gigantesco autoparco costituito da

duecento macchine e bulldozer moderni e sofisticati e camions di ogni grandezza. Ha finora eseguito lavori per cifre che è dir poco definire colossali. Ha ultimato recentemente un depuratore di acqua del valore di diecimila miliardi. Ha costruito, tra l'altro, le sedi di varie facoltà dell'Università di Montreal. Ed ha effettuato lavori di enorme importanza come la grande autostrada a sei corsie che collega la città di Montreal con l'aeroporto internazionale «Mirabel», uno dei più moderni del mondo. E ultimamente si è lanciato nella realizzazione di enormi opere in altri Stati. Ha in corso di costruzione un'autostrada nel Camerun.

Pietro Rizzuto è oggi uno degli uomini più ricchi della Nazione. «In Canada non è una colpa essere ricchi — dice —, se mai è vero il contrario. Certo, c'è ricchezza e ricchezza. Io tutto quello che ho me lo sono guadagnato lavorando onestamente e duramente. Ma devo ammettere che per diventare ricchi forse non basta soltanto lavorare e essere onesti. Ci vuole anche un pizzico di fortuna. E io sono stato anche fortunato».

Pietro Rizzuto, parallelamente alla sua attività patrimoniale, ha accudito, con altrettanta intelligenza e assiduità, ad una attività validissima in campo politico-sociale. Una volta economicamente tranquillo e sicuro, poteva cominciare a pensare a qualcos'altro.

Egli si era accorto che gli italo-canadesi erano oggetto, e non soggetto, della politica della Nazione. Infatti a ogni elezione egli notava che gli italiani erano corteggiati da tutti i gruppi politici ma senza alcun riconoscimento, senza alcuna contropartita.

Penso allora, insieme con altri connazionali intraprendenti come lui — primo fra i quali un altro grande italo-canadese: Alfredo Campo, figlio dell'ufficiale postale di Taormina, e fondatore, a sua volta, di un «impe-

ro»: la Petrofina, azienda petrolifera diventata di proporzioni mondiale — di riunire, cioè federare, le circa 750 associazioni di italo-canadesi distribuite nella Nazione. E fondò, con Campo e altri amici, il «Congresso nazionale italo-canadese».

Con questo strumento Campo e Rizzuto si presentarono al Governatore federale di Ottawa sollecitando il riconoscimento ufficiale della rilevanza quantitativa degli italiani in Canada e sottolineando l'opportunità che ci fosse, bensì, un rappresentante italiano nel Senato, in quel Senato i cui membri sono di nomina governativa e restano in carica sino all'età della pensione, 65 anni.

Fu a questo punto che la scelta del governo, pur con tutto il riguardo e l'ammirazione per Campo, cadde sul più giovane dei due, il quarantenne Pietro Rizzuto. Era lo anno 1975. Dopo appena venti anni da quando aveva lasciato come povero emigrante la sua amata Sicilia, Pietro Rizzuto si vedeva assiso accanto alle più alte e qualificate cariche dello Stato alle cui porte aveva bussato in cerca di lavoro. L'applauso degli onorevoli colleghi che lo salutavano così mentre egli per la prima volta raggiungeva, nell'aula del Parlamento, il suo posto, lo emozionò talmente da costringerlo a cercare, furtivamente con la mano tremante un sostegno sul bordo dello scanno parlamentare.

## L'emendamento Rizzuto

In Senato — ha preso posto tra i banchi liberali, — dopo essersi guardato intorno e aver tracciato un programma l'onorevole Rizzuto — che, frattanto, con la volontà e lo studio pur tardivo ha colmato le ovvie lacune dell'età giovanile — cominciò a darsi da fare nella riflessione sulle leggi vigenti e nelle ipotesi di quelle da formulare. Tra le varie sue iniziative parlamentari fin qui va sottolineata quella — recente — che ha bensì significato e portata costituzionale.

L'onorevole Rizzuto è infatti l'autore di un emendamento alla nuova Costituzione canadese, che consente ai figli degli appartenenti ai gruppi etnici della Regione del Quebec (etnici, cioè i non francesi e inglesi, ma gli italiani, gli spagnoli, i portoghesi, i greci, i polacchi, ecc.) di poter scegliere, alla stessa stregua dei gruppi etnici originali, francesi e inglesi appunto, in quale lingua far educare i propri ragazzi.

Prima dell'emendamento Rizzuto ai giovani non figli di francesi e di inglesi era obbligatoria la lingua francese unicamente e non anche quella inglese. Una discriminazione razziale!

MARIO LA ROSA



La disoccupazione risveglia l'ostilità per i 5 milioni di stranieri

# IL GOVERNO DI BONN LIMITA L'IMMIGRAZIONE

## Agovelazioni finanziarie per incentivare il ritorno in patria Restrizioni per frenare l'afflusso in Germania dei familiari

BONN - Il governo federale ha deciso una serie di misure per far fronte al problema dei quasi cinque milioni di lavoratori stranieri. La Germania è ormai giunta al limite di assorbimento, ha detto alla stampa Heinz Wespahl, ministro del lavoro. Le misure principali consistono in agevolazioni finan-

ziarie per i rimborsi assicurativi e le liquidazioni, in modo da incentivare i lavoratori a tornare nel loro paese d'origine. Le agevolazioni saranno valide fino alla fine dell'87. Altre misure verranno prese per frenare l'afflusso dei familiari dei lavoratori. Il governo non ha ancora deciso se abbassare da 16 a

6 l'età dei figli che possono raggiungere i loro genitori in Germania. Su questo punto i partiti sono divisi e si sono dati tempo fino a settembre per elaborare una legge quadro. Nessuno di questi provvedimenti interessa i lavoratori italiani, né quelli appartenenti alla Comunità europea.

## Pauro a Berlino, città più turca d'Europa

BONN - Ad Amburgo a fine maggio una ragazza turca di 25 anni si è data fuoco, per protestare contro il modo in cui sono trattati i suoi connazionali in Germania. Non si tratta di un caso isolato. Testimonianza quanto sia critico il problema degli immigrati, in particolare dei turchi che ne rappresentano più di un terzo. Il resoconto annuale della Soperni, l'organizzazione per la cooperazione economica e lo sviluppo, rivela che su 4,7 milioni di stranieri che lavorano in Germania un milione e 268 mila è turco. I turchi sono cioè il 30,6 per cento degli immigrati. I bambini addirittura il 43 per cento. Tra il '78 e il '79 la popolazione turca è salita dell'8,9 per cento e i bambini sotto i sedici anni del 15,1. Berlino, è la città più turca d'Europa. Un ottavo dei berlinesi non è più tedesco. Nel '73 c'erano 178 mila stranieri, adesso sono 233 mila, 120 mila sono turchi. Di questi solo il 40 per cento ha un lavoro, sette anni fa erano

il 52 per cento. Secondo i dati forniti dal quotidiano Die Welt, il forte aumento dipende per un quarto dalle nascite e per il 75 per cento dai nuovi arrivi e dai matrimoni. Si sono formati dei ghetti che preoccupano le autorità tedesche perché portano a una sottocultura isolata, ma soprattutto alla criminalità. Nell'80 la polizia ha arrestato 19.273 sospetti, e ha denunciato almeno sessanta gruppi estremisti. Il rapporto dell'ufficio crimini rivela la presenza di bande infantili. Parlare di «germanizzazione» è fuori questione. Dei 21.400 turchi che avevano vissuto da più di dieci anni a Berlino, acquisendo il diritto alla cittadinanza, soltanto il 50 per cento ne ha fatto richiesta.

Il senatore H. Lummer della Cdu ha tentato di canalizzare questo torrente di stranieri. Il 20 novembre ha emesso un decreto che stabilisce che «chiunque abbia trascorso la sua infanzia nel suo paese na-

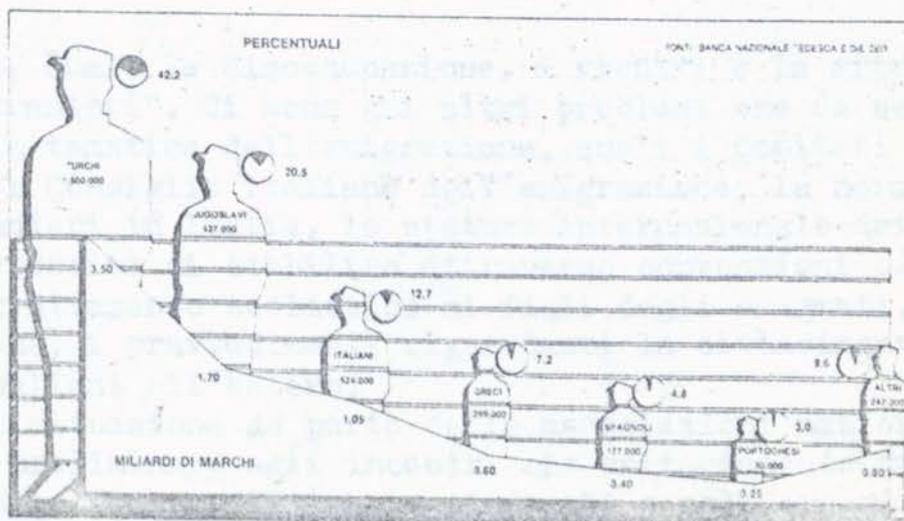
tale e che quindi non ne sia estraniato, deve ripartire». In pratica il provvedimento vieta l'entrata in Germania allo straniero che ha già sedici anni. Con uno sciopero della fame i turchi hanno ottenuto che la nuova regolamentazione sia valida solo per i bambini giunti a Berlino dopo il 20 novembre. Tutti gli altri ricevono invece un permesso di soggiorno e premono sul mercato del lavoro della città assieme agli altri 60 mila disoccupati. Spesso non parlano neanche tedesco. Fino ad ora i genitori turchi hanno profittato della mancanza di leggi. Sempre secondo il giornale tedesco il 12 per cento dei bambini entrati a Berlino l'anno scorso aveva tra i sedici e i diciotto anni. Prima vivono in Turchia coi nonni, poi vengono come potenziali salariati con il pretesto di riunirsi a una famiglia che non hanno mai conosciuto.

I tedeschi accettano sempre meno questa convivenza. I sondaggi dell'isti-

tuto di Godesberg per i problemi sociali rivelano che il 49 per cento dei tedeschi è ostile agli immigrati. Secondo altre indagini sul mercato del lavoro tedesco, gli immigrati in Germania rappresentano il 7,2 per cento della popolazione complessiva e il 9,6 per cento di quella attiva. Troppi per i tedeschi che li accusano di portare via il loro lavoro e di farsi dare sussidi dallo stato; perché in effetti il 14 per cento dei disoccupati è straniero. Le reazioni sono particolarmente violente quando un tedesco sposa un immigrato. Rimane solo, genitori amici e vicini lo abbandonano considerandolo un traditore.

«Mi sono reso conto di quanto sia razzista il popolo tedesco» afferma uno di loro. Il problema degli stranieri continua ad aggravarsi, solo nell'80 sono arrivati 120 mila immigrati. Bonn sottoposta a pressioni da parte dei Lander sembra finalmente voler risolvere la questione.

BONN - Gli immigrati in Germania sono 4,6 milioni. Il grafico mostra la loro ripartizione per nazionalità. Nell'81 i lavoratori stranieri hanno guadagnato complessivamente 8,30 miliardi di marchi tedeschi. Lo spicchio in nero nel tondino indica in percentuale quanto incidono i guadagni degli immigrati sul reddito interno del loro paese d'origine. I turchi sono in posizione di predominanza sia come numero che come reddito e influiscono del 42 per cento sull'economia del loro paese. La Germania non sembra più disposta a continuare questa linea e ha deciso misure restrittive.



*Ministero degli Affari Esteri*DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALIRitaglio del Giornale..... **INFORM** .....  
del..... **15.7.82** ..... pagina.....

FAR SCATURIRE DALL'INCONTRO TRA LE ASSOCIAZIONI UN CONFRONTO CON IL GOVERNO, I GRUPPI PARLAMENTARI, I PARTITI E I SINDACATI: a colloquio con Ignazio Salemi della Segreteria della FILEF.-

ROMA - (Inform).- La FILEF ha inviato una lettera, a firma del Segretario generale Dino Pelliccia, alle altre associazioni nazionali dell'emigrazione (Istituto Santi, AITEF; UNAIE, ACLI e UCEI) per proporre una riunione dedicata all'esame della situazione determinatasi per gli emigrati in seguito all'aumento del livello di disoccupazione e al diffondersi dei fenomeni di diffidenza e di ostilità nei confronti degli stranieri.

La proposta della FILEF, scaturita dall'ultima riunione del Comitato direttivo, caldeggiata dal primo Presidente on. Marte Ferrari - ha detto all'"Inform" Ignazio Salemi della Segreteria della FILEF -, ha ricevuto un largo consenso, anche se è impossibile per il momento stabilire la data di questa riunione per vari impegni già presi in precedenza dalle singole associazioni.

L'AITEF si è detta anche disponibile ad un allargamento dei temi da discutere, dai Comitati consolari alla scuola all'estero, alla cittadinanza, al voto, ai problemi degli stranieri in Italia. Su questo la FILEF è d'accordo. L'UNAIE, l'altra grande organizzazione degli emigrati, si è dichiarata anch'essa disponibile, e così pure le ACLI. Per quanto riguarda l'Istituto Santi, si sa che il problema è stato posto all'ordine del giorno della riunione del direttivo del 16 luglio.

La FILEF, secondo Salemi, annette importanza a questa riunione, perché da essa si fa dipendere una ripresa dell'interesse per i problemi generali dell'emigrazione, dato che il Comitato post-Conferenza, che era la sede di maggior contatto tra le associazioni, le forze sociali e politiche e gli operatori in genere del mondo dell'emigrazione, non si riunisce da troppo tempo. Ed è il momento che le associazioni riallaccino questo rapporto che per più versi aveva dato frutti positivi in passato.

Infatti la proposta della FILEF - ha aggiunto Salemi - è quella di far scaturire dall'incontro fra le associazioni un confronto con il Governo, con i partiti democratici, con i gruppi parlamentari ed anche con i sindacati.

Quali i problemi sul tappeto? Non ci sono soltanto quelli che derivano

direttamente dalla crisi, quali la disoccupazione, i rientri e la ripresa delle iniziative "antistranieri". Ci sono gli altri problemi che da sempre sono "tradizionali" nella tematica dell'emigrazione, quali i Comitati consolari, l'istituzione del Consiglio italiano dell'emigrazione, la normativa per i lavoratori stranieri in Italia, lo statuto internazionale dei lavoratori migranti, la necessità di stabilire attraverso convenzioni bilaterali un più adeguato trattamento scolastico ai figli degli emigrati, i problemi dell'informazione, i provvedimenti riguardanti la cittadinanza e il censimento degli italiani all'estero.

Un esame comune della situazione da parte delle associazioni nazionali degli emigrati è quindi preliminare agli incontri che unitariamente dovranno essere chiesti alle forze politiche e sindacali e agli organi istituzionali dello Stato. (Inform).



Ministero degli Affari Esteri  
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

## Ferma denuncia del compagno Giadresco

# Superficiali e di parte le trasmissioni alla RAI

Nei giorni scorsi, il compagno c. l. Gianni Giadresco ha inviato una lettera — di cui pubblichiamo una parte — al Presidente del Comitato parlamentare dell'Emigrazione on. Pisoni, e per conoscenza al Presidente della Commissione di vigilanza RAI-TV on. Bubbico, e al presidente della RAI, Sergio Zavoli.

Come si legge nel testo, il compagno Giadresco critica la superficialità con cui la RAI si occupa dei problemi degli emigrati, critica lo spunto di parte della trasmissione «Radio anch'io '82» che, nell'edizione del 1° luglio,

poteva apparire come una trasmissione autogestita dal PSI o come propaganda elettorale per qualche deputato.

Riportiamo alcuni brani salienti della lettera: «Se, come mi è parso di capire — scrive il compagno Giadresco — si è trattato di una trasmissione programmata dalla RAI e i dirigenti del PSI e l'on. Mastella della DC erano degli invitati, come esperti dei problemi dell'emigrazione, mi piacerebbe conoscerne i criteri usati per giudicare sull'esperienza degli intervenuti e sapere se non era il caso di invitare "alla pari" che so, la Filef, le Acli o l'Unia, oppure i membri del Comitato parlamentare che tu presiedi, tanto più che i rappresentanti dei partiti partecipanti alla trasmissione non dimostrano altrettanto zelo per partecipare alle riunioni che il Comitato fa sui problemi degli emigrati. Sia chiaro che non contesto l'impegno dell'on. Ripa di Meana o della senatrice Margherita Boniver, meno che mai dell'on. Mastella (presentato peraltro come "astro nascente della DC") il quale ha una conoscenza diretta del dramma degli emigrati avendo portato all'altare una signora che, da Benevento, ha dovuto emigrare con la famiglia a New York. Vorrei soltanto domandare a te e ai colleghi se non fosse stato più opportuno un vero confronto e una vera discussione sui problemi degli emigrati. Io ne sentirei il bisogno e penso che sarebbe stato doveroso per la RAI organizzare una trasmissione che non fosse di parte — o meglio di partito — e ad un livello, come dire, pacatamente propagandistico, senza alcuna offesa per la propaganda tanto più quando si vive, come in queste settimane...»

## Risposta a una nota del PSI in Svizzera

# Chi non vuole la legge per i Comitati consolari?

Abbiamo ricevuto dal compagno Angelo Ferrara, segretario della Federazione del PSI in Svizzera, un lungo articolo-lettera in risposta alla nostra nota del 18 giugno scorso. Date le sue dimissioni (tre cartelle) non è possibile pubblicare tutto lo scritto del compagno Ferrara, ma per evitare l'accusa di distorsione delle posizioni del PSI in Svizzera pubblichiamo testualmente come le cose sono riassunte nell'articolo-lettera. Ecco:

1. «Abbiamo innanzitutto fermato che altri, non noi, non vogliono la legge; quel partito, tanto per intenderci, che a Roma attraverso un rappresentante dice che il testo della Camera era inapplicabile e attraverso un altro suo rappresentante a Parigi sostiene che invece del testo era il migliore».

2. «Siamo per le elezioni dirette a suffragio universale e per un testo accettabile, non autorato».

3. «In questa fase (ripetiamo: in questa fase) che precede l'approvazione della legge siamo per il rinnovo attraverso le designazioni delle associazioni».

Francamente la prima affermazione può essere solo frutto di disinformazione. «Quel partito» (saremmo noi!) è l'unico che mantiene una posizione coerente da anni sulla legge per i Comitati consolari, che ne sollecita continuamente la discussione. D'altronde lo stesso compagno Ferrara dice più avanti che noi ci occupiamo troppo dei Comitati consolari.

Per le altre due questioni i nostri dubbi davvero non possono essere chiariti perché tutti gli argomenti portati contro l'elezione diretta in questa fase (v. anagrafe, difficoltà con il paese di residenza ecc.) ci sembrano andare molto al di là di «questa fase» e portare acqua al mulino di chi i Comitati consolari, democraticamente eletti, non li vuole proprio. È convinto il compagno Ferrara che questa resistenza, di tanti personaggi del MAE e di tanta gente del pentapartito, alla legge sui Comitati consolari non sia la miglior prova della loro importanza?

I Comitati consolari non sono il «toccasana» di tutti i mali dell'emigrazione, ma sono certamente uno strumento indispensabile per la tutela dei nostri lavoratori all'estero.



Particolare attenzione dei comunisti in Belgio alle associazioni

## Il Partito e le realtà regionali

Sforzi uniti per migliorare le condizioni degli emigrati - Gli incontri dei parlamentari del PCI con le nostre collettività

Se l'estate (meritate vacanze e altrettanto meritate sbornie calcistiche a parte) è anche tempo di riflessioni e di bilanci per le organizzazioni del PCI che operano tra gli emigranti, una particolare attenzione va dedicata da parte dei comunisti italiani in Belgio (ma credo anche in altri Paesi) ai rapporti che intercorrono tra l'organizzazione del partito e l'associazionismo di massa, in modo particolare quello a carattere regionale. È soprattutto quest'ultimo, dobbiamo riconoscerlo, l'astro montante in senso all'emigrazione italiana da qualche anno a questa parte, soprattutto da quando — arginata e fatta anche in parte rifluire la grande avanzata della sinistra e dei comunisti fino al 1976 — hanno cominciato ad allontanarsi le prospettive di cambiamento immediato dell'Italia che tale avanzata aveva generato e si è ricominciato a lavorare di nuovo sul medio periodo, a consolidare l'esistente e a costruire con pazienza il nuovo.

Da questo «nuovo» dopo il necessario periodo di rodaggio che l'istituzione Regione aveva dovuto compiere dal 1970, si è inserita di prepotenza la «dimensione regionale» per merito soprattutto all'inizio di Regioni rosse dinamiche in questo campo come Umbria e Toscana o di altre organizzazioni di massa nelle quali i comunisti hanno svolto un'azione decisa di stimolo: tra queste la sarda e la marchigiana, la veneta, la siciliana, l'abruzzese.

E per merito di questi e di altri compagni, in Italia come nell'emigrazione, se da parte nostra l'associazionismo regionale ha smesso di essere trattato come lo era invece spesso prima in termini superficialmente liquidatori o come passaggio surrettizio per arrivare in zone dell'emigrazione dove il partito in forma più diretta stentava ad arrivare. Difensori in linea di principio dell'autonomia regionale (e noi comunisti rivendichiamo giustamente gran parte del merito per l'attuazione di quella parte del dettato costituzionale che creava le Regioni a statuto ordinario), abbiamo invece stentato a capire quale ruolo importante l'istituto regionale possa svolgere in moltissime materie che riguardano direttamente l'emigrazione; e così, tanto per fare un esempio solo, abbiamo spesso finito per dissanguare l'associazionismo regionale dei migliori dirigenti comunisti, richiamati a compiti di partito «più seri e più redditizi».

Certo non sempre e non dappertutto è stato così ma dobbiamo riconoscere che spesso questo atteggiamento lo abbiamo avuto e che forse in qualche zona del partito ancora sussiste. In qualche zona solo, però: che invece ormai abbiamo con le varie associazioni regionali rapporti improntati al mutuo rispetto e alla reciproca collaborazione, riconoscendoci l'un l'altra (partito e associazione) specificità ben delineate e autonomia piena e completa, sapendo al tempo stesso unire i nostri sforzi per migliorare le condizioni di vita e di lavoro degli emigrati e delle loro famiglie sia al-

l'estero sia al momento del ritorno in patria. Sono rapporti che danno buoni frutti, che fanno crescere politicamente entrambi, aprendo problemi prima in parte trascurati: se ne sono accorti anche tre compagni deputati che sono venuti recentemente in Belgio per incontrarsi, oltre che come al solito nelle sezioni di partito con gli iscritti comunisti, anche con i propri correghionali nell'ambito delle associazioni. È così che Maria Augusta Pecchia, deputata per Pesaro, Alba Scaramucci, eletta a Perugia

e Giuseppe Pierino, della provincia di Cosenza (ed era la prima volta che un parlamentare di questa provincia veniva in Belgio), hanno incontrato la collettività emigrata dalle proprie regioni portando loro le notizie della terra d'origine, ascoltando i problemi, le richieste di spiegazioni, le rivendicazioni.

È una via da seguire questa di rapporti anche su base regionale per imparare a conoscere e comprendere meglio anche una parte di realtà da cui probabilmente ci eravamo autoesclusi.

VALERIO BALDAN

## Un incontro sulla scuola promosso dalle Università di Urbino e di Würzburg

Nei giorni 9 e 10 si è tenuto a Würzburg e promosso dalle Università di Urbino e Würzburg dall'ambasciata d'Italia e dal Coasit di Francoforte un simposio sulla scuola. Il valore dei docenti italiani e tedeschi che hanno preso parte ai lavori, gli elevati contenuti dei loro interventi rischiano purtroppo di non poter essere recepiti da chi deve operare nel campo della scuola e tutto il lavoro rischia di restare in un ambito ristretto di studiosi. Infatti ai lavori non erano rappresentate le associazioni degli emigrati, le associazioni dei genitori e gli stessi insegnanti erano stati invitati solo nella misura di due per ogni circoscrizione consolare.

Lo stesso tempo messo a disposizione per un dibattito sui problemi esposti, essendo stato largamente occupato da ulteriori interventi degli oratori ufficiali, non ha potuto essere utilizzato per interventi degli operatori della scuola presenti: infatti nemmeno quelli già i-

scritti a parlare hanno potuto farlo.

L'iniziativa si ripeterà a dicembre all'Università di Urbino: crediamo allora giusto che si pensi in quell'occasione di dare più spazio agli operatori della scuola affinché oltre agli studiosi dei problemi della scuola per i figli degli emigrati — abbiano diritto di parlare anche coloro questi problemi li vivono ogni giorno.

Interessante l'accordo fra l'Università di Urbino e Würzburg per la creazione di un centro permanente per la formazione e l'aggiornamento degli insegnanti, interessante ma certo insufficiente a coprire le necessità esistenti. Del resto, nella conferenza stampa tenuta alla chiusura dei lavori si è parlato di un «riciclaggio» degli insegnanti delle Sonderschule (scuole differenziate) e degli asili per poi allargare gli interventi a quelli di altri settori della scuola.

Torneremo in altra occasione in maniera più ampia a parlare dell'argomento. G.M.



Ministero degli Affari Esteri  
DIREZIONE GENERALE DELL'EMIGRAZIONE  
E DEGLI AFFARI SOCIALI

Ritaglio del Giornale..... **IL POPOLO** .....  
16. LUG. 1982  
del..... pagina, ... 2 .....

Perché l'opposizione dei comunisti

## Il diritto di voto per gli emigranti

IL PARTITO comunista sta sviluppando una feroce opposizione al progetto, in discussione in Parlamento, che mira a far votare per corrispondenza i quasi cinque milioni di italiani che risiedono all'estero. Le ragioni di questa opposizione a un diritto, che già per il solo fatto di essere un diritto di opinione e di libertà è tale da allargare i confini e il respiro della democrazia, non sono di principio, ma strumentali; e si riassumono in un solo modo: il PCI teme che il voto degli italiani che risiedono nei Paesi extraeuropei (troppo lontani — vedi il sud America — per poter consentire loro di venire ogni volta a votare in patria) gli sia sfavorevole. Poiché questa ragione non è proponibile come argomento a sfavore del voto per corrispondenza, i comunisti cercano di sostenere che esso sarebbe anticostituzionale e riassumono, con elegante linguaggio, il loro giudizio sul progetto di legge di ispirazione dc con l'espressione «progetto-truffa».

A loro giudizio, l'iniziativa meriterebbe così pesanti condanne perché il voto deve essere «segreto, personale e diretto» e invece in questo modo «si stravolge e ci si mette

A. V.

CONTINUA A PAGINA 2

IL MESSAGGERO p. 2

### Emigrati

### Poche garanzie col voto per posta: contrari i socialisti

Anche i socialisti annunciano la loro opposizione al testo di legge che dovrebbe essere discusso in autunno dalla Camera e prevede il voto per corrispondenza per gli emigrati. Il testo era stato licenziato giovedì, fra molte polemiche, dalla commissione affari costituzionali: le perplessità riguardavano le garanzie di segretezza e di personalità di un voto espresso per posta.

Ieri la direzione socialista, pur confermando il proprio pieno appoggio al principio dell'esercizio del diritto di voto da parte degli emigrati, ha ravvisato nel testo approvato dalla commissione «una grave insufficienza delle garanzie necessarie ad evitare gli abusi, rispetto all'esigenza che configura il voto come espressione della partecipazione politica dei cittadini». Da qui, secondo i socialisti (i cui rappresentanti all'interno della commissione affari costituzionali erano assenti nella seduta di giovedì), la necessità che i gruppi parlamentari, e in primo luogo quelli della maggioranza, procedano ai necessari approfondimenti e accordi. In caso contrario il gruppo parlamentare socialista non potrà non assumere un atteggiamento di opposizione nella intransigente difesa delle regole di democrazia fissate nel testo costituzionale.

## Il diritto di voto

DALLA PRIMA

sotto i piedi — così scrive l'Unità — ogni garanzia costituzionale posta a presidio del voto. Ora, a parte il fatto che in molte democrazie europee si vota per corrispondenza (si veda il caso della Francia, della Germania, dell'Austria, sia pure ciascuna con proprie caratteristiche) non si capisce per quale ragione tale meccanismo sarebbe anticostituzionale. Infatti, la formula prevista si incentra su una serie di passaggi che garantiscono la regolarità del voto: l'emigrante deve personalmente fare richiesta dei certificati elettorali al comune italiano di residenza; appena riceve la scheda deve votare, chiuderla in doppia busta, inviarla al consolato più vicino, che provvede a farla recapitare in Italia, in un centro che la smista nuovamente ai comuni. Tutto ciò non intacca affatto le caratteristiche di voto «segreto, personale e diretto». E d'altra parte, se si teme (ma l'ipotesi appare di fatto assai improbabile) che nel momento in cui l'emigrante traccia il voto non sia «libero», si può chiedere, come fanno i tedeschi, una dichiarazione giurata in cui egli afferma di aver potuto effettivamente votare in piena autonomia.

Su questa strada, in ogni modo, si possono escogitare numerosi meccanismi. Ma i parlamentari comunisti non hanno voluto e non vogliono imboccare la strada degli emendamenti. Essi, in realtà, non vogliono che si possa votare per corrispondenza, punto e basta. E in questa battaglia, che annunciano irriducibile, arrivano ad affermare il falso, dicendo, ad esempio, che il ministro della

Giustizia Darida — coscriveva l'Unità di ieri — avrebbe espresso riserve sul voto per corrispondenza, laddove il ministro non ha mai espresso riserve e, anzi, l'ufficio legislativo del ministero, interpellato formalmente a suo tempo, ha dichiarato, il 23 marzo scorso, di non opporsi al voto per corrispondenza, pur sottolineando l'esigenza — che è ovviamente condivisa da tutti — di tutelare nel modo più ampio la segretezza del voto.

La questione, dunque, trova il PCI su una linea unicamente finalizzata ad interessi di parte. C'è da chiedersi, anzi, a questo proposito, per quale ragione i comunisti restino indifferenti al problema del voto dei marittimi. Noi siamo uno dei pochi Paesi democratici, infatti, che praticamente cancella il diritto di voto di una categoria di cittadini: quelli appunto, che anche se volessero, non potrebbero tornare in Italia a votare. E' costituzionale, questo? E' prova di apertura democratica rimanere indifferenti a tali problemi?

In realtà, la questione potrebbe essere affrontata e risolta proprio in uno spirito di rispetto dei valori costituzionali che, in quanto tali, superano i confini delle maggioranze parlamentari, se il PCI non pensasse solo ed esclusivamente al proprio tornaconto elettorale (che in questo caso esso reputa grammo). Non è, dunque, un «progetto-truffa» quello della DC, ma è il PCI che vuole continuare ad espropriare brutalmente una parte dei cittadini del diritto di voto e compie, così facendo, un atto che va in senso esattamente opposto ai principi della Costituzione che in modo tanto retorico invoca.

A. V.